



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/48/850/Add.1
15 juillet 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 137 de l'ordre du jour

FINANCEMENT DE L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES EN SOMALIE II

Rapport du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 10	4
II. MANDAT ET STRUCTURE RÉVISÉS DE L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES EN SOMALIE II	11 - 15	5
III. ÉTAT DES CONTRIBUTIONS	16	7
IV. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	17 - 21	8
A. Contributions à ONUSOM II	17	8
B. Fonds d'affectation spéciale pour la Somalie	18 - 21	8
V. ADMINISTRATION FINANCIÈRE	22	10
VI. RAPPORT RÉVISÉ SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er MAI AU 31 OCTOBRE 1993	23	10
VII. RAPPORT PRÉLIMINAIRE SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er NOVEMBRE 1993 AU 31 MAI 1994	24	11
VIII. PRÉVISIONS DE DÉPENSES RÉVISÉES POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er JUIN AU 30 SEPTEMBRE 1994	25	11
IX. PRÉVISIONS DE DÉPENSES POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er OCTOBRE 1994 AU 31 MARS 1995	26	11

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
X. ÉTAT DES REMBOURSEMENTS AUX ÉTATS QUI FOURNISSENT DES CONTINGENTS	27	11
XI. COMMENTAIRE DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES	28 - 44	12
XII. DÉCISIONS À PRENDRE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA QUARANTE-HUITIÈME SESSION	45	14
ANNEXES		
I. Rapport financier révisé sur l'exécution du budget pendant la période allant du 1er mai au 31 octobre 1993 : état récapitulatif		15
II. Rapport financier révisé pour la période allant du 1er mai au 31 octobre 1993 : informations complémentaires		19
III. Montant estimatif révisé des dépenses pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994 et prévisions de dépenses pour la période allant du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995 : état récapitulatif		33
IV. Prévisions de dépenses révisées pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994 : renseignements complémentaires		36
V. Prévisions de dépenses pour la période allant du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995 : renseignements complémentaires		66
VI. Répartition du personnel militaire et civil par lieu d'affectation au 31 mai 1994		81
VII. Répartition du gros matériel par lieu d'affectation au 31 mai 1994		82
VIII. Tableau d'effectifs actuel autorisé pour la période se terminant le 31 mai 1994		85
IX. Organigramme		86
X. Dépenses de personnel civil et dépenses connexes pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994		89

/...

ANNEXES (suite)

	<u>Page</u>
XI. Dépenses de personnel civil et dépenses connexes pour la période allant du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995	90
XII. Récapitulation des besoins concernant la location des locaux pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994	91
XIII. Récapitulation des besoins en hélicoptères pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994	92
XIV. Récapitulation des besoins en hélicoptères pour la période allant du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995	93
XV. Récapitulation des besoins en avions pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994	94
XVI. Récapitulation des besoins en avions pour la période allant du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995	95
XVII. Récapitulation des besoins en matériel de transmissions pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994	96
XVIII. Récapitulation des besoins en matériel informatique pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994	97
XIX. Parc de véhicules - répartition par bureau, au 31 mai 1994	98
XX. Récapitulation des besoins du programme d'information pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994	100
XXI. Ressources disponibles et dépenses de fonctionnement pour la période allant du 1er mai 1992 au 30 septembre 1994	101
CARTE	102

/...

I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 751 (1992) du 24 avril 1992, le Conseil de sécurité a décidé d'établir, sous son autorité, l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM) pour une période initiale de six mois. L'ONUSOM est devenue opérationnelle le 1er mai 1992. Par ses résolutions 767 (1992) du 27 juillet 1992 et 775 (1992) du 28 août 1992, le Conseil a par la suite élargi le mandat de l'ONUSOM et autorisé le renforcement des effectifs.
2. Le 3 décembre 1992, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 794 (1992), autorisant le Secrétaire général et les États Membres concernés à employer tous les moyens nécessaires pour instaurer aussitôt que possible des conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaires en Somalie et à prendre les dispositions nécessaires de commandement et de contrôle unifiés des diverses forces. En conséquence, des dispositions ont été prises pour déployer la Force d'intervention unifiée (FIU).
3. Par sa résolution 814 (1993) du 26 mars 1993, le Conseil de sécurité a fait sien le rapport du Secrétaire général¹ contenant ses recommandations en vue de la transition de la FIU à une ONUSOM élargie. Pour des raisons budgétaires et administratives, la date de la passation du commandement de la FIU à l'ONUSOM a été fixée au 1er mai 1993. Dans la même résolution, le Conseil a approuvé le mandat de l'opération élargie, ONUSOM II, pour une période initiale de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 31 octobre 1993.
4. Par la suite, le mandat d'ONUSOM II a été prorogé par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 878 (1993) du 29 octobre 1993 et 886 (1993) du 18 novembre 1993 pour une nouvelle période venant à expiration le 31 mai 1994.
5. Par sa résolution 886 (1993), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de lui faire rapport avant le 15 janvier 1994 sur les progrès faits par le peuple somali dans la voie de la réconciliation nationale et sur les progrès enregistrés en ce qui concerne la réalisation des objectifs politiques, humanitaires et de sécurité; il a en outre demandé au Secrétaire général de fournir dans ce rapport un plan mis à jour décrivant la stratégie concertée d'ONUSOM II pour l'avenir en ce qui concerne ses activités humanitaires, politiques et de sécurité. Comme suite aux demandes formulées dans cette disposition, le Secrétaire général a présenté un rapport le 6 janvier 1994².
6. Par sa résolution 897 (1994) du 4 février 1994, le Conseil de sécurité a approuvé la recommandation du Secrétaire général tendant à maintenir ONUSOM II avec un mandat révisé (voir plus loin, par. 12). Dans la même résolution, le Conseil a autorisé la réduction progressive des effectifs d'ONUSOM II jusqu'à un maximum de 22 000 hommes. Le Conseil a en outre prié le Secrétaire général de lui présenter, dès que la situation le justifierait, un rapport sur la situation en Somalie et l'application de la résolution 897 (1994). Comme suite à cette demande, un nouveau rapport a été présenté le 24 mai 1994³.
7. Ayant examiné le rapport du Secrétaire général, le Conseil de sécurité, par sa résolution 923 (1994) du 31 mai 1994, a décidé de renouveler le mandat

/...

d'ONUSOM II pour une nouvelle période de quatre mois venant à expiration le 30 septembre 1994.

8. On se souviendra que l'Assemblée générale, par sa résolution 48/239 du 24 mars 1994, a décidé d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de l'Opération des Nations Unies en Somalie II, un crédit d'un montant total brut de 639 399 300 dollars (soit un montant net de 634 214 900 dollars) pour la période allant du 1er novembre 1993 au 31 mai 1994 et de répartir le montant brut additionnel de 513 203 800 dollars (soit un montant net de 509 214 900 dollars) entre les États Membres, pour la même période, compte tenu du montant brut de 126 195 500 dollars (soit un montant net de 125 millions de dollars) déjà réparti en application de sa décision 48/471 A du 23 décembre 1993.

9. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a décidé d'autoriser le Secrétaire général à engager mensuellement des dépenses pour l'Opération en Somalie II à concurrence d'un montant brut de 77 442 517 dollars (soit un montant net de 76 332 417 dollars) pour une période de quatre mois débutant le 1er juin 1994 et de répartir entre les États Membres, pour cette période, un montant brut de 154 885 034 dollars (soit un montant net de 152 664 834 dollars).

10. Également dans sa résolution 48/239, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de présenter un projet de budget, y compris des montants estimatifs révisés pour la période de quatre mois au-delà du 31 mai 1994, au plus tard le 15 juillet 1994. Le présent rapport fait suite à cette demande.

II. MANDAT ET STRUCTURE RÉVISÉS DE L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES EN SOMALIE II

11. Par sa résolution 897 (1994), le Conseil de sécurité a approuvé les recommandations du Secrétaire général relatives à la révision du mandat d'ONUSOM II qui figuraient au paragraphe 57 de son rapport daté du 6 janvier 1994². Dans ce rapport, le Secrétaire général passait en revue le mandat d'ONUSOM II et les progrès accomplis par le peuple somali sur la voie de la réconciliation nationale.

12. En application de son mandat révisé, ONUSOM II doit :

a) Encourager et aider les parties somaliennes à appliquer les Accords d'Addis-Abeba, et notamment à poursuivre leurs efforts de coopération visant le désarmement et le respect du cessez-le-feu;

b) Protéger les principaux ports et aéroports ainsi que l'infrastructure essentielle et assurer la sécurité des artères vitales pour l'acheminement de l'aide humanitaire et l'assistance à la reconstruction;

c) Poursuivre son action visant à fournir des secours humanitaires à tous ceux qui en ont besoin dans l'ensemble du pays;

d) Faciliter la réorganisation de la police et du système judiciaire somalis;

/...

e) Aider au rapatriement et à la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées;

f) Faciliter également le déroulement du processus politique en cours en Somalie, qui devrait aboutir à la mise en place d'un gouvernement démocratiquement élu;

g) Assurer la protection du personnel, des installations et du matériel de l'Organisation des Nations Unies et des autres organismes du système, ainsi que des organisations non gouvernementales.

13. Dans son rapport suivant, daté du 24 mai 1994³, le Secrétaire général présentait ses observations concernant le processus politique de réconciliation nationale en Somalie, les progrès accomplis pour aider à rétablir la paix et la stabilité en Somalie, et la structure et les moyens révisés de la Force.

14. Comme indiqué dans ce rapport, les troupes déployées en Somalie doivent s'acquitter des tâches suivantes dans la zone d'opérations actuelle d'ONUSOM II :

a) Assurer la sécurité des principaux ports et aéroports;

b) Assurer la sécurité/patrouiller le long des routes menant à l'intérieur du pays de manière qu'elles soient ouvertes aux convois d'aide humanitaire;

c) Patrouiller à l'intérieur des grandes agglomérations et des villes pour que le personnel d'ONUSOM II et des ONG puisse se déplacer en toute sécurité;

d) Escorter les convois d'aide humanitaire;

e) Assurer la sécurité des convois de logistique et des installations;

f) Assurer la sécurité du personnel et des installations d'ONUSOM II, des organismes des Nations Unies et des ONG;

g) Contribuer à la formation de la police somalie.

15. À la suite du retrait des contingents de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, des États-Unis d'Amérique, de la Grèce, de l'Italie, du Koweït, du Maroc, de la Norvège, de la République de Corée, de la Tunisie et de la Turquie, les effectifs de la force sont actuellement déployés comme suit :

a) Baidoa-Kismayo : quatre bataillons de la brigade indienne et le bataillon du Botswana, déployés en 10 endroits différents;

b) En dehors de Mogadishu : trois bataillons fournis par le Bangladesh, le Nigéria et le Zimbabwe déployés respectivement à Afgoye, Merka et Balad, qui sont trois positions stratégiques le long des principales voies de communication;

/...

c) Mogadishu : trois bataillons, venant de Malaisie, du Népal et du Pakistan, assurent la sécurité du personnel, des installations et du matériel d'ONUSOM II. Les trois bataillons égyptiens gardent le port et l'aéroport. Le reste de la brigade pakistanaise – quatre bataillons d'infanterie, un régiment de chars et un escadron d'hélicoptères – assure les services nécessaires à la Force de réaction rapide d'ONUSOM II, garde la principale route reliant le port, l'aéroport et les quartiers d'ONUSOM II, tient neuf points d'appui ou postes de contrôle (une compagnie à chaque point) et patrouille les secteurs clefs de la ville. La brigade escorte aussi les convois humanitaires dans la région de Mogadishu;

d) Belet Weyne : une compagnie du Zimbabwe.

III. ÉTAT DES CONTRIBUTIONS

16. On trouvera dans le tableau ci-après l'état, au 30 juin 1994, des contributions reçues et restant à recevoir, compte tenu des montants portés au crédit des États Membres. Comme on le constatera, il reste encore à recevoir des États Membres un montant total de 610 652 972 dollars, dont 15 440 901 dollars pour l'ONUSOM et 595 212 071 dollars pour ONUSOM II. Pour qu'ONUSOM II dispose des ressources de trésorerie nécessaires, il a fallu emprunter 7 millions de dollars sur le compte d'une autre opération de maintien de la paix.

État, au 31 juin 1994, des contributions mises en recouvrement pour la période
allant de la création de l'ONUSOM au 30 septembre 1994

(En dollars des États-Unis)

	<u>ONUSOM</u> <u>1er mai 1992-</u> <u>30 avril 1993</u>	<u>ONUSOM II</u> <u>1er mai 1993-</u> <u>30 septembre 1994</u>	<u>Total au 30 juin 1994</u>
a) Ressources			
Crédits ouverts	109 652 000	1 195 600 400	1 305 252 400
Montants autorisés	—	309 770 000	309 770 000
Total	<u>109 652 000</u>	<u>1 505 370 400</u>	<u>1 615 022 400</u>
b) Montant mis en recouvrement	109 652 000	1 350 485 434	1 460 137 434
Sommes portées au crédit des États Membres :			
Recettes provenant des contributions du personnel	(1 210 702)	(5 636 885)	(6 847 587)
Solde inutilisé		(122 228 100)	(122 228 100)
Montant réparti entre les États Membres	<u>108 441 298</u>	<u>1 222 620 449</u>	<u>1 331 061 747</u>
c) Contributions reçues	<u>93 000 397</u>	<u>627 408 378</u>	<u>720 408 775</u>
d) Solde restant à recevoir	<u>15 440 901</u>	<u>595 212 071</u>	<u>610 652 972</u>

/...

IV. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

A. Contributions à ONUSOM II

17. Dans sa résolution 48/239, l'Assemblée générale a invité les États Membres à verser pour ONUSOM II des contributions volontaires tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptées par le Secrétaire général. Aucune contribution volontaire n'a été reçue à cette date.

B. Fonds d'affectation spéciale pour la Somalie

18. Les États Membres ont été invités à verser des contributions volontaires au fonds créé en application de la résolution 794 (1992) du Conseil de sécurité. Dans sa résolution 814 (1993), le Conseil a prié le Secrétaire général de maintenir le fonds créé en application de la résolution 794 (1992) afin de l'utiliser également pour recevoir des contributions destinées à maintenir les forces d'ONUSOM II après le départ de la Force d'intervention unifiée et pour créer une force de police somalie. À cette fin, deux comptes supplémentaires ont été ouverts au sein du Fonds d'affectation spéciale pour la Somalie.

19. Depuis la création du Fonds d'affectation spéciale, les États Membres ont versé des contributions en espèces s'élevant au total à 115,1 millions de dollars (105 millions de dollars pour la Force d'intervention unifiée et 10,1 millions de dollars pour les programmes de rétablissement de la force de police et du système judiciaire). Des recettes accessoires d'un montant total de 3,4 millions de dollars, correspondant pour la plupart à des intérêts, ont été reçues. Sur la base des directives concernant les remboursements à effectuer par prélèvement sur le compte de la Force d'intervention unifiée, un montant total de 98,5 millions de dollars a été versé au titre de règlement intégral et final de toutes les demandes de remboursement reçues des gouvernements participant à la Force d'intervention unifiée et habilités à se faire rembourser qui avaient été acceptées. Par la suite, un montant de 9 millions de dollars a été transféré, à la demande d'un donateur, au compte créé pour le rétablissement de la force de police somalie.

20. Le Secrétariat est en train de fournir à tous les donateurs au compte de la Force d'intervention unifiée des informations concernant le solde inutilisé de ce compte au 30 juin 1994, et cherche à obtenir leur accord en vue du transfert de ce solde au compte créé pour le rétablissement de la force de police somalie et le financement d'ONUSOM II. On trouvera ci-après la liste des contributions en espèces et en nature versées au Fonds d'affectation spéciale.

/...

En dollars des États-Unis

A. Force d'intervention unifiée

Antigua-et-Barbuda	500
Autriche	1 000 000
Brunéi Darussalam	100 000
Danemark	1 000 000
Finlande	677 295
Irlande	115 000
Islande	50 000
Japon	100 000 000
Malaisie	50 000
Philippines	5 000
République de Corée	2 000 000
Singapour	25 000
	<hr/>
Total	105 022 795
	<hr/> <hr/>

B. Rétablissement de la force de police et du système judiciaire

Danemark	500 000
États-Unis d'Amérique	8 000 000
Norvège	1 000 000
Pays-Bas	543 242
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	37 272
	<hr/>
Total partiel	10 080 514
	<hr/>
Japon	9 000 000 ^a
	<hr/>
Total	19 080 514
	<hr/> <hr/>

^a Virement du solde inutilisé de la contribution du Japon à la Force d'intervention unifiée.

21. Ainsi qu'il est indiqué ci-après, des contributions en nature ont été annoncées au compte destiné à financer les programmes de rétablissement de la force de police et du système judiciaire somalis. La valeur de ces contributions a été estimée à environ 44,7 millions de dollars par les pays donateurs.

/...

Contributions en nature

(En millions de dollars des États-Unis)

<u>État Membre</u>	<u>Contribution</u>	<u>Valeur</u>
Allemagne	Matériel de communication	1,5
Égypte	Uniformes et matériel	^a
États-Unis d'Amérique	Matériel et véhicules	25,0
	Formation de la police	12,0
Italie	Formation de la police	4,5
Suède	Formation de la police	1,7
Total		<u>44,7</u>

^a Non spécifiée.

V. ADMINISTRATION FINANCIÈRE

22. Le montant brut total des ressources mises à la disposition de l'ONUSOM depuis sa création jusqu'au 30 septembre 1994 s'élève au total à 1 615 022 400 dollars (montant net : 1 598 576 400 dollars) et se compose de crédits ouverts (montant brut : 1 305 252 400 dollars; montant net : 1 293 246 100 dollars) et d'engagements de dépenses autorisés (montant brut : 309 770 000 dollars; montant net : 305 329 600 dollars). Les soldes inutilisés répartis entre les États Membres et portés en déduction de leurs contributions se sont élevés en chiffres bruts à 122 228 100 dollars (montant net : 117 999 100 dollars). Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 26 ci-après, il y a un solde inutilisé supplémentaire d'un montant brut de 2 498 300 dollars (montant net : 1 920 400 dollars) pour la période allant du 1er mai au 31 octobre 1993. Au 30 juin 1994, les intérêts s'élevaient à 3 684 700 dollars et les recettes accessoires à 118 670. On trouvera à l'annexe XXI du présent additif des détails sur toutes les ressources mises à la disposition de l'ONUSOM pour ses opérations au cours de la période comprise entre le 1er mai 1992 et le 30 septembre 1994.

VI. RAPPORT RÉVISÉ SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er MAI AU 31 OCTOBRE 1993

23. Dans le rapport A/48/850, il était indiqué que le montant des dépenses indiquées pour la période allant du 1er mai au 31 octobre 1993 était provisoire et sujet à modification. On trouvera dans l'annexe I au présent additif un état récapitulatif, par rubrique budgétaire, du crédit initialement ouvert pour ONUSOM II par l'Assemblée générale dans les sections B et C de sa résolution 47/41 pour la période allant du 1er mai au 31 octobre 1993. Elle indique également le montant révisé des dépenses pour cette période, soit un montant brut de 497 675 800 dollars (montant net : 496 180 700 dollars), et fait apparaître un solde inutilisé d'un montant brut de 58 525 300 dollars (montant net : 54 938 400 dollars). On trouvera à l'annexe II des informations

/...

complémentaires, par rubrique budgétaire. Le solde inutilisé dépasse de 2 098 300 dollars, en chiffres bruts (1 920 400 dollars en chiffres nets), le montant brut de 56 027 000 dollars (montant net de 53 018 000 dollars) indiqué au paragraphe 18 de la résolution 48/239 de l'Assemblée générale, et a déjà été porté au crédit des États Membres.

VII. RAPPORT PRÉLIMINAIRE SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET POUR LA
PÉRIODE ALLANT DU 1er NOVEMBRE 1993 AU 31 MAI 1994

24. Les engagements étant encore à l'examen, on ne dispose pas pour le moment d'informations détaillées sur l'exécution du budget pour la période allant du 1er novembre 1993 au 31 mai 1994. Le rapport détaillé sur l'exécution du budget sera présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session.

VIII. PRÉVISIONS DE DÉPENSES RÉVISÉES POUR LA PÉRIODE
ALLANT DU 1er JUIN AU 30 SEPTEMBRE 1994

25. Les prévisions de dépenses révisées pour les opérations d'ONUSOM II au cours de la période de quatre mois allant du 1er juin au 30 septembre 1994 représentent un montant brut de 307 690 900 dollars (montant net : 303 332 100 dollars). On trouvera dans l'annexe III au présent additif un état récapitulatif des prévisions de dépenses révisées ainsi que la répartition, par rubrique budgétaire, des engagements autorisés par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/239. L'annexe IV contient des informations complémentaires concernant les prévisions budgétaires révisées.

IX. PRÉVISIONS DE DÉPENSES POUR LA PÉRIODE ALLANT
DU 1er OCTOBRE 1994 AU 31 MARS 1995

26. Le montant mensuel brut des dépenses d'ONUSOM II pour la période de six mois comprise entre le 1er octobre 1994 et le 31 mars 1995 est estimé à 67 085 900 dollars (montant net : 65 696 450 dollars). On trouvera dans la colonne 4 de l'annexe III au présent additif un état récapitulatif des dépenses prévues pour la période allant du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995 et à l'annexe V des informations complémentaires à ce sujet. Le tableau d'effectifs proposé est le même que celui prévu pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994 et figure à l'annexe VII.

X. ÉTAT DES REMBOURSEMENTS AUX ÉTATS QUI FOURNISSENT
DES CONTINGENTS

27. Au 30 juin 1994, les États fournissant des contingents avaient été intégralement remboursés pour la période terminée le 31 décembre 1994, conformément aux taux de remboursement standard en vigueur. Un montant d'environ 148,2 millions de dollars reste dû pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1994 à des États qui ont fourni des contingents dans le passé et à ceux qui en fournissent à l'heure actuelle.

/...

XI. COMMENTAIRE DES RECOMMANDATIONS DU
COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES

28. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) a présenté dans son rapport daté du 3 mars 1994 (A/48/899) des observations et recommandations au sujet du financement de l'ONUSOM II. Ces observations et recommandations ont été approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/239. Les recommandations du Comité consultatif sont commentées ci-après.

29. Le Comité consultatif demande (par. 20 de son rapport) que l'on s'emploie dorénavant à obtenir que l'Organisation puisse utiliser sans restrictions le matériel mis à sa disposition, comme il convient à sa stature et à sa tâche. Le Comité recommande également qu'avant de décider d'acheter du matériel, on étudie s'il ne vaudrait pas mieux le louer, étant donné les conditions dont sont assortis les achats.

30. Le Secrétariat a renégocié les conditions imposées lors de l'achat des 60 véhicules blindés de transport de troupes (par. 19), qui peuvent être maintenant utilisés sans restrictions. Lorsqu'une opération a besoin de nouveau matériel militaire, on étudie s'il est plus économique d'acheter le matériel ou de le louer. L'ONUSOM II n'a pas acheté de matériel supplémentaire. Lorsqu'elle a eu besoin en décembre 1993 de 80 véhicules blindés de transport de troupes et de 30 chars de plus, elle les a loués auprès d'un État Membre.

31. Le Comité consultatif souhaite (par. 21) que l'on réexamine les critères régissant les indemnisations de décès et d'invalidité, notamment la possibilité d'une uniformisation de ces prestations.

32. Les principes régissant le remboursement aux États Membres des indemnités décès et invalidité qu'ils versent à leurs contingents ont été réexaminés, comme l'a indiqué le Secrétaire général dans son rapport daté du 25 mai 1994 sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix (A/48/945, par. 70, 71). On envisage d'appliquer à l'avenir des critères précis définissant une indemnisation équitable, ce qui simplifierait la question du remboursement. En ce qui concerne l'indemnité décès, le Secrétaire général a soumis aux États Membres deux formules possibles :

a) Reprendre la formule actuellement appliquée aux observateurs militaires, selon laquelle la somme versée ne doit pas dépasser le double de la rémunération annuelle de la personne décédée (déduction faite des indemnités normales), avec un plafond de 50 000 dollars dans tous les cas;

b) Maintenir la formule actuelle mais avec un plafond qui pourrait être fixé par les États Membres.

33. Le Comité consultatif a vu dans les paiements locaux en dollars des États-Unis (par. 22) un moyen de réduire non seulement les risques mais peut-être aussi les dépenses et il a recommandé d'envisager très sérieusement ce mode de règlement des dépenses locales.

/...

34. Le paiement en dollars des fournisseurs locaux est maintenant autorisé. Le personnel local de l'ONUSOM II est lui aussi rémunéré en dollars des États-Unis.

35. Le Comité consultatif recommande (par. 23) de vérifier tous les mois ou à intervalles réguliers les comptes de l'ONUSOM II.

36. L'Administration de l'ONU est consciente de la nécessité d'exercer le contrôle interne le plus sérieux sur la comptabilité des missions, afin de s'assurer que le règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation sont bien respectés, de même que les formalités administratives d'achat, de gestion des stocks, etc. Les risques d'irrégularités se multipliant en proportion de l'ampleur de la mission, on envisage actuellement d'établir pour toutes les grandes opérations quatre dispositifs distincts de contrôle des comptes. On a renforcé les deux dispositifs déjà en place (vérification externe et interne) en attachant à l'ONUSOM II un vérificateur interne qui assurera ses services à plein temps. Le vérificateur interne déjà en place a été mis à la disposition de l'Opération par un État Membre et exerce sa fonction à Mogadishu, assisté par les services de vérification interne de Nairobi et de New York. Le nouveau vérificateur collaborera étroitement avec le Représentant spécial, qu'il informera chaque fois qu'il y aura lieu; il ne relèvera pas de l'administration de l'ONUSOM II et s'adressera directement au Directeur de la Division de l'audit et du contrôle de gestion (Bureau des inspections et investigations) à New York. Il présentera des notes d'audit, des recommandations, etc. aux responsables sur place et les services de New York intéressés seront immédiatement informés si la vérification mettait au jour un élément à signaler. On prévoit d'adjoindre un autre vérificateur à la mission. Outre ces trois dispositifs, il est prévu d'affecter au Bureau du Directeur de l'administration de l'ONUSOM II une petite équipe d'observateurs de gestion, qui prêteront leur concours, donneront des conseils d'organisation générale, éclaireront l'interprétation des règles et de la pratique et s'assureront que les règles de vérification intérieure des comptes sont respectées.

37. Le Comité souhaite (par. 28) que les futurs rapports financiers donnent des renseignements précis au sujet des déductions opérées sur les indemnités de subsistance du personnel civil au titre des repas fournis.

38. Le rapport financier pour la période 1er novembre 1993-31 mai 1994 fera apparaître une déduction de 10 dollars sur l'indemnité journalière de subsistance en mission versée au personnel civil international, soit le prix de trois repas quotidiens à la cantine centrale.

39. Le Comité consultatif s'interroge (par. 29) sur la pratique consistant à faire venir des villes sièges les agents de sécurité affectés à l'ONUSOM II.

40. Actuellement, lorsqu'une mission demande l'envoi d'agents de sécurité, ceux-ci sont détachés par le Bureau des services généraux (Département de l'administration et de la gestion), qui les remplace à leur poste par d'autres.

41. Le Comité consultatif recommande (par. 36) d'essayer résolument d'obtenir des réductions des frais annexes dont s'accompagne la location de matériel appartenant aux contingents.

/...

42. L'ONU cherche autant qu'elle le peut à obtenir les conditions les plus économiques des gouvernements qui lui fournissent du matériel. Mais la plupart du temps, il s'agit d'un matériel militaire spécialisé que seuls certains États peuvent fournir. Les sources étant ainsi très limitées, l'Organisation ne peut généralement pas obtenir de réductions sensibles des coûts.

43. Le Comité consultatif recommande (par. 41) de chercher activement des moyens d'obtenir les services logistiques à des prix plus avantageux qu'actuellement.

44. L'appui logistique à l'ONUSOM II est entièrement assuré par une entreprise extérieure qui a passé un contrat expirant le 30 septembre 1994. L'ONU lancera un appel d'offres international pour un contrat partant du 1er octobre 1994, afin que l'Opération continue de disposer normalement de tous les services dont elle a besoin au cas où son mandat serait prorogé au-delà du 30 septembre. Les comptes concernant les prestations qui ont été assurées par l'entreprise pendant la période qui s'est terminée le 31 mai 1994 ne sont pas encore définitivement établis.

XII. DÉCISIONS À PRENDRE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA QUARANTE-HUITIÈME SESSION

45. L'Assemblée générale, à la reprise de la quarante-huitième session, devra prendre au sujet du financement de l'ONUSOM II les décisions suivantes :

a) Ouverture d'un crédit d'un montant brut de 307 690 900 dollars (montant net : 303 332 100 dollars) pour la période 1er juin-30 septembre 1994 (crédit déjà autorisé par la résolution 48/239);

b) Mise en recouvrement d'un montant supplémentaire brut de 152 805 866 dollars (montant net : 150 667 266 dollars) pour la période 1er juin-30 septembre 1994, sachant qu'un montant brut de 154 885 034 dollars (montant net : 152 664 834 dollars) a déjà été mis en recouvrement conformément à la résolution 48/239;

c) Déduction, sur les montants mis à la charge des États Membres pour la période 1er mai-31 octobre 1993, de la part des fonds supplémentaires inutilisés de cette période (montant brut : 2 498 300 dollars, montant net : 1 920 400 dollars) qui revient respectivement à ces États;

d) Autorisation de dépenses mensuelles d'un montant brut de 67 085 900 dollars (montant net : 65 696 450 dollars) après le 30 septembre 1994, avec mise en recouvrement des contributions correspondantes, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de l'ONUSOM II au-delà de cette date.

Notes

¹ S/25354 et Add.1 et 2.

² S/1994/12.

³ S/1994/614.

ANNEXE I

Rapport financier révisé sur l'exécution du budget pendant la période allant
du 1er mai au 31 octobre 1993 : état récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant révisé des dépenses (3)	Montant révisé des économies/ (dépassements) (2)-(3)
1. <u>Personnel militaire</u>				
a) <u>Observateurs militaires</u>	—	—	—	—
b) <u>Contingents</u>				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	155 792,0	131 858,0	140 801,2	(8 943,2)
Détente et loisirs	2 863,0	2 863,0	1 748,9	1 114,1
Rations	52 690,0	49 990,0	41 495,1	8 494,9
Indemnité journalière	5 519,0	5 519,0	4 489,0	1 030,0
Indemnité de subsistance (missions)	220,0	220,0	—	220,0
Déploiement, relève et rapatriement	20 488,0	16 887,9	19 567,6	(2 679,7)
Total partiel	237 572,0	207 337,9	208 101,8	763,9
c) <u>Autres dépenses afférentes aux contingents</u>				
Matériel appartenant aux contingents	41 300,0	41 300,0	54 585,0	(13 285,0)
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	6 300,0	6 300,0	6 300,0	—
Total partiel	47 600,0	47 600,0	60 885,0	(13 285,0)
Total, rubrique 1	285 172,0	254 937,9	268 986,8	(14 048,9)
2. <u>Personnel civil</u>				
a) <u>Police civile</u>	0,0	—	—	—
b) <u>Personnel international et personnel local</u>				
Traitements du personnel international	10 942,0	9 770,0	4 621,4	5 148,6
Traitements du personnel local	2 327,0	866,0	2 313,5	(1 447,5)
Consultants	—	—	—	—
Heures supplémentaires	—	—	—	—
Dépenses communes de personnel	6 650,0	5 732,3	3 501,5	2 230,8
Indemnité de subsistance (missions)	7 580,0	5 833,0	4 591,5	1 241,5
Frais de voyage à destination et en provenance de la zone de la mission	3 090,0	2 662,7	831,4	1 831,3
Autres voyages autorisés	424,0	424,0	953,2	(529,2)
Total partiel	31 013,0	25 288,0	16 812,5	8 475,5
c) <u>Agents contractuels internationaux</u>	1 250,0	900,0	23,4	876,6
d) <u>Volontaires des Nations Unies</u>	2 835,0	2 000,0	115,2	1 884,8
e) <u>Personnel fourni par les gouvernements</u>	521,0	550,0	59,8	490,2
f) <u>Coûts afférents à des conférences</u>	480,0	300,0	229,1	70,9
Total, rubrique 2	36 099,0	29 038,0	17 240,0	11 798,0

/...

	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant révisé des dépenses (3)	Montant révisé des économies/ (dépassements) (2)-(3)
3. Locaux/hébergement				
Location de locaux	1 686,0	1 686,0	2 014,9	(328,9)
Aménagement et rénovation des locaux	16 200,0	16 200,0	22 746,2	(6 546,2)
Fournitures d'entretien	—	—	—	—
Services d'entretien	—	—	—	—
Eclairage, chauffage, énergie et eau	13 245,0	13 245,0	5 867,4	7 377,6
Construction de locaux/bâtiments préfabriqués	69 985,0	69 985,0	27 924,7	42 060,3
	101 116,0	101 116,0	58 553,2	42 562,8
4. Remise en état des infrastructures	7 000,0	7 000,0	2 381,5	4 618,5
5. Transports				
Achat de véhicules	14 683,0	6 083,0	9 919,9	(3 836,9)
Location de véhicules	1 125,0	1 125,0	2 484,4	(1 359,4)
Matériel d'atelier	490,0	490,0	202,5	287,5
Pièces de rechange, réparations et entretien	3 120,0	3 120,0	15 231,6	(12 111,6)
Carburants et lubrifiants	3 854,0	3 854,0	4 103,3	(249,3)
Assurance	1 200,0	1 200,0	168,2	1 031,8
	24 472,0	15 872,0	32 109,9	(16 237,9)
6. Opérations aériennes				
a) <u>Hélicoptères</u>				
Location/affrètement	30 220,0	25 220,0	17 188,9	8 031,1
Carburants et lubrifiants	5 314,0	4 784,0	2 325,5	2 458,5
Vois de ravitaillement	—	—	—	—
Peinture/préparation/déploiement	1 052,0	1 052,0	—	1 052,0
Assurance responsabilité	—	—	—	—
Total partiel	36 586,0	31 056,0	19 514,4	11 541,6
b) <u>Avions</u>				
Location/affrètement	8 248,0	6 048,0	7 042,4	(994,4)
Carburants et lubrifiants	2 645,0	2 475,0	915,1	1 559,9
Peinture/préparation/déploiement	560,0	360,0	200,5	159,5
Assurance responsabilité	0,0	200,0	391,0	(191,0)
Total partiel	11 453,0	9 083,0	8 549,0	534,0
c) <u>Indemnité de subsistance des équipages</u>	—	—	322,4	(322,4)
d) <u>Autres dépenses</u>				
Indemnité de subsistance des équipages	—	—	—	—
Services et matériel de contrôle de la circulation aérienne	2 050,0	2 050,0	579,0	1 471,0
Droits d'atterrissage et manutention au sol	240,0	240,0	135,0	105,0
Total partiel	2 290,0	2 290,0	1 036,4	1 253,6
Total, rubrique 6	50 329,0	42 429,0	29 099,8	13 329,2

/...

	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant révisé des dépenses (3)	Montant révisé des économies/ (dépassements) (2)-(3)
7. <u>Opérations navales</u>	—	—	—	—
8. <u>Transmissions</u>				
a) <u>Eléments complémentaires</u>				
Matériel de transmissions	14 778,0	9 178,0	5 650,8	3 527,2
Pièces de rechange et fournitures	2 383,0	2 383,0	1 154,1	1 228,9
Matériel d'atelier et d'essai	1 077,0	1 077,0	808,6	268,4
Communications commerciales	810,0	810,0	1 026,2	(216,2)
Total partiel	19 048,0	13 448,0	8 639,7	4 808,3
b) <u>Contrat relatif au réseau principal</u>	—	—	—	—
Total, rubrique 8	19 048,0	13 448,0	8 639,7	4 808,3
9. <u>Matériel divers</u>				
Mobilier de bureau	840,0	840,0	675,8	164,2
Matériel de bureau	900,0	900,0	1 330,4	(430,4)
Matériel informatique	2 800,0	2 800,0	4 027,4	(1 227,4)
Groupes électrogènes	6 990,0	6 990,0	4 754,1	2 235,9
Matériel d'observation	730,0	730,0	10,3	719,7
Réservoirs d'essence et débitmètres	2 839,0	2 839,0	1 299,0	1 540,0
Matériel médical et dentaire	390,0	390,0	—	390,0
Equipped des logements	7 550,0	7 550,0	849,1	6 700,9
Matériel divers	1 880,0	1 880,0	2 130,1	(250,1)
Matériel pour la défense des périmètres	—	—	—	—
Pièces de rechange, réparations et entretien	3 400,0	3 400,0	526,2	2 873,8
Matériel de purification de l'eau	3 020,0	3 020,0	878,5	2 141,5
Tentes	550,0	550,0	405,3	144,7
Matériel de réfrigération	2 212,0	2 212,0	454,5	1 757,5
Total partiel	34 101,0	34 101,0	17 340,7	16 760,3
10. <u>Fournitures et services</u>				
a) <u>Services divers</u>				
Vérification des comptes	25,0	25,0	30,9	(5,9)
Services contractuels	4 750,0	4 750,0	6 334,8	(1 584,8)
Services informatiques	—	—	—	—
Services de sécurité	—	—	—	—
Services et traitements médicaux	280,0	280,0	61,7	218,3
Demandes d'indemnisation et règlements	—	—	—	—
Dépenses de représentation	15,0	15,0	4,8	10,2
Autres services divers	800,0	800,0	1 476,4	(676,4)
Total partiel	5 870,0	5 870,0	7 908,6	(2 038,6)
b) <u>Fournitures diverses</u>				
Papeterie et fournitures de bureau	880,0	880,0	926,1	(46,1)
Fournitures médicales	1 570,0	1 570,0	1 769,9	(199,9)
Fournitures sanitaires et de nettoyage	840,0	840,0	270,9	569,1
Abonnements	10,0	10,0	41,4	(31,4)
Fournitures électriques	—	530,0	711,6	(181,6)
Bâches pare-éclats pour véhicules	—	—	—	—
Accessoires d'uniforme, drapeaux et décalcomanies	2 360,0	2 360,0	2 420,7	(60,7)

/...

	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant révisé des dépenses (3)	Montant révisé des économies/ (dépassements) (2)-(3)
Fournitures pour la défense des périmètres	1 195,0	1 195,0	965,7	229,3
Cartes d'état-major	—	—	—	—
Fournitures antiémeute	—	—	1 573,5	(1 573,5)
Intendance et magasins	2 000,0	1 470,0	3 880,5	(2 410,5)
Total partiel	8 855,0	8 855,0	12 560,3	(3 705,3)
Total, rubrique 10	14 725,0	14 725,0	20 468,9	(5 743,9)
11. <u>Fournitures et services liés aux élections</u>	—	—	—	—
12. <u>Programmes d'information</u>	275,0	275,0	1,5	273,5
13. <u>Programmes de formation</u>	7 500,0	7 500,0	8 807,8	(1 307,8)
14. <u>Programmes de déminage</u>	8 000,0	8 000,0	3 317,3	4 682,7
15. <u>Aide au désarmement et à la démobilisation</u>	—	—	—	—
16. <u>Fret aérien et de surface</u>				
Transport du matériel appartenant aux contingents	18 775,0	18 775,0	21 923,9	(3 148,9)
Affrètement d'un navire pour le réapprovisionnement	450,0	450,0	594,1	(144,1)
Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	900,0	900,0	4 163,4	(3 263,4)
	20 125,0	20 125,0	26 681,4	(6 556,4)
17. <u>Système intégré de gestion</u>	254,0	254,0	254,0	—
18. <u>Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix</u>	2 636,0	2 298,2	2 298,2	—
19. <u>Contributions du personnel</u>	5 082,0	5 082,0	1 495,1	3 586,9
Total brut, rubriques 1 à 19	615 934,0	556 201,1	497 675,8	58 525,3
20. <u>Recettes provenant des contributions du personnel</u>	(5 082,0)	(5 082,0)	(1 495,1)	(3 586,9)
Total net, rubriques 1 à 20	610 852,0	551 119,1	496 180,7	54 938,4

/...

ANNEXE II

Rapport financier révisé pour la période allant du 1er mai au 31 octobre 1993 : informations complémentaires

Économies/(dépassements)

(En dollars des États-Unis)

1. Personnel militaire

- a) Observateurs militaires -
- b) Contingents
- i) Remboursements aux gouvernements aux taux
 standard (8 943 200)

1. L'effectif autorisé de 28 000 hommes a été atteint en octobre 1993. Le nombre total de mois-homme pour la période de six mois couverte par le mandat a été de 129 520, ce qui correspond à une moyenne de 21 418 hommes par mois. Le montant révisé des ressources prévues avait été calculé sur la base d'un effectif moyen de 19 980 hommes, soit 7 % de moins que l'effectif réel. Ceci explique le dépassement au titre de cette rubrique.

- ii) Détente et loisirs 1 114 100

2. Un certain nombre de soldats n'ayant pas demandé l'indemnité à laquelle ils avaient droit pendant sept jours au titre de la détente et des loisirs, on a pu réaliser des économies à cette rubrique.

- iii) Rations 8 494 900

3. Un contrat pour la fourniture de rations à ONUSOM II est entré en vigueur au début du mois de décembre 1993. Jusque-là, les rations étaient fournies par les contingents eux-mêmes qui s'approvisionnaient dans leur pays, un volume limité de produits frais étant achetés en Somalie et dans des pays voisins. Quelques arrangements avaient également été conclus en matière de restauration pour le personnel militaire du quartier général de la Mission à Mogadishu. Le coût moyen par ration et par jour au cours de la première période sur laquelle portait le mandat s'élevait à 10,65 dollars.

- iv) Indemnité journalière 1 030 000

4. Le montant prévu à cette rubrique devait permettre de verser une indemnité journalière de 1,28 dollar aux militaires en poste durant la période couverte par le mandat. Un certain nombre de soldats n'ont pas demandé l'indemnité journalière à laquelle ils avaient droit pendant cette période.

- v) Indemnité de subsistance (missions) 220 000

/...

5. Il n'y a pas eu de dépenses au titre de cette rubrique.

vi) Déploiement, relève et rapatriement (2 679 700)

6. Le nombre de soldats déployés pendant la période considérée a été plus élevé que prévu; l'effectif autorisé pour la période a été dépassé, ce qui explique en grande partie le dépassement enregistré à cette rubrique. Toutefois, les soldats relevés durant la période considérée ayant été moins nombreux qu'on ne l'avait prévu initialement, il a été possible de réaliser des économies.

c) Autres dépenses afférentes aux contingents

i) Matériel appartenant aux contingents (13 285 000)

7. Le dépassement prévu à cette rubrique correspond au coût de 60 véhicules blindés entièrement équipés fournis par un État Membre pour un coût de 13 285 000 dollars. Il a fallu acheter ces véhicules, dont le coût n'était pas inscrit au budget initial, pour assurer la sécurité du personnel.

ii) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité -

8. Le montant prévu à cette rubrique est entièrement destiné au paiement des sommes à verser pour le personnel militaire à titre d'indemnisation en cas de décès, de blessure ou d'invalidité. À ce jour, le montant total des fonds disponibles à cette fin s'élève à 74,1 millions de dollars et celui des sommes effectivement versées à 16,9 millions de dollars.

9. Au cours de la période considérée, la Mission a perdu 383 hommes. Étant donné que toutes les demandes d'indemnisation n'ont pas encore été présentées par les gouvernements qui fournissent des contingents, le montant prévu à cette rubrique reste affecté en totalité aux remboursements, à un stade ultérieur, des sommes dues à ce titre.

2. Personnel civil

a) Police civile -

b) Personnel international et personnel local 8 475 500

10. Les effectifs autorisés pour la période considérée étaient les suivants : 1 436 postes au total, dont 880 fonctionnaires internationaux et 556 agents locaux. Les postes internationaux se répartissaient comme suit : administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur - 282 postes, Services généraux - 317 postes, Service mobile - 239 postes, et Service de sécurité - 42 postes. En octobre 1993, 378 des postes internationaux étaient pourvus (administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur : 122, Services généraux : 145, Service mobile : 100, et Service de sécurité : 11). Il y avait en moyenne 57 % de postes vacants pendant la période, ce qui s'est traduit par les économies indiquées ci-après pour les postes de dépenses relatifs au personnel international et au personnel local :

/...

i)	Traitements du personnel international	5 148 600
ii)	Traitements du personnel local	(1 447 500)
iii)	Dépenses communes de personnel	2 230 800
iv)	Indemnité de subsistance en mission	1 241 500
v)	Frais de voyage à destination et en provenance de la zone de la mission	1 831 300
vi)	<u>Autres voyages autorisés</u>	(529 200)

11. En ce qui concerne les postes locaux, les 556 postes autorisés ont tous été pourvus pendant toute la période. En plus, du personnel temporaire a été engagé pour assurer des services de sécurité, de nettoyage, d'entretien, etc. La réévaluation de 22 % de la monnaie somalie a entraîné le dépassement de crédit indiqué à la rubrique b) ii) ci-dessus.

12. Les voyages entre New York et la zone de la mission, ainsi qu'entre la Somalie et des pays voisins ont été plus nombreux que prévu à l'origine, ce qui a entraîné un dépassement de crédit d'environ 25 %.

c)	<u>Agents contractuels internationaux</u>	876 600
----	---	---------

13. Deux agents ayant été engagés pendant la période considérée, les économies réalisées s'élèvent à 876 600 dollars.

d)	<u>Volontaires des Nations Unies</u>	1 884 800
----	--	-----------

14. Il y a eu des retards en ce qui concerne le déploiement des Volontaires. Pendant la période considérée, huit Volontaires ont été déployés en juin 1993, six en juillet 1993, six en août 1993, six en septembre 1993 et six en octobre 1993. Ces retards se sont traduits par des économies.

e)	<u>Personnel fourni par des gouvernements</u>	490 200
----	---	---------

15. Les dépenses correspondant aux indemnités de subsistance et aux frais de voyage se sont élevées au total à 59 800 dollars.

f)	<u>Coûts afférents à des conférences</u>	70 900
----	--	--------

16. Les dépenses engagées au titre de cette rubrique comprennent le coût de conférences de réconciliation tenues avant le 1er mai 1993 et le coût de conférences tenues en Somalie pendant la période considérée.

3. Locaux/hébergement

17. À cette rubrique, un solde non engagé de 41 062 800 dollars apparaît à la fin de la période. En effet, le programme d'achat de logements et entrepôts préfabriqués, ainsi que certains projets de construction n'ont pas pu être

/...

terminés pendant la période. Le montant nécessaire à cette fin est estimé à 31 278 000 dollars et figurera dans les prévisions de dépenses pour la période de six mois commençant au 31 octobre 1993.

i) Location de locaux (328 900)

18. La Mission louait 66 locaux (bureaux et logements) à Mogadishu et 13 ailleurs en Somalie, pour un coût total de 1 945 900 dollars. Les frais de location à Nairobi, y compris pour des bureaux situés dans les bâtiments des Nations Unies, ont représenté au total 69 000 dollars pour les six mois. Il n'y a pas de frais de location actuellement à Djibouti, où un bureau de liaison partage les locaux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

ii) Aménagement et rénovation des locaux (6 546 200)

19. La présente rubrique inclut le coût de certains services contractuels fournis par une entreprise utilisée par la FIU avant le 1er mai 1993. Cet arrangement devait durer pendant trois mois seulement mais, en raison des conditions de sécurité en Somalie, particulièrement à Mogadishu, il est resté en vigueur pendant les six mois du mandat, encore qu'à un niveau quelque peu réduit pendant la deuxième moitié de la période. La rubrique comprend aussi le coût des fournitures de maintenance fournies par le groupe d'appui logistique des États-Unis, ainsi que le coût d'une étude sur la possibilité de forer des puits là où sont déployées les unités militaires. Le coût de ce projet imprévu est évalué à 2 480 000 dollars et c'est essentiellement de lui, ainsi que de la décision de continuer à utiliser l'entreprise, que vient le dépassement de crédits.

iii) Éclairage, chauffage, énergie et eau 7 377 600

20. Les dépenses à cette rubrique comprennent le coût estimatif du carburant des groupes électrogènes (1 600 000 dollars), le coût de divers services fournis par la principale entreprise précédemment utilisée par la FIU, y compris enlèvement des ordures, enlèvement des eaux usées et une partie de l'approvisionnement en eau (3 471 400 dollars), ainsi que d'autres services, y compris des services de livraison d'eau dans toute la zone de la mission (796 000 dollars). Les montants sont indiqués en chiffres estimatifs, en attendant que le groupe d'appui logistique des États-Unis présente une facture.

iv) Construction de bâtiments préfabriqués 42 060 300

21. Il n'a pas été possible de terminer le programme de travaux prévus à cette rubrique. Des achats et des travaux, d'un coût total de 27 924 700 dollars, ont été effectués comme indiqué ci-après.

22. Les achats effectués et les projets menés à bien pendant la période allant du 1er mai au 31 octobre 1993 ont été les suivants : a) un camp pour 800 personnes a été acheté pour être utilisé au quartier général de la Mission à Mogadishu (5 195 000 dollars); b) des bureaux de 700 mètres carrés ont été fournis au personnel civil des États-Unis (455 000 dollars), en échange de l'utilisation des bâtiments de l'ancienne ambassade des États-Unis à Mogadishu; c) achat d'un camp (bureaux et logements), destiné aux officiers militaires

/...

supérieurs, au quartier général de la mission (480 000 dollars); d) coût de logements préfabriqués repris à un contingent de la FIU au moment de son départ (425 000 dollars); e) travaux d'aménagement et de construction au quartier général à Mogadishu (11 278 300 dollars), y compris installation de camps, de bureaux, de salles de conférence, d'entrepôts et d'ateliers, de cantines et d'installations de loisir, y compris la remise en état des bâtiments existants de l'ancienne ambassade; f) autres projets de construction dans toute la zone de la mission (1 738 000 dollars); g) sanitaires (5 200 000 dollars); h) 30 entrepôts de toile, de 10 mètres sur 24 (670 000 dollars); et i) coût du transport de logements, y compris du camp de 400 personnes transféré de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) (2 080 000 dollars).

23. En octobre 1993, 67 bâtiments préfabriqués (d'une valeur de 403 400 dollars) ont été transférés de l'APRONUC moyennant uniquement le coût du transport. Ce sont des camps pour quatre personnes, mais qui ne conviennent pas pour loger les militaires d'ONUSOM II. Ils serviront de bureaux et de logements pour le personnel civil dans les bureaux de zone et de sous-zone en dehors de Mogadishu.

4. Remise en état des infrastructures 4 618 500

24. Les engagements de dépenses concernant la remise en état des infrastructures ont été limités à 1 388 050 dollars pour les fournitures et à 933 474 dollars pour les services. Ces montants peu élevés s'expliquent par le manque de sécurité régnant en Somalie.

5. Transports

a) Achat de véhicules (3 836 900)

25. Le programme prévu pour l'acquisition de véhicules civils est achevé. Il prévoyait au total 681 véhicules, dont 156 ont été achetés dans le commerce. Quatre-vingt ont été achetés sur le budget d'ONUSOM I et 76 ont été acquis durant la période actuelle (5 709 900 dollars). Les autres proviennent des surplus de l'APRONUC. Il a fallu acquérir à l'improviste du matériel lourd de manutention, à savoir 10 engins de manutention de conteneurs, 10 remorques de chargement de conteneurs, 29 chariots élévateurs à fourche tous terrains et divers matériels pour la manutention des palettes (4 210 000 dollars). Les contingents des divers pays auraient dû fournir ce type de matériel, mais leurs dotations ont été loin de suffire aux besoins.

b) Location de véhicules (1 359 400)

26. Il était prévu de louer des véhicules uniquement pendant une période intérimaire, en attendant l'arrivée de ceux qui avaient été achetés. Pour des raisons de sécurité, il a fallu continuer à en louer à Mogadishu et il en est résulté un dépassement de 1 359 400 dollars. On loue actuellement jusqu'à 200 véhicules à raison de 75 dollars par jour, chauffeur, carburant et lubrifiants inclus.

/...

c) Matériel d'atelier 287 500

27. Une quantité limitée de matériel d'atelier pour les véhicules a été achetée durant la période. Il a fallu acheter aussi du matériel supplémentaire pour les ateliers des contingents. Ces achats ont été effectués pendant la période couverte par le mandat, entre le 1er novembre 1993 et le 31 mai 1994.

d) Pièces de rechange, réparations et entretien . (12 111 600)

28. La plupart des dépenses engagées au cours de la période portaient sur le coût des fournitures et des services d'entretien des véhicules assurés par l'entrepreneur principal employé par la FIU, le coût prévu étant de 2 071 400 dollars, auquel s'ajoutait le coût des services, réparations et pièces de rechange fournis par le groupe de soutien logistique des États-Unis, estimé à 12 937 200 dollars.

29. Des dépenses peu importantes ont été encourues sur le terrain pour les réparations et les pièces détachées des véhicules civils (223 000 dollars), étant donné que ces véhicules sont arrivés en fin de période et que seul un nombre limité a été utilisé du fait des conditions de sécurité régnant en Somalie. On notera également qu'il n'a pas été fourni de pièces de rechange pour les véhicules militaires durant la période.

e) Carburant et lubrifiants (249 300)

30. Les contrats de livraison de carburant et de lubrifiants ont été établis le 31 octobre 1993 et la plus grande partie des produits pétroliers nécessaires ont été fournis entre-temps dans le cadre du soutien logistique des États-Unis. Des quantités limitées ont été obtenues auprès de fournisseurs locaux et l'entrepreneur principal a facturé des frais supplémentaires de distribution.

f) Assurance 1 031 800

31. Les contrats d'assurance concernant la majorité des véhicules d'ONUSOM II viennent tout juste d'être établis et les primes, à raison de 209 dollars par véhicule et par an, n'ont été versées que pour un nombre limité de véhicules, ce qui a permis de réaliser des économies.

6. Opérations aériennes

a) Hélicoptères 11 541 600

32. Il était prévu à l'origine d'utiliser 33 appareils loués dans le commerce et 24 appareils militaires fournis par les gouvernements. Au cours de la période considérée, seuls 24 hélicoptères loués dans le commerce et 18 hélicoptères militaires ont été utilisés, ce qui a permis d'économiser 8 031 100 dollars au titre de la location. Les frais de location de base s'élevaient à 17 188 900 dollars, dont un montant estimatif de 8 030 000 dollars pour le remboursement des hélicoptères fournis par les gouvernements. Le coût du déploiement et de la peinture des appareils est inclus dans les frais de location et le coût du carburant et des lubrifiants est de 2 325 500 dollars (factures présentées par le groupe de soutien logistique des États-Unis).

/...

Il convient de noter que les hélicoptères militaires ont été utilisés durant toute la période de six mois, tandis que les appareils civils n'ont été déployés qu'en juillet 1993. Le déploiement tardif et l'utilisation d'un nombre moins élevé d'hélicoptères ont permis de faire des économies.

b) Avions 534 000

33. La Mission dispose de trois avions-cargos lourds, de deux avions-cargos moyen tonnage, d'un avion de transport mixte moyen tonnage et de quatre avions légers de transport de passagers. Des appareils supplémentaires ont été affrétés pour de courtes périodes en fonction des besoins. Le montant total consacré à l'affrètement d'avions, y compris un nombre important d'heures de vol dépassant le quota mensuel, s'est élevé à 7 042 450 dollars. Des économies ont été réalisées au titre du déploiement étant donné que certains appareils se trouvaient déjà en Afrique orientale.

c) Indemnité de subsistance des équipages (322 400)

34. Aucun montant n'avait été prévu pour l'indemnité de subsistance des équipages, ce qui explique le dépassement pour cette rubrique (322 400 dollars).

d) Autres opérations aériennes 1 253 600

35. Les dépenses encourues au titre de cette rubrique ont porté sur le matériel de contrôle de la circulation aérienne (579 000 dollars), comprenant des aides à la navigation pour l'aéroport de Mogadishu et des feux de piste d'atterrissage pour l'aéroport de Kismaayo, ainsi que sur la manutention au sol dans tous les aérodrômes (135 000 dollars).

7. Opérations navales -

36. Aucun crédit n'était demandé à cette rubrique.

8. Transmissions

37. On trouve à cette rubrique un solde non engagé d'un montant total de 4 808 300 dollars à la fin de la période du mandat, mais il convient de noter que le programme d'achat de matériel de transmissions n'a pas été achevé au cours de la période, et qu'il reste à acheter du matériel d'une valeur estimée à 2 316 000 dollars. On relèvera à cet égard que, pour certaines pièces, l'on a attendu, avant de procéder aux achats, que les dernières décisions soient prises en ce qui concerne les surplus provenant de l'APRONUC au Cambodge. Une partie du matériel initialement affecté à la Somalie a été envoyée à d'autres opérations de maintien de la paix qui en avaient un besoin plus urgent. Le solde du matériel a été acheté pendant la seconde période du mandat.

i) Matériel de transmissions 3 527 200

38. Des quantités considérables de matériel de transmissions ont déjà été transférées des stocks de l'APRONUC. Au 31 octobre 1993, la valeur du matériel transféré de l'APRONUC s'élevait à 961 100 dollars.

/...

39. Les crédits engagés à la fin de la période pour l'achat de matériel de transmissions sur le marché commercial s'élevaient à 4 689 700 dollars mais, à la fin d'octobre 1993, il n'avait pas été possible de faire tous les achats. Divers articles, dont le coût est estimé à 2 316 000 dollars, ont été achetés pendant la seconde période du mandat.

ii) Pièces de rechange et fournitures 1 228 900

40. Les dépenses encourues à cette rubrique correspondent à l'achat sur le marché commercial de fournitures et pièces de rechange destinées au réseau de communications civiles de la mission. Le transfert de surplus de l'APRONUC est venu compléter ces achats. La mission n'a encouru aucune dépense au titre des pièces de rechange et fournitures pour les contingents d'ONUSOM II, pour lesquelles on avait prévu un montant de 1,1 million de dollars, ce qui a permis de réaliser les économies indiquées plus haut. Les pièces de rechange destinées aux réseaux de transmissions militaires seront essentiellement fournies en vertu des dispositions des "lettres d'attribution", et il apparaît manifestement d'autres besoins, qu'il faudra couvrir lors des périodes à venir.

iii) Matériel d'atelier et d'essai 268 400

41. Grâce aux transferts de l'APRONUC, on a pu réduire les achats commerciaux, ce qui a permis de réaliser les économies indiquées.

iv) Communications commerciales (216 200)

42. On a largement utilisé les terminaux de communication INMARSAT pour les communications internes au cours de la période du premier mandat, en attendant l'installation d'un réseau de communications par satellite VSAT. Les droits d'utilisation ont été élevés (495 973 dollars). Parmi les autres frais commerciaux, on peut citer la location d'un répéteur de satellite (210 000 dollars), les coûts de la valise diplomatique (47 077 dollars) et autres coûts de communication, notamment la location de téléphones mobiles, les frais de téléphone, les frais postaux, etc. (483 104 dollars). Les dépassements ont été dus essentiellement aux tarifs élevés d'INMARSAT.

9. Matériel divers

43. Le programme d'achat pour le matériel divers, tel qu'il est exposé dans les prévisions de dépenses, a été modifié à plusieurs postes, et l'on n'a pas pu procéder à tous les achats au cours de la période du mandat en raison du manque de temps, du retard dans le déploiement de certaines unités militaires, et dans une certaine mesure aussi de la difficile situation en matière de sécurité en Somalie. Il a également été tenu compte du transfert de surplus de l'APRONUC lors de l'exécution de la partie du budget relative au matériel. Parmi les articles restant à acquérir on compte 138 groupes électrogènes, fret compris (3 250 000 dollars), le matériel de purification de l'eau (6 millions de dollars), 50 jumelles puissantes (255 000 dollars), et le matériel de réfrigération et de congélation (450 000 dollars).

- i) Mobilier de bureau 164 200
44. Les besoins immédiats de la mission sont satisfaits.
- ii) Matériel de bureau (430 400)
45. Les prix unitaires étaient plus élevés que prévu.
- iii) Matériel informatique (1 227 400)
46. La valeur du matériel informatique transféré de l'APRONUC s'élève à 528 000 dollars, alors que l'on s'attendait à recevoir de cette source environ 2 600 000 dollars de matériel. Il a donc fallu procéder à des achats supplémentaires, d'où le dépassement des montants prévus.
- iv) Groupes électrogènes 2 235 900
47. Les économies réalisées à cette rubrique sont dues au fait qu'au cours de la période, 342 groupes électrogènes de puissances diverses ont été transférés de l'APRONUC, sans frais à l'exception du fret. Il sera procédé au cours de la prochaine période budgétaire à l'acquisition des 128 unités dont l'achat avait été remis.
- v) Matériel d'observation 719 700
48. Cinquante dispositifs de vision nocturne ont été transférés de l'APRONUC, sans frais, ce qui a permis de faire des économies à cette rubrique.
- vi) Réservoirs d'essence et débitmètres 1 540 000
49. Les ressources nécessaires à cette rubrique ont été moins élevées que prévu initialement, car certains contingents de la FIU qui partaient ont fourni sans frais des citernes gonflables. D'autres unités ont été achetées dans la région, à un coût moins élevé que prévu.
- vii) Matériel médical et dentaire 390 000
50. Les unités médicales qui se trouvent actuellement avec la mission sont arrivées entièrement équipées, et il n'y a pas eu besoin d'acheter de matériel supplémentaire.
- viii) Équipement des logements 6 700 900
51. L'on n'a acheté que des quantités limitées d'équipement à cette rubrique (849 100 dollars) au cours de la période considérée. L'on n'a pas encore procédé à l'achat prévu de paquetage standard pour chaque membre des contingents, ce qui explique l'économie réalisée.

/...

ix) Matériel divers 250 100

52. L'on a acheté du matériel divers, évalué à 2 130 100 dollars, au cours de la période du mandat. En outre, 60 000 dollars de matériel ont été transférés de l'APRONUC sans frais pour ONUSOM II. L'on notera que le coût du matériel anti-émeutes, prévu à la présente rubrique, a été imputé à la rubrique Fournitures diverses.

x) Pièces de rechange, réparations et entretien . 2 873 800

53. L'on n'a acheté que des quantités limitées de pièces de rechange au cours de la période. Quelques pièces ont été livrées avec les groupes électrogènes transférés de l'APRONUC.

xi) Matériel de purification de l'eau 2 141 500

54. L'on a racheté du matériel à un contingent de la FIU, et 31 unités de faible capacité ont été transférées de l'APRONUC. C'est principalement le groupe de soutien logistique des États-Unis qui a assuré la satisfaction des besoins en eau purifiée.

xii) Tentes 144 700

55. Les ressources nécessaires pour l'achat de tentes devant remplacer les tentes usées ont été inférieures aux prévisions, ce qui a permis de réaliser des économies.

xiii) Matériel de réfrigération 1 757 500

56. Deux conteneurs réfrigérants et 15 réfrigérateurs ont été transférés de l'APRONUC, et du matériel de réfrigération (90 000 dollars) a été acheté sur le marché. Les besoins de ce type de matériel ont considérablement diminué, car le contractant pour les rations fournira des chambres froides et des congélateurs pour stocker les produits alimentaires destinés aux unités militaires jusqu'au niveau du bataillon. Le contrat concernant les rations est entré en vigueur au début décembre 1993, et la plus grande partie de la distribution alimentaire au cours de la période, y compris la fourniture d'unités de réfrigération et de congélation, s'est faite par l'intermédiaire du groupe de soutien logistique des États-Unis.

10. Fournitures et services

a) Services divers (2 038 600)

57. Dans ce sous-groupe, les dépenses supplémentaires ne concernent que les services contractuels. Le dépassement pour cette rubrique tient directement au fait que l'ONUSOM doit continuer à utiliser les services de l'ancien entrepreneur principal de la FIU.

/...

b) Fournitures diverses

58. Les montants prévus au titre de ce sous-groupe comprennent les dépenses relatives aux fournitures fournies par le groupe d'appui logistique des États-Unis. Des factures ont été reçues pour les six mois du mandat, et c'est sur cette base qu'est calculé le montant définitif des dépenses. Ces factures ne ventilent les dépenses que par grands groupes, et il est à noter que 95 % des montants indiqués correspondent à des fournitures utilisées par le groupe d'appui lui-même. Les dépenses des forces des États-Unis correspondant à des fournitures diverses ont été facturées à deux rubriques : a) fournitures médicales (484 487 dollars); et b) magasins (7 345 091 dollars). Ce sont ces montants importants qui expliquent le dépassement à cette rubrique.

59. Des surplus de l'APRONUC ont été transférés, à savoir des fournitures médicales diverses, du matériel pour la défense des périmètres, 3 000 casques en acier, 3 000 gilets pare-balles et des articles de papeterie et fournitures de bureau. Ces fournitures sont fournies gratuitement à ONUSOM II, dépenses de fret non comprises.

i) Papeterie et fournitures de bureau (46 100)

60. Le besoin de fournitures non durables de TEI, notamment de logiciels, avait été considérablement sous-estimé. Un montant voisin de 570 000 dollars a été dépensé pour ces fournitures; le coût des autres fournitures de bureau et articles de papeterie a été également assez élevé pendant la période de démarrage.

ii) Fournitures médicales (199 900)

61. Le coût des fournitures médicales fournies par le groupe d'appui logistique des États-Unis a été plus élevé que prévu à la date d'établissement du budget.

iii) Fournitures sanitaires et de nettoyage 569 100

62. Les dépenses à ce titre ont été moins élevées que prévu.

iv) Abonnements (31 400)

63. Un montant de 10 000 dollars environ a été dépensé pour les abonnements à des publications commandées par le quartier général : journaux et périodiques, indicateurs de compagnies aériennes, manuels techniques et autres publications, tandis qu'un montant de 31 400 dollars a été consacré à des abonnements à des journaux et périodiques locaux.

v) Fournitures électriques (181 600)

64. Pour produire de l'électricité, tous les bureaux et unités militaires de l'ONUSOM utilisent des groupes électrogènes. Les installations électriques correspondantes entraînent de grosses dépenses, d'où un dépassement.

vi) Accessoires d'uniforme, drapeaux et décalcomanies (60 700)

/...

65. Le dépassement s'explique par l'achat de gilets pare-balles destinés au personnel civil comme au personnel militaire, en raison de la situation difficile dans la région de la mission en matière de sécurité. Trois mille gilets pare-balles et 3 000 casques en acier ont été récupérés de l'APRONUC.

vii) Fournitures pour la défense des périmètres 229 300

66. Le coût de la plupart des matériels destinés à la défense des périmètres comme les sacs de sable, le fil de fer barbelé, les fils à boudins, les poteaux, etc., a été inclus dans les factures communiquées par le groupe d'appui logistique des États-Unis. Les matériels récupérés de l'APRONUC ont été estimés à 221 400 dollars.

viii) Fournitures anti-émeute (1 573 500)

67. La mission a eu besoin de grandes quantités de fournitures anti-émeute et de matériel de sécurité en raison des troubles civils qui ont éclaté dans de nombreuses régions de Somalie, notamment à Mogadishu : boucliers, masques à gaz, masques faciaux, matraques, carabines, gaz lacrymogènes et munitions non mortelles. Le dépassement est dû au fait qu'on ne prévoyait pas des dépenses de cette importance (1 573 000 dollars) lorsque les prévisions de dépenses ont été établies.

ix) Intendance et magasins (2 410 500)

68. Les magasins fournis par le groupe d'appui logistique ont été imputés à cette rubrique. Les dépenses de démarrage ont été exceptionnellement lourdes (2 360 558 dollars).

11. Fournitures et services relatifs aux élections

69. Aucun montant n'est prévu à cette rubrique.

12. Programmes d'information (273 500)

70. Le bulletin quotidien publié par l'ONUSOM a d'abord été imprimé sur un matériel d'imprimerie qui s'est révélé inadéquat et n'a pu être mis indéfiniment à la disposition de la mission. Pour cette raison, il a fallu acheter une machine offset qui a coûté 80 000 dollars environ. C'est ce qui explique le dépassement de crédit.

13. Programmes de formation (1 307 800)

71. Les fonds disponibles pour la formation de policiers ont été intégralement engagés. Un montant de 1 512 222 dollars environ a été consacré à la remise en état de postes de police dans l'ensemble de la Somalie; un montant de 825 442 dollars a été affecté à l'achat de fournitures et de matériel pour les forces de police et un montant de 6 470 136 dollars environ a été consacré à la rémunération de la force de police auxiliaire. Les effectifs de police dépassaient 5 000 personnes à la fin du mandat.

14. Programmes de déminage 4 682 700

/...

72. Des dépenses d'un montant de 3 317 300 dollars ont été engagées au titre de travaux contractuels de déminage. Le programme a commencé avec un certain retard au cours de la période considérée en raison de la situation qui régnait en Somalie sur le plan de la sécurité. Il se poursuivra pendant la prochaine période du mandat. Certains travaux de déminage ont été menés à titre gracieux pour le compte d'ONUSOM II.

15. Aide au désarmement et à la démobilisation -

73. Aucun montant n'est prévu à cette rubrique.

16. Fret aérien et de surface

i) Transport du matériel appartenant aux contingents (3 148 900)

74. Des dépenses imprévues d'un montant de 1 840 000 dollars ont dû être engagées pour transporter par air et par mer 60 véhicules blindés de transport de troupes pour renforcer la force à la suite de l'incident du 5 juin 1993 au cours duquel des éléments d'ONUSOM II ont été attaqués. Par ailleurs, des quantités limitées de matériel appartenant aux contingents ont, pour des raisons opérationnelles, dû être transportées par air plutôt que, comme d'habitude, par mer, jusqu'à la zone de la mission.

ii) Affrètement d'un navire pour le ravitaillement (144 100)

75. Les droits acquittés au titre de la manutention des cargaisons et des services de collecte se sont élevés à 594 100 dollars. L'entrepreneur s'occupe de la manutention des cargaisons à Mogadishu et à Mombasa et s'occupe de l'expédition par mer du matériel et des fournitures entre le Kenya, Djibouti et la Somalie. Ces arrangements ont été reconduits pour la seconde période du mandat, afin de réduire les quantités de fournitures et de matériel qui sont transportées par les avions affrétés pour la mission. Les dépenses engagées ont été supérieures au montant prévu pour ces services.

iii) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées (3 263 400)

76. La mission a été autorisée à s'occuper elle-même du gros de son programme d'achats sur place pendant la première période de son mandat en faisant appel à des fournisseurs de l'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient. Le gros des fournitures et du matériel ainsi acheté a dû être transporté par voie aérienne parce qu'on en avait besoin d'urgence pour des raisons opérationnelles. Dans certains cas, il a fallu affréter des avions à un taux très élevé en raison de la situation sur le plan de la sécurité. Cela explique le dépassement enregistré à la présente rubrique.

17. Système intégré de gestion -

77. Sans changement.

18. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix -

/...

78. Sans changement.

19. Contributions du personnel 3 586 900

79. Des économies ont pu être réalisées en raison des retards enregistrés en ce qui concerne le déploiement du personnel civil.

20. Recettes provenant des contributions du personnel . (3 586 900)

80. Le montant correspond à celui indiqué à la rubrique 19 ci-dessus.

/...

ANNEXE III

**Montant estimatif révisé des dépenses pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994 et prévisions
de dépenses pour la période allant du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995 : état récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Prévisions des dépenses 1er juin- 30 septembre 1994 (proport.) (1)	Prévisions révisées 1er juin- 30 septembre 1994 (2)	Différence (3)	Prévisions de dépenses 1er octobre 1994- 31 mars 1995 (4)
1. Personnel militaire				
a) <u>Observateurs militaires</u>	—	—	—	—
b) <u>Contingents</u>				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	96 551,0	90 371,2	(6 179,8)	135 394,6
Détente et loisirs	1 430,0	1 329,3	100,7	2 260,5
Rations	18 156,1	19 411,3	1 255,2	30 910,9
Indemnité journalière	3 435,5	3 218,5	(217,0)	5 125,1
Indemnité de subsistance (missions)	60,0	20,0	(40,0)	30,0
Déploiement, relève et rapatriement	11 146,7	11 880,0	733,3	11 880,0
Total partiel	130 779,3	126 230,3	4 549,0	185 601,1
c) <u>Autres dépenses afférentes aux contingents</u>				
Matériel appartenant aux contingents	15 315,0	4 475,0	(10 840,0)	4 100,0
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	2 933,3	2 748,0	(185,3)	4 400,0
Total partiel	18 248,3	7 223,0	(11 025,3)	8 500,1
Total, rubrique 1	149 027,6	133 453,3	15 574,3	194 101,1
2. Personnel civil				
a) <u>Police civile</u>	—	—	—	—
b) <u>Personnel international et personnel local</u>				
Traitements du personnel international	11 680,3	10 676,8	(1 003,5)	20 422,3
Traitements du personnel local	5 244,0	8 855,0	3 611,0	13 800,0
Consultants	—	—	—	—
Heures supplémentaires	—	—	—	—
Dépenses communes de personnel	7 799,0	8 089,7	290,7	12 630,6
Indemnité de subsistance (missions)	6 692,5	7 106,0	413,5	13 302,7
Frais de voyage à destination et en provenance de la zone de la mission	4 018,0	2 184,0	(1 834,0)	602,0
Autres voyages autorisés	312,0	220,0	(92,0)	90,0
Total partiel	35 745,8	37 131,5	1 385,7	60 847,6
c) <u>Agents contractuels internationaux</u>	1 680,0	1 680,0	—	2 520,0
d) <u>Volontaires des Nations Unies</u>	3 240,0	2 352,0	(888,0)	5 670,0
e) <u>Personnel fourni par les gouvernements</u>	133,3	—	(133,3)	—
f) <u>Coûts afférents à des conférences</u>	320,0	1 833,2	1 513,2	200,0
Total, rubrique 2	41 119,1	42 996,7	1 877,6	69 237,6
3. Locaux/hébergement				
Location de locaux	1 058,4	2 588,4	1 530,0	1 069,8
Aménagement et réparations des locaux	1 250,0	1 254,0	4,0	500,0
Fournitures d'entretien	—	180,0	180,0	540,0
Services d'entretien	660,0	919,7	259,7	667,2
Éclairage, chauffage, énergie et eau	—	3 428,0	3 428,0	3 684,0
Construction de locaux/bâtiments préfabriqués	—	2 000,0	2 000,0	1 000,0
	2 968,4	10 370,1	7 401,7	7 461,0
4. Remise en état des infrastructures	—	8 175,0	8 175,0	4 356,0

/...

	Prévisions des dépenses 1er juin- 30 septembre 1994 (proport.) (1)	Prévisions révisées 1er juin- 30 septembre 1994 (2)	Différence (3)	Prévisions de dépenses 1er octobre 1994- 31 mars 1995 (4)
5. <u>Transports</u>				
Achat de véhicules	—	—	—	—
Location de véhicules	—	933,3	933,3	1 392,3
Matériel d'atelier	400,0	—	(400,0)	—
Pièces de rechange, réparations et entretien	4 546,6	3 162,5	(1 384,1)	5 355,6
Carburants et lubrifiants	1 407,3	1 071,2	336,1	1 474,7
Assurances	429,5	49,2	(380,3)	24,0
	6 783,4	5 216,2	(1 567,2)	8 246,6
6. <u>Opérations aériennes</u>				
a) <u>Hélicoptères</u>				
Location/affrètement	28 373,3	18 254,7	(10 118,6)	28 049,8
Carburants et lubrifiants	4 725,0	2 232,0	(2 493,0)	3 618,0
Peinture/préparation/déploiement	—	—	—	—
Assurance responsabilité	400,0	575,0	175,0	862,5
Pièces de rechange	—	950,0	950,0	1 500,0
Total partiel	33 498,3	22 011,7	(11 486,6)	34 030,3
b) <u>Avions</u>				
Location/affrètement	13 635,2	6 364,2	(7 271,0)	9 546,3
Carburants et lubrifiants	4 693,7	1 882,9	(2 810,8)	2 824,3
Peinture/préparation/déploiement	—	—	—	—
Assurance responsabilité	1 065,0	97,7	(967,3)	146,6
Total partiel	19 393,9	8 344,8	(11 049,1)	12 517,2
c) <u>Indemnité de subsistance des équipages</u>	270,0	48,4	(221,6)	72,6
d) <u>Autres dépenses</u>				
Services et matériel de contrôle de la circulation aérienne	—	—	—	—
Droits d'atterrissage et manutention au sol	80,0	1 360,0	1 280,0	2 040,0
Total partiel	80,0	1 360,0	1 280,0	2 040,0
Total, rubrique 6	53 242,2	31 764,9	(21 477,3)	48 660,1
7. <u>Opérations navales</u>	—	—	—	—
8. <u>Transmissions</u>	—	778,4	778,4	100,0
a) <u>Éléments complémentaires</u>				
Matériel de transmissions	—	778,4	778,4	100,0
Pièces de rechange et fournitures	1 000,0	60,0	(940,0)	210,0
Matériel d'atelier et d'essai	—	500,0	500,0	—
Communications commerciales	375,0	745,9	370,9	1 157,2
Total partiel	1 375,0	2 084,3	709,3	1 467,2
b) <u>Contrat relatif au réseau principal</u>	—	—	—	—
Total, rubrique 8	1 375,0	2 084,3	709,3	1 467,2
9. <u>Matériel divers</u>				
Mobilier de bureau	—	450,8	450,8	—
Matériel de bureau	—	202,7	202,7	—
Matériel informatique	—	855,7	855,7	317,9
Groupes électrogènes	—	—	—	—
Matériel d'observation	—	—	—	—
Réservoirs d'essence et débimètres	166,5	1 400,0	1 233,5	—
Matériel médical et dentaire	6,0	—	(6,0)	—
Équipement des logements	—	67,5	67,5	200,0
Matériel divers	133,3	460,0	326,7	—
Matériel pour la défense des périmètres	—	—	—	—
Matériel de purification de l'eau	16,7	6 372,5	6 355,8	—

/...

	Prévisions des dépenses 1er juin- 30 septembre 1994 (proport.) (1)	Prévisions révisées 1er juin- 30 septembre 1994 (2)	Différence (3)	Prévisions de dépenses 1er octobre 1994- 31 mars 1995 (4)
Matériel de réfrigération	—	145,0	145,0	—
Tentes	1 686,7	2 833,0	1 146,3	—
Pièces de rechange, réparations et entretien	596,0	2 430,0	1 834,0	1 995,9
	2 605,2	15 217,2	12 612,0	2 513,8
10. Fournitures et services				
a) <u>Services divers</u>	16,7	25,0	8,3	25,0
Vérification des comptes	32 000,0	20 580,0	(11 420,0)	30 000,0
Services contractuels	—	—	—	—
Services informatiques	—	—	—	—
Services de sécurité	—	—	—	—
Services et traitements médicaux	150,0	150,0	—	225,0
Demandes d'indemnisation et règlements	—	200,0	200,0	200,0
Dépenses de représentation	10,0	10,0	—	15,0
Autres services divers	403,3	400,0	(3,3)	60,0
Total partiel	32 580,0	21 365,0	(11 215,0)	30 525,0
b) <u>Fournitures diverses</u>	420,0	400,0	(20,0)	420,0
Papeterie et fournitures de bureau	786,7	788,0	1,3	1 182,0
Fournitures médicales	400,0	480,0	80,0	720,0
Fournitures sanitaires et de nettoyage	—	—	—	—
Fournitures pour la sécurité	—	—	—	—
Fournitures électriques	15,3	13,6	(1,7)	20,4
Abonnements	—	—	—	—
Bâches pare-éclats pour véhicules	713,7	1 018,6	304,9	990,7
Accessoires d'uniforme, drapeaux et décalcomanies	796,7	1 578,2	781,5	1 173,2
Fournitures pour la défense des périmètres	—	—	—	—
Cartes d'état-major	—	40,0	40,0	40,0
Fournitures antiémeute	866,7	1 200,0	333,3	900,0
Intendance et magasins	3 999,1	5 518,4	1 519,3	5 446,3
Total partiel	36 579,1	26 883,4	(9 695,7)	35 971,3
11. <u>Fournitures et services liés aux élections</u>	—	—	—	—
12. <u>Programmes d'information</u>	—	587,0	587,0	568,2
13. <u>Programmes de formation</u>	4 928,5	—	(4 928,5)	—
14. <u>Programmes de déminage</u>	2 666,7	4 973,5	2 306,8	4 671,8
15. <u>Aide au désarmement et à la démobilisation</u>	—	9 483,0	9 483,0	4 880,0
16. <u>Fret aérien et de surface</u>	—	5 100,0	5 100,0	525,0
Transport du matériel appartenant aux contingents	360,0	—	(360,0)	540,0
Affrètement d'un navire pour le réapprovisionnement	466,7	3 702,0	3 235,3	5 553,0
Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	826,7	8 802,0	7 975,3	6 618,0
17. <u>Système intégré de gestion</u>	169,3	169,3	—	254,0
18. <u>Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix</u>	3 038,4	3 156,2	117,8	5 172,0
19. <u>Contributions du personnel</u>	4 440,4	4 358,8	(81,6)	8 336,7
Total brut, rubriques 1 à 19	309 770,0	307 690,9	(2 079,1)	402 515,4
20. <u>Recettes provenant des contributions du personnel</u>	(4 440,4)	(4 358,8)	81,6	(8 336,7)
Total net, rubriques 1 à 20	305 329,6	303 332,1	(1 997,5)	394 178,7

/...

ANNEXE IV

Prévisions de dépenses révisées pour la période allant du 1er juin
au 30 septembre 1994 : renseignements complémentaires

I. PARAMÈTRES BUDGÉTAIRES

1. Les prévisions de dépenses révisées pour la période couverte par le mandat en cours (1er juin au 30 septembre 1994) ainsi que pour la période de six mois suivante ont été calculées sur la base des éléments ci-après.

1. Contingents

2. Les présentes prévisions de dépenses révisées ont été calculées sur la base de l'hypothèse qu'au 31 mai 1994 ONUSOM II était dotée de 18 900 hommes, tous grades confondus. Le calendrier des arrivées et des départs du personnel militaire couvrant la période allant de juin à septembre 1994 s'établit comme suit :

Date de déploiement	Arrivées	Effectif mensuel	Mois-homme	Nombre de jours	Jours-homme
Mai		18 900			
Juin	147	19 047	19 047	30	571 410
Juillet	1 200	20 247	20 247	31	627 657
Août	900	21 147	21 147	31	655 557
Septembre	853	22 000	22 000	30	660 000
Total	3 100		82 441	122	2 514 624

Compte tenu du calendrier des arrivées reproduit ci-dessus, on estime que l'effectif mensuel moyen sera de 20 610 hommes, tous grades confondus (soit 16 317 membres d'unités d'infanterie et 4 293 spécialistes) pour la période de quatre mois allant du 1er juin au 30 septembre 1994.

2. Indemnité de subsistance (missions)

3. L'indemnité de subsistance (missions) payable à tous les fonctionnaires internationaux des Nations Unies en poste en Somalie a été fixée à 85 dollars par jour, à compter du 1er juin 1993. Ce taux ne couvre pas le logement, qui est censé être assuré. L'indemnité pour le personnel civil affecté aux bureaux de l'ONUSOM à Nairobi et à Djibouti est de 100 dollars par jour, à compter du premier jour d'affectation. Un montant supplémentaire de 100 dollars par personne et par jour est prévu pour le versement d'une indemnité pour le logement et les repas aux militaires envoyés en dehors de la Somalie, dans des lieux où ils ne peuvent être ni logés par l'ONU ni recevoir des rations de l'ONU.

/...

3. Frais de voyage

4. Les frais de voyage par vol commercial du personnel civil international à destination et en provenance de la zone de la mission, y compris l'expédition des effets personnels, ont été calculés sur la base d'un tarif moyen aller simple de 3 500 dollars par personne, soit 7 000 dollars par voyage aller retour.

4. Dépenses afférentes au personnel civil

5. Les traitements et dépenses communes de personnel des fonctionnaires internationaux, qui s'entendent nets des contributions du personnel, ont été calculés sur la base des taux standard de New York, sauf pour le personnel international affecté par d'autres organismes des Nations Unies et le personnel recruté spécialement pour la mission. Les traitements et dépenses communes de personnel prévus pour le personnel local ont été calculés sur la base du barème des traitements local établi par la Somalie. On trouvera dans le tableau ci-après le calendrier des arrivées du personnel international et local.

/...

Tableau d'effectifs	Catégorie	En poste au 31 mai 1994	Juin	Juillet	Août	Septembre	Total	Nombre total de mois-homme	Nombre total de jours-homme
1	SGA	1	—	—	—	—	1	4	122
1	SSG	1	—	—	—	—	1	4	122
1	SSG (mission)	1	—	—	—	—	1	4	122
6	D-2	2	1	—	—	—	3	12	366
	D-2 (mission)	3	—	—	—	—	3	12	366
20	D-1	5	1	1	—	—	7	27	824
	D-1 (mission)	5	1	2	3	1	12	37	1 129
39	P-5	8	—	—	2	—	10	36	1 098
	P-5 (mission)	12	3	3	1	3	22	74	2 257
121	P-4	28	5	5	5	5	48	162	4 941
	P-4 (mission)	43	—	5	10	10	68	217	6 616
101	P-3	20	2	—	5	5	32	103	3 139
	P-3 (mission)	45	3	10	10	—	68	242	7 386
	Agents des Services généraux (première classe)								
53		19	2	4	5	5	35	111	3 385
	Agents des Services généraux (autres classes)								
236		183	10	10	5	5	213	817	24 921
	Agents du Service mobile								
233		132	10	20	20	20	202	688	20 984
	Agents du Service de sécurité								
49		41	4	3	1	—	49	191	5 827
861	Total, personnel international	549	42	63	67	54	775	2 741	83 605
3 000	Total, personnel local	2 607	200	193	—	—	3 000	11 550	
3 861	Total général	3 156	242	256	67	54	3 775		

5. Volontaires des Nations Unies

6. Les prévisions de dépenses au titre des Volontaires des Nations Unies ont été calculées sur la base du calendrier des arrivées indiqué ci-après. Quinze Volontaires des Nations Unies étaient en poste au 31 mai 1994.

/...

Date de déploiement	Nombre d'arrivées	Effectif	Nombre de mois	Nombre total de mois-homme
Mai	15			
Juin	50	65	1	65
Juillet	50	115	1	115
Août	50	165	1	165
Septembre	50	215	1	215
Total	215	560	4	560

II. RESSOURCES NÉCESSAIRES

(En dollars des États-Unis)

1. Personnel militaire

a) Observateurs militaires -

7. Aucun montant n'est demandé à cette rubrique.

b) Contingents

8. Comme indiqué dans le calendrier des arrivées figurant au paragraphe 2 ci-dessus, au 31 mai 1994 les effectifs s'établissaient à 18 900 hommes. Les présentes prévisions de dépenses au titre des contingents se fondent sur un total de 82 440 mois-homme et 2 514 420 jours-homme.

i) Remboursements aux gouvernements aux taux standard 90 371 170

9. Le montant prévu est destiné à rembourser aux gouvernements 82 440 mois-homme de soldes et d'indemnités (81 451 708 dollars), plus un supplément pour un nombre restreint de spécialistes, soit 10 % des membres des unités d'infanterie (1 899 328 dollars) et 25 % des membres des unités de soutien (1 249 263 dollars). Un montant de 5 770 871 dollars est en outre prévu pour l'amortissement de tous les articles personnels d'habillement, du paquetage et de l'équipement pour un total de 82 440 mois-homme, aux taux standard.

ii) Détente et loisirs 1 329 300

10. Un montant est prévu pour le versement au personnel militaire de 10,5 dollars par jour pendant un maximum de cinq jours de congé de détente au cours d'une période de service de quatre mois (1 082 025 dollars). Compte tenu de l'expérience acquise, on a également prévu pour d'autres activités de détente ou activités sportives un montant de 3 dollars par homme et par mois pour un total de 82 440 mois-homme (247 320 dollars)

/...

iii) Rations 19 411 300

11. Le montant prévu pour approvisionner en denrées alimentaires et en eau en bouteille tout le personnel militaire de la Force est conforme aux barèmes approuvés pour les rations. Le coût par ration et par jour durant la période de quatre mois est estimé à 7 dollars par personne et le nombre de jours-ration à 2 514 420 (17 600 940 dollars). Un montant est également prévu pour un total de 2 514 420 jours-homme d'eau potable (2 514 420 dollars). Le coût total a été réduit de 3,5 % (704 038 dollars) pour tenir compte des périodes d'absence en congé de détente.

iv) Indemnité journalière 3 218 458

12. Un montant est prévu pour le versement à tout le personnel militaire d'une indemnité journalière de 1,28 dollar par personne à titre des faux frais, pour un total de 2 514 420 jours-homme.

v) Indemnité de subsistance (en voyage) 20 000

13. Un montant est prévu pour le versement d'une indemnité pour le logement et les repas aux militaires envoyés en dehors de la Somalie, dans des lieux où l'ONU ne peut assurer le logement ni distribuer des rations. Le présent montant estimatif a été calculé sur la base de 10 déplacements d'une durée de cinq jours chacun par mois pour un total de 200 jours-homme, au taux journalier moyen de 100 dollars (20 000 dollars).

vi) Déploiement, relève et rapatriement 11 880 000

14. Un montant est prévu pour le déploiement de 3 100 militaires et la relève de 18 900 autres, le coût par personne étant estimé à 540 dollars (11 880 000 dollars).

c) Autres dépenses afférentes au personnel militaire

i) Matériel appartenant aux contingents 4 475 000

15. Le montant prévu est destiné à dédommager les gouvernements fournissant des contingents de l'utilisation des véhicules appartenant aux contingents et du matériel fourni à ces derniers à la demande de l'Organisation des Nations Unies. Le montant estimatif (3 160 000 dollars) a été calculé sur la base de l'hypothèse que la durée de vie du matériel fourni par les États Membres, d'une valeur de quelque 94 800 000 dollars, est de 10 ans. Le montant prévu doit également permettre de louer 30 chars, 80 véhicules blindés de transport de troupes et du matériel connexe (mitrailleuses, radios et lance-grenades fumigènes) pour un coût de 328 750 dollars par mois pendant quatre mois (1 315 000 dollars).

ii) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité 2 748 000

16. Le montant prévu est destiné à rembourser aux gouvernements les sommes qu'ils pourraient être amenés à verser, pour les membres de leur contingent, en cas de décès, de blessure, d'invalidité ou de maladie imputable au service

/...

auprès de l'ONUSOM II, le versement moyen étant estimé à 40 000 dollars. Les dépenses prévues ont été calculées sur la base de 1 % de l'effectif mensuel moyen, soit 20 610 hommes, tous grades confondus (2 748 000 dollars).

2. Personnel civil

a) Police civile —

17. Aucun montant n'est demandé à cette rubrique.

b) Personnel international et personnel local —

18. Le montant demandé doit permettre de financer 861 postes de fonctionnaire international, à savoir 290 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur, 289 postes d'agent des services généraux (dont 53 de 1re classe), 233 postes d'agent du service mobile et 49 postes d'agent du service de sécurité. L'organigramme d'ONUSOM II proposé pour la période considérée figure à l'annexe IX du présent additif.

19. Le mandat d'ONUSOM II, tel qu'il a été modifié, prévoit le renforcement des programmes de désarmement, de déminage et de démobilisation ainsi que du programme d'information. Il est également proposé de créer une section du budget dans la Division de l'administration. C'est pourquoi le présent projet de budget prévoit 27 nouveaux postes d'administrateur. On transférera à cette fin des postes vacants de classe correspondante, compte tenu du calendrier des arrivées figurant au paragraphe 5 ci-dessus.

20. Les sept bureaux de zone et 17 bureaux de sous-zone ci-après ont été créés en Somalie :

<u>Région</u>	<u>Bureaux de zone</u>	<u>Bureaux de sous-zone</u>
Nord-ouest	Hargeisa	Berbera
		Boroma
		Buroa
		Erigavo
		Las Anod
Nord-est	Bossasso	Galcayo
		Gordo
		Garowe
		Hobio
Centre	Dusamareb	Jowhar
Chebeli	Belet Weyne	Merka
Benadir	Quartier général de l'ONUSOM	Mogadishu Nord et Sud
Baidoa	Baidoa	Hodduur
		Bardera
Djouba	Kismayo	Afmadu
		Jilib
		Buale

/...

21. Chaque bureau de zone constituera un point de contact entre ONUSOM II et la population somalie locale par l'intermédiaire d'associations économiques, politiques, sociales, religieuses et professionnelles et de particuliers. Le mandat d'ONUSOM II sera expliqué à la population somalie dans le cadre des efforts que déploient les Somalis pour reconstruire leur pays. Les directeurs de zone rendront compte au Représentant spécial du Secrétaire général des principaux faits nouveaux intervenus dans les domaines de la sécurité, de l'information, de la police, de la justice, des questions politiques, des questions humanitaires, du déminage, de la démobilisation et du désarmement dans les régions.

22. Les bureaux de zone, en coordination avec les divisions pertinentes, contribueront au processus de réconciliation entre les différents groupes somalis, achemineront les secours humanitaires, exécuteront le programme de renforcement de la force de police somalie, ainsi que des systèmes judiciaire et pénal et coordonneront les programmes de démobilisation et de formation de la milice et de la jeunesse pour que ces derniers participent à des projets de déminage.

23. Il est proposé que les bureaux de zone et de sous-zone se composent comme suit :

Effectifs proposés pour chaque bureau de zone

- 1 directeur de zone
- 1 spécialiste des questions politiques (hors classe)/directeur adjoint
- 1 spécialiste des questions humanitaires (hors classe)/directeur adjoint
- 1 conseiller pour les questions de police
- 1 conseiller pour les questions judiciaires ou correctionnelles
- 1 spécialiste des questions de désarmement, de déminage et de démobilisation
- 1 assistant (questions financières et administratives)
- 1 assistant (logistique)
- 2 secrétaires
- 1 technicien radio
- 1 agent de sécurité
- 1 administrateur recruté sur le plan national
- 1 coordonnateur des mesures de sécurité
- 1 médecin, Volontaire des Nations Unies
- 1 infirmier (infirmière), Volontaire des Nations Unies
- 1 mécanicien automobile

Effectifs proposés pour chaque bureau de sous-zone

- 1 directeur (spécialiste des questions politiques ou humanitaires)
- 1 spécialiste des questions humanitaires ou politiques, en fonction du domaine de compétence du directeur
- 1 conseiller pour les questions de police
- 1 opérateur radio (logistique)
- 1 secrétaire
- 2 agents de sécurité
- 1 administrateur recruté sur le plan national
- 1 mécanicien automobile

/...

i) Traitements du personnel international 10 676 800

24. Les traitements du personnel recruté sur le plan international sont calculés sur la base des coûts standards mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus. Le montant prévu, qui est ventilé à l'annexe X du présent additif, doit permettre de déployer un maximum de 775 personnes pour un total de 2 741 mois-homme.

ii) Traitements du personnel local 8 855 000

25. Le calcul des traitements d'un maximum de 3 000 agents recrutés sur le plan local est fondé sur les barèmes des traitements locaux les plus récents applicables à la zone de la mission (pour le détail, voir annexe X). Il s'agit du personnel chargé de l'entretien et du nettoyage, de gardes, de factotums et de personnel des cuisines et du mess.

iii) Dépenses communes de personnel 8 089 700

26. Les dépenses communes du personnel sont indiquées en détail à l'annexe X; elles correspondent à un total de 2 741 mois-homme (6 445 100 dollars). Un montant est également prévu pour le versement d'une prime de risque (1 644 600 dollars).

iv) Indemnités de subsistance (missions) 7 106 000

27. Les indemnités de subsistance (missions) du personnel international, dont le détail est indiqué à l'annexe X, sont calculées aux taux indiqués au paragraphe 3 ci-dessus. Le montant demandé correspond à un total de 2 741 mois-homme.

v) Frais de voyage à destination et en provenance de la zone de la mission 2 184 000

28. Le montant demandé correspond au coût des voyages autorisés entre New York et la zone de la mission pour 312 fonctionnaires (861 moins les 549 déjà en poste), y compris les frais d'expédition des effets personnels.

vi) Autres voyages autorisés 220 000

29. Le montant demandé représente le coût des autres voyages effectués entre New York et la zone de la mission pour des réunions de coordination et des consultations. On compte cinq voyages par mois pendant la période de quatre mois à raison de 7 000 dollars en moyenne par voyage, y compris une semaine d'indemnité de subsistance en voyage (140 000 dollars). Le montant couvre également le versement d'une indemnité de subsistance en voyage au personnel qui assistera à des conférences en dehors de la Somalie ou se rendra, dans l'exercice de ses fonctions, à Nairobi, Djibouti ou d'autres localités de pays voisins, soit 800 jours de voyage au total à raison de 100 dollars par jour (80 000 dollars). Les déplacements à l'intérieur de la zone de la mission s'effectueraient par air, dans des appareils des Nations Unies.

c) Agents contractuels internationaux 1 680 000

/...

30. L'ONUSOM continuera d'utiliser du personnel contractuel pour des services d'appui. On prévoit 100 personnes pendant quatre mois, à raison d'un montant global fixe de 4 200 dollars par personne et par mois.

d) Volontaires des Nations Unies 2 352 000

31. Le montant demandé correspond à un maximum de 200 nouveaux Volontaires des Nations Unies et aux 15 Volontaires déjà en poste au 31 mai 1994, à raison de 4 200 dollars par personne et par mois. Les calculs sont fondés sur l'hypothèse que l'arrivée des nouveaux Volontaires sera échelonnée comme indiqué au paragraphe 6 ci-dessus et que les intéressés resteront dans la zone de la mission pour un total de 560 mois-homme.

e) Personnel fourni par des gouvernements -

32. Aucun montant n'est demandé à cette rubrique.

f) Coûts afférents à des conférences 1 833 200

33. Compte tenu de la nature de la société somalie et de la complexité de la situation politique, les anciens et les consultations entre clans auxquelles ils participent jouent un rôle de premier plan qui est indispensable au succès du processus de réconciliation nationale, ainsi qu'à l'application intégrale des accords conclus entre clans aux niveaux régional et national. Tous les anciens souhaiteront sans doute être représentés chaque fois que les intérêts de leur clan sont en jeu. Étant donné l'importance de ces activités aux niveaux régional et communautaire, ONUSOM II doit maintenant fournir une aide sous forme de transport et d'appui logistique pour les anciens.

34. Des consultations entre clans se tiendront pour choisir les participants à la Conférence de réconciliation nationale. Les principales factions politiques participeront à la réunion préparatoire. On estime que le coût des repas, de l'hébergement et du transport et les dépenses connexes s'élèveront à 200 000 dollars.

35. On prévoit quatre réunions entre clans, factions et anciens à raison de 100 000 dollars chacune (400 000 dollars). Le montant demandé doit également permettre de couvrir les frais de voyage des anciens et des dirigeants politiques qui se déplaceront sur l'ensemble du territoire somali pour expliquer à la population les accords conclus lors des réunions régionales et de la Conférence (150 000 dollars).

36. Le montant demandé au titre de la Conférence se fonde sur l'hypothèse que celle-ci se tiendra pendant 21 jours et que 800 délégués somalis y participeront. Il faudra héberger et nourrir les délégués à raison de 55 dollars par personne et par jour pendant 21 jours (924 000 dollars). Le taux de 55 dollars couvrira le prix des hôtels et des repas et les dépenses connexes. Il faudra louer 32 bus à raison de 100 dollars plus bus et par jour pendant 21 jours et prévoir un montant de 7 000 dollars pour les heures supplémentaires des chauffeurs (74 200 dollars). Le coût des articles de papeterie, des fournitures et articles divers est estimé à 10 000 dollars.

/...

37. Une réunion de suivi de la Conférence du Djouba inférieur se tiendra du 26 juin au 9 juillet. Le coût de ces réunions est estimé à 75 000 dollars.

3. Locaux/hébergement

i) Location de locaux 2 588 400

38. Le montant indiqué a été calculé en partant de l'hypothèse selon laquelle les locaux situés dans le sud de Mogadishu seront loués pendant toute la durée du mandat actuel. Cette mesure est nécessaire pour assurer la sécurité du siège de la mission dans l'enceinte des ambassades, la situation à Mogadishu étant imprévisible de ce point de vue. En outre, les préparatifs du processus de réconciliation politique en cours créent une situation politique délicate et pourraient en être compromis si la location des locaux était interrompue. Les locaux seront loués tant qu'on estimera que la situation politique ne s'est pas stabilisée.

39. Le montant prévu correspond à la prolongation de la location de 107 unités et à la location de 8 unités supplémentaires destinées à héberger les membres des contingents. Les dépenses prévues pour la période considérée sont récapitulées dans le tableau ci-après. On trouvera en annexe XII un récapitulatif des prévisions de dépenses par lieu d'affectation.

	<u>Loyer mensuel</u>	<u>Prévisions des dépenses sur quatre mois</u>
	En dollars	En dollars
Bureaux (6)	71 000	284 000
Entrepôts (5)	66 000	264 000
Postes de contrôle (6)	25 300	101 200
Logement des membres des contingents (35)	248 100	992 400
Logement du personnel civil à Mogadishu (48), Nairobi (2) et dans les zones et les sous-zones (13)	236 700	946 800
TOTAL		<u>2 588 400</u>

ii) Aménagement et rénovation des locaux 1 254 000

40. Des travaux d'aménagement et de rénovation devront être effectués au cours du mandat actuel. À cette fin, un appel d'offres sera lancé auprès des entreprises somaliennes en vue de la conclusion d'un marché qui portera sur le coût des matériaux, le coût de la main-d'oeuvre et les frais généraux. La rénovation des bâtiments comprendra les travaux suivants : réfection des toits et des planchers, installation électrique, plomberie, sanitaires, installation de portes, et pose de vitres et de moustiquaires dans les ouvertures pour empêcher le sable et les mouches d'entrer.

41. Le Colisée, situé sur le campus de l'université, sera restauré dans le cadre de la participation d'ONUSOM II au processus de réconciliation nationale.

/...

Il est prévu d'inaugurer l'Assemblée nationale dans ce bâtiment, après la conférence de réconciliation nationale. Le Colisée servira également de siège à l'administration somalienne, une fois le nouveau gouvernement en place. Le montant prévu pour la restauration du bâtiment est de 350 000 dollars.

42. Des travaux de rénovation devront être effectués dans les différentes zones et sous-zones en raison de l'extension de l'opération civile au cours du mandat actuel. Des travaux sont prévus à Belet Weyne, Jowhar, Hoddur, Galcayo, Hargeisa, Baidoa et Bardera. Le coût estimatif des travaux de rénovation est de 72 000 dollars pour chacune des sept zones et sous-zones, soit 504 000 dollars au total. Les locaux rénovés serviront de bureaux au personnel des antennes d'ONUSOM II.

43. Des travaux de rénovation devront être effectués à l'hôpital situé sur le campus de l'université et dont le fonctionnement est assuré par l'un des contingents. Le bâtiment a été gravement endommagé et seule une aile, comprenant deux unités, est actuellement utilisée. L'autre aile doit être rénovée pour que l'hôpital puisse fonctionner à pleine capacité. Le montant des dépenses prévues pour la remise en état de l'hôpital s'élève à 100 000 dollars.

44. Des travaux doivent aussi être effectués dans le camp de 800 personnes actuellement en construction. Il est prévu de renforcer les fondations des unités au moyen de matériaux à base de coraux, d'installer un système de drainage suffisant, de construire des allées piétonnes entre les unités et de relier ces allées aux principales voies de circulation de l'enceinte. Les bâtiments reposent sur un sol de terre rouge poudreuse, peu compact. Il est prévu de renforcer les fondations, pour éviter les dégâts dus à l'érosion pendant la saison des pluies (300 000 dollars).

iii) Fournitures d'entretien 180 000

45. Des dépenses sont prévues au titre des matériaux de construction à fournir aux contingents pour la rénovation des bâtiments, effectuée par eux, en particulier dans les zones et les sous-zones. Le coût mensuel de ces matériaux est estimé à 1 500 dollars par bataillon, soit 180 000 dollars en tout pour 30 bataillons.

iv) Services d'entretien 919 700

46. Lorsque le nouveau camp de 800 personnes entrera en service, il faudra assurer un entretien régulier des installations, aussi bien les bureaux que les logements, dans l'enceinte des ambassades, à savoir plus précisément : les bureaux d'ONUSOM II, y compris la chancellerie, où sont installés les bureaux du Représentant spécial du Secrétaire général, la cuisine, les réfectoires et les installations sanitaires, les unités d'hébergement, les parties de l'université abritant les contingents militaires et le parc de stationnement de la base de Sword. Les dépenses prévues pour l'entretien normal de ces différentes installations au cours du mandat actuel se répartissent de la façon suivante :

/...

	<u>En dollars des</u> <u>États-Unis</u>
Chancellerie	28 000
Autres bureaux	33 300
Unités d'hébergement	225 000
Cuisine, réfectoires et sanitaires	83 400
Bâtiment universitaire	550 000
TOTAL	<u>919 700</u>

v) Éclairage, chauffage, énergie et eau 3 428 000

47. Le montant estimatif des dépenses à ce titre était auparavant compris dans le prix des services fournis par la société Brown and Roots Services Corporation. Des contrats ont été conclus avec des entreprises somaliennes à l'issue d'un appel d'offres et la Brown and Roots Services Corporation a été chargée d'inspecter les travaux effectués par les entrepreneurs locaux pour s'assurer de leur qualité. Les frais d'inspection sont compris dans le prix des services facturés par la société au titre du contrat qui avait été passé avec elle. Le montant prévu correspond aux frais de production d'eau (1 336 000 dollars), d'évacuation des déchets sanitaires (736 000 dollars), d'enlèvement des déchets solides (636 000 dollars) et d'achat de carburant pour les groupes électrogènes (720 000 dollars).

iv) Construction de locaux/bâtiments préfabriqués 2 000 000

48. L'accent sera mis pendant la durée de l'exercice budgétaire actuel sur l'extension de l'opération militaire et civile dans les différentes zones et sous-zones. Il faudra donc construire des abris supplémentaires dans 10 lieux d'affectation : Belet Weyne, Jowhar, Hoddur, Galcayo, Hargeisa, Bossasso, Baidoa, Bardera, Afmadu et Baledogle. Le montant des dépenses prévues à ce titre est de 200 000 dollars par lieu d'affectation, soit 2 millions de dollars en tout.

4. Remise en état des infrastructures 8 175 000

49. Des dépenses sont prévues au titre du matériel destiné à l'entretien et à l'amélioration des pistes des aéroports et aérodromes et à l'entretien des terrains d'aviation, et à la construction d'une aérogare (3 100 000 dollars). Les travaux prévus dans les terrains d'aviation et les pistes, sur le réseau routier et dans le port de Mogadishu sont décrits ci-après.

i) Terrains d'aviation et pistes

50. On envisage de réaliser les travaux suivants :

a) Prolongation de 300 mètres de la piste de l'aérodrome de Bardera pour permettre son utilisation par des appareils AN-26;

/...

b) Réparation de la piste et de l'aire de stationnement de l'aérodrome de Baidoa;

c) Entretien de l'aérodrome de Kismayo;

d) Réparation de la piste et de l'aire de stationnement de l'aérodrome de Baledogle et installation d'un grillage en barbelé pour empêcher le bétail et les chameaux de pénétrer sur le terrain d'aviation.

Il faudra également effectuer des travaux sur les 9 kilomètres de route qui entourent la piste, d'une longueur de 3,5 kilomètres, de l'aéroport de Mogadishu. Il s'agit à l'heure actuelle d'une route non revêtue qui est aspergée d'huile deux fois par semaine pour limiter la poussière soulevée lors des décollages et des atterrissages. En raison de la densité du trafic à l'aéroport de Mogadishu, l'emploi d'huile n'est pas rentable. Il est donc prévu de construire une route bitumée. Des réparations sont également prévues sur la piste de l'aéroport, celle-ci ayant été très peu entretenue au cours de ces cinq dernières années.

51. Un montant est également prévu pour financer l'achèvement des travaux commencés au cours du mandat précédent dans l'aérogare utilisée par les Somalis à l'aéroport de Mogadishu, et où doivent être inspectés les bagages et le fret qui entrent dans le pays (500 000 dollars). Une quantité importante d'armes continue de pénétrer dans le pays, principalement par voie aérienne. Pour réduire ce trafic, ONUSOM II inspectera l'ensemble des bagages et du fret déchargés à l'aéroport de Mogadishu.

52. Des crédits sont demandés pour l'installation d'un système de contrôle aérien dans la zone de la mission (200 000 dollars). Ce système sera conforme aux normes de l'Organisation des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix et conçu en fonction des conditions particulières à ONUSOM II. Un tel système est nécessaire pour assurer la sécurité, plus de 350 vols commerciaux, effectués au moyen d'appareils civils, ayant lieu chaque jour dans le cadre d'ONUSOM II.

ii) Réfection et entretien des routes

53. Au cours du mandat précédent, des dépenses avaient été prévues au titre des services logistiques, notamment la réparation des routes, qui devaient être confiés à un entrepreneur privé. Il est proposé de continuer d'employer le même entrepreneur au cours de la période actuelle, ses services ayant donné satisfaction sur les plans de l'efficacité et du coût.

54. Des dépenses sont prévues au titre de l'achat des matériaux nécessaires à la poursuite des travaux de réparation et de construction urgents déjà entamés sur les itinéraires principaux de ravitaillement (500 000 dollars), à savoir entretien régulier des routes empierrées et des routes bitumées et réparation, le cas échéant, des ponceaux, ouvrages de drainage et ponts. On utilisera dans la mesure du possible des matériaux locaux. On achètera de l'agrégat si nécessaire. Il est proposé de poursuivre l'entretien des routes asphaltées de Mogadishu et des voies internes de l'enceinte des ambassades, commencé lors du mandat précédent. Il faudra assurer l'entretien de quelque 45 kilomètres de

/...

voie asphaltée dans Mogadishu. Le détail des travaux à poursuivre est indiqué ci-après :

- a) Route Afgooye-Balcade : amélioration et entretien sur une quarantaine de kilomètres;
- b) Route Mogadishu-Baidos : entretien de 253 kilomètres de route bitumée;
- c) Rocade de Mogadishu : entretien d'environ 8 kilomètres de route à revêtement de coraux agglomérés et de 8 kilomètres de route bitumée entre la base Hunter et l'aéroport de Mogadishu;
- d) Aéroport de Mogadishu - nouveau port : entretien d'environ 4 kilomètres de route à revêtement de coraux agglomérés et de route bitumée depuis l'intérieur de l'entrée de l'aéroport jusqu'au nouveau port, en passant par les camps du Pakistan et des Émirats arabes unis et le terminal pétrolier;
- e) Routes de l'aéroport de Mogadishu : entretien d'environ 6 kilomètres de route à revêtement de coraux agglomérés et de route bitumée, à l'exception du tronçon mentionné au paragraphe 50;
- f) Route Afgooye-Kismayo : entretien de 332 kilomètres de route à revêtement de coraux;
- g) Route Mogadishu (carrefour de la rue de Mogadishu)-Belet Weyne : entretien de 283 kilomètres de route à revêtement de coraux et de route bitumée;
- h) Route Afgooye-Marka : entretien de 65 kilomètres environ de route empierrée;
- i) Route Baido-Bardera : entretien de 190 kilomètres environ de route empierrée, y compris empierrage du tronçon non revêtu;
- j) Route du 21 octobre entre la rocade de Mogadishu et le carrefour de la rue de Mogadishu : entretien de 13 kilomètres de route;
- k) Entretien de la route d'Afgooye entre la route du 21 octobre et le rond-point K-4 (4 kilomètres);
- l) Entretien de la route d'Afgooye entre le rond-point K-4 et le rond-point du carrefour du Corso della Repubblica, de la rue de Mogadishu et du Viale Garibaldi (4 kilomètres);
- m) Entretien de la route Lénine de la base Victory au rond-point K-4 (7 kilomètres);
- n) Entretien de la rue de la Médina entre le rond-point K-4 et le nouveau port (3 kilomètres);
- o) Entretien de la rue de Mogadishu entre la route du 21 octobre et le rond-point du carrefour du Corso della Repubblica (4,5 kilomètres);

/...

p) Entretien de la rue nationale, entre le carrefour de la rue de Mogadishu et le vieux port en passant par le Lido, où elle devient la rue des Nations Unies (3,5 kilomètres);

q) Entretien de la rue Jaalie Siaad entre la route du 21 octobre et l'aéroport (4,5 kilomètres);

r) Entretien du Viale Garibaldi du rond-point du carrefour de la rue de Mogadishu et du Corso della Repubblica au vieux port (5 kilomètres);

s) Routes de l'enceinte des ambassades : entretien d'environ 2 kilomètres de route bitumée et de route à revêtement de coraux agglomérés à l'intérieur et autour de l'enceinte. Un montant supplémentaire de 800 000 dollars est prévu pour l'achat des matériaux nécessaires à la réfection des routes dans Mogadishu et à l'entretien des routes de l'enceinte.

iii) Port de Mogadishu

55. En raison de son état de délabrement, le port de Mogadishu exige un entretien constant. Le port produit des recettes, qui sont consignées dans un fonds fiduciaire en attendant d'être mises à la disposition du futur gouvernement somali. Les recettes ne sont toutefois pas suffisantes pour faire face aux frais d'entretien résultant de l'utilisation intensive du port par les navires transportant du matériel militaire, des fournitures et du fret destinés à la mission. On aura en outre absolument besoin du port de Mogadishu pour évacuer le matériel d'ONUSOM II, lorsque le mandat de la mission prendra fin, en mars 1995. Le montant total des dépenses d'entretien et de réparation du port est estimé à 1 419 000 dollars. Les dépenses prévues sont décrites en détail dans les paragraphes ci-après.

56. Le coût de remplacement des pieux de défense manquants ou endommagés est estimé à 350 000 dollars. Les frais de main-d'oeuvre et les frais généraux s'élèveront à 350 000 dollars. La réparation et le remplacement des chaperons de béton et des parpaings coûteront 39 000 dollars. Le remplacement des anneaux d'amarrage en bordure des quais devrait coûter 13 000 dollars. Le coût de la réparation et de la peinture de 50 poteaux électriques et de leurs garde-fous est évalué à 17 000 dollars et le remplacement des bollards à 55 000 dollars. Le forage de trois puits en vue de l'alimentation en eau devrait coûter 40 000 dollars par puits, soit un total de 120 000 dollars.

57. L'installation de portails à l'entrée du port devrait coûter 19 000 dollars et la construction d'installations sanitaires sur le quai nord 30 000 dollars. On évalue le coût du revêtement, du colmatage et de l'entretien du quai sud, sur une superficie de 12 000 mètres carrés environ, à 336 000 dollars. L'enseigne à l'entrée du port a besoin d'être remise en état, soit un coût de 3 000 dollars. La construction d'une station de contrôle et de signalisation coûtera 63 000 dollars et les frais de réparation du mur d'enceinte du port, d'une longueur de 1 200 mètres, devraient s'élever à 19 000 dollars.

58. Il est également proposé de remettre en état la mosquée du port, pour un coût de 5 000 dollars, afin d'éviter des risques d'accident liés au fait que les

/...

employés somalis font actuellement leurs prières en plein air dans un endroit occupé par des machines qui sont le plus souvent en fonctionnement.

59. La reconstruction des puits détruits devra être poursuivie. L'extension de l'opération civile et militaire aux zones et aux sous-zones rendra nécessaire le forage de puits supplémentaires. Il est prévu de construire des puits dans chacun des 10 nouveaux lieux d'affectation, à raison de 50 000 dollars par site (Belet Weyne, Jowhar, Hoddur, Galcayo, Hargeisa, Bossasso, Baidoa, Bardera, Afmadu et Baledogle), soit un total de 500 000 dollars.

60. Un montant de 205 000 dollars par mois (820 000 dollars) est également prévu au titre du matériel et des fournitures, plus les frais de transport par véhicules de location (336 000 dollars). L'entrepôt est prévu pour recevoir un volume minimum de fournitures pour faire face aux imprévus dans la zone de Mogadishu et dans les zones éloignées où on ne dispose pas de matériaux de construction.

5. Transports

i) Achat de véhicules -

61. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

ii) Location de véhicules 933 300

62. À l'heure actuelle, ONUSOM II dispose de 371 véhicules appartenant à l'ONU et 1 924 véhicules appartenant aux contingents (voir annexe XIX). Il est prévu de louer 102 véhicules pendant 122 jours, au prix de 75 dollars par véhicule et par jour (933 300 dollars).

iii) Matériel d'atelier -

63. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

iv) Pièces de rechange, réparations et entretien 3 162 480

64. Les réparations et l'entretien des véhicules de l'ONU à Mogadishu sont assurés par une entreprise locale qui perçoit 62 500 dollars par mois pour ce service. Un montant de 250 000 dollars est demandé pour assurer l'entretien pendant quatre mois. Le crédit prévu permettra également d'acheter des pièces de rechange, dont le coût est estimé à 330 dollars par véhicule et par mois pour les 1 924 véhicules appartenant aux contingents, les 110 véhicules militaires loués et les 60 véhicules militaires appartenant à l'ONU (2 764 080 dollars) et à 100 dollars par véhicule et par mois pour les 371 véhicules autres appartenant à l'ONU (148 400 dollars).

v) Carburant et lubrifiants 1 071 150

65. On a estimé les frais de carburant pendant quatre mois sur la base de 1,25 dollar le gallon pour les 2 465 véhicules de tous types. Il est supposé que les véhicules militaires consommeront un gallon d'essence tous les 10 miles et les véhicules autres un gallon tous les 15 miles et parcourront chacun

/...

30 miles par jour. Compte tenu d'une consommation journalière de trois gallons pour les véhicules militaires, de deux gallons pour les autres, il faudra acheter 766 404 gallons d'essence pour le premier groupe (958 000 dollars) et 90 524 gallons pour le second (113 150 dollars).

vi) Assurance 49 200

66. Le montant prévu représente le coût de l'assurance au tiers souscrite par la Mission.

6. Opérations aériennes

a) Hélicoptères

i) Location/affrètement 18 254 700

67. Il est prévu d'utiliser 27 hélicoptères de manoeuvre de type B-212, qui remplaceront les MI-17. On continuera de louer huit hélicoptères militaires de type Cobra. On utilisera également trois hélicoptères militaires qui seront fournis par les gouvernements contre remboursement et cinq Scout Kiowas. On trouvera des détails sur les frais de location de ces appareils à l'annexe XIII.

ii) Carburant et lubrifiants 2 232 000

68. On estime que les 43 hélicoptères consommeront au total 1 785 600 gallons de carburant (voir annexe XIII). Le montant prévu a été calculé sur la base de 1,25 dollar le gallon.

iii) Peinture/préparation/déploiement -

69. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

iv) Assurance responsabilité 575 000

70. Les frais d'assurance prévus pour les hélicoptères sont indiqués en détail à l'annexe XIII.

v) Pièces de rechange 950 000

71. Un montant est prévu pour l'achat des pièces de rechange nécessaires à l'entretien des huit hélicoptères de combat de type Cobra et des cinq hélicoptères Scout Kiowas.

b) Avions

i) Location/affrètement 6 364 200

72. Le montant prévu doit permettre de louer 13 avions. Les frais de location sont indiqués en détail à l'annexe XV.

ii) Carburant et lubrifiants 1 882 875

/...

73. Le montant demandé représente le coût de 1 506 300 gallons de carburant, à raison de 1,25 dollar le gallon (voir annexe XV).

iii) Peinture/préparation/déploiement -

74. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

iv) Assurance responsabilité 97 700

75. On trouvera à l'annexe XV des détails sur le montant prévu à cette rubrique.

c) Indemnité de subsistance des équipages 48 400

76. Un montant a été prévu pour quatre mois, à raison de 12 100 dollars par mois.

d) Autres dépenses

i) Services et matériel de contrôle de la circulation aérienne -

77. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

ii) Droits d'atterrissage et manutention au sol 1 360 000

78. Le montant prévu comprend 240 000 dollars par mois pour les services au sol, tels que la manutention des bagages, le chargement et le déchargement du fret et, pour les passagers, l'établissement des manifestes et l'utilisation des passerelles (960 000 dollars). Ces services sont fournis par des entreprises. On évalue à 100 000 dollars par mois les droits d'atterrissage, les frais de stationnement et de remorquage et le coût des autres services fournis dans des aéroports situés en dehors de la Somalie (400 000 dollars).

7. Opérations navales -

79. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

8. Transmissions

a) Éléments complémentaires

i) Matériel de transmissions 778 400

80. La situation étant ce qu'elle est sur le plan de la sécurité en Somalie, il faut prévoir des moyens de communication indépendants dans les différentes zones et sous-zones. Il est prévu d'installer à Mogadishu un second système de communication en réseau qui remplacerait le premier en cas de besoin. On trouvera à l'annexe XVII des détails sur le matériel de transmissions nécessaire.

ii) Pièces de rechange et fournitures 60 000

/...

81. On a prévu 15 000 dollars par mois pour les achats de pièces de rechange et de fournitures.

iii) Matériel d'atelier et d'essai 500 000

82. Le montant prévu représente le coût de 10 analyseurs de spectre (280 000 dollars) et de 14 wattmètres (210 000 dollars).

iv) Communications commerciales 745 900

83. Le montant prévu doit permettre de couvrir les frais de location pendant quatre mois d'un répéteur pour le système VSAT (41 675 dollars par mois, soit 166 700 dollars), d'un répéteur pour les communications externes par satellite (7 100 dollars par mois, soit 28 400 dollars), de deux terminaux INMARSAT A (43 000 dollars par mois, soit 172 000 dollars) et d'un terminal INMARSAT C (31 000 dollars par mois, soit 124 000 dollars). Il comprend aussi le coût des autres communications commerciales (63 700 dollars par mois, soit 254 800 dollars).

b) Système de communication en réseau -

84. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

9. Matériel divers

i) Mobilier de bureau 450 800

85. Le montant prévu servira à l'achat du mobilier de bureau indispensable et de postes de travail pour environ 500 personnes : 300 nouveaux fonctionnaires et 200 Volontaires des Nations Unies. Le coût unitaire des postes de travail est estimé à 805 dollars (402 500 dollars). Le fret représente 12 % du coût du matériel (48 300 dollars).

ii) Matériel de bureau 202 720

86. On trouvera à l'annexe VII la répartition du matériel de bureau par lieu d'affectation au 31 mai 1994. Le montant indiqué représente le coût de 20 télécopieurs (20 000 dollars), 50 petites déchiqueteuses (125 000 dollars), 50 machines à écrire électriques (36 000 dollars) et le fret correspondant (12 %, soit 21 720 dollars).

iii) Matériel informatique 855 700

87. Le montant prévu représente le coût du matériel informatique dont il faudra équiper les 226 nouveaux civils et les 3 100 personnels militaires qui seront déployés pendant la période en cours. Une liste détaillée du matériel est donnée à l'annexe XVIII.

iv) Groupes électrogènes -

88. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

/...

v) Matériel d'observation -

89. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

vi) Réservoirs d'essence et débitmètres 1 400 000

90. On a indiqué à l'annexe VII la répartition des réservoirs d'essence et débitmètres par lieu d'affectation au 31 mai 1994. Il est prévu d'acheter 50 000 citernes gonflables de 50 000 gallons chacune au prix unitaire de 25 000 dollars, soit un coût total de 1 250 000 dollars auquel il faut ajouter le fret au taux de 12 % (150 000 dollars). On pourra ainsi remplacer quatre citernes de 50 000 gallons et 144 citernes de 20 000 gallons.

vii) Matériel médical et dentaire -

91. Aucun montant n'est prévu sous cette catégorie.

viii) Équipement de logements 67 500

92. Il faudra équiper 50 logements situés dans le camp de 800 personnes où est logé le personnel d'encadrement. On prévoit d'acheter 50 canapés, 100 fauteuils, 50 tables basses, 50 bureaux avec chaise et 50 lampes de bureau.

ix) Matériel divers 460 000

93. Le montant prévu permettra d'acheter le matériel de nettoyage et les outils nécessaires pour l'entretien des bâtiments, du matériel pour les services de sécurité, notamment des appareils photographiques et des machines à plastifier servant à établir les cartes d'identité du personnel supplémentaire (150 000 dollars) et divers autres matériels destinés notamment à remplacer les articles usés ou endommagés et à faire face aux imprévus (110 000 dollars). Il est également prévu d'acheter du matériel et des équipements anti-émeutes, des boucliers de plexiglass, des visières, des fusils anti-émeutes, des matraques, des masques à gaz avec filtre, des porte-voix, des grenades lacrymogènes, des munitions non létales, des menottes souples, etc. en quantité suffisante pour équiper jusqu'à 3 500 hommes; le montant demandé (200 000 dollars) comprend le fret.

x) Matériel pour la défense des périmètres -

94. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

xi) Matériel de purification de l'eau 6 372 500

95. Il est prévu d'acheter 30 pompes à eau, dont 20 serviront à équiper de nouveaux sites et 10 à remplacer du matériel existant (6 112 500 dollars). Il est également prévu de construire quatre citernes à eau, d'une capacité de 100 000 gallons (260 000 dollars).

xii) Matériel de réfrigération 145 000

/...

96. Il est prévu d'acheter 10 chambres frigorifiques au prix unitaire de 14 500 dollars, y compris le fret (145 000 dollars). ONUSOM II dispose de 90 congélateurs et réfrigérateurs mais ce matériel est en mauvais état. Il faudra en remplacer 20 qui ne fonctionnent plus et ne peuvent être réparés. Comme le nouveau matériel comportera un compartiment congélateur et un compartiment réfrigérateur, il faudra 10 appareils seulement pour remplacer les 20 défectueux.

xiii) Tentes 2 833 000

97. Le montant indiqué représente le coût de 2 000 tentes, au prix unitaire de 1 265 dollars (2 530 000 dollars) et le fret, au taux de 12 % (303 000 dollars).

xiv) Pièces de rechange, réparations et entretien 2 430 000

98. Un montant de 50 000 dollars par mois est demandé pour acheter les pièces de rechange nécessaires à l'entretien du matériel de bureau (200 000 dollars) et 176 000 dollars pour les pièces nécessaires à l'entretien des groupes électrogènes (704 000 dollars). On prévoit encore 187 500 dollars par mois pour les pièces électriques (750 000 dollars) et 27 000 dollars par mois pour les pièces de rechange destinées à la réparation des climatiseurs et du matériel de réfrigération (108 000 dollars). Enfin, un montant de 167 000 dollars par mois est demandé pour l'entretien général d'autres types de matériel (668 000 dollars).

10. Fournitures et services

a) Services divers

i) Vérification des comptes 25 000

99. Le montant prévu couvrira le coût de la vérification externe des comptes de la Mission correspondant à la période en cours.

ii) Services contractuels 20 580 000

100. Il est prévu que la société Brown and Roots Services continuera de fournir des services contractuels, au prix de 5 millions de dollars par mois. Un montant de 145 000 dollars par mois (580 000 dollars) est également demandé pour couvrir le coût des services fournis par les entrepreneurs locaux.

iii) Services informatiques —

101. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

iv) Services de sécurité —

102. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

v) Services et traitements médicaux 150 000

/...

103. Des ressources sont prévues pour les soins médicaux qui devront être fournis dans des hôpitaux en dehors de la zone de la Mission lorsque le traitement ne pourra être assuré dans les installations médicales militaires de celle-ci.

vi) Demandes d'indemnités et règlements 200 000

104. Le montant demandé permettra de faire face aux éventuelles demandes d'indemnité.

vii) Dépenses de représentation 10 000

105. Un montant de 2 500 dollars par mois (10 000 dollars) est prévu pour financer les dépenses de représentation.

viii) Autres services divers 400 000

106. Cette rubrique regroupe les frais d'affranchissement du courrier personnel des membres des contingents militaires ainsi que d'autres services, frais bancaires, honoraires d'avocats et demandes d'indemnités et de règlements divers pour le personnel militaire et le personnel civil (100 000 dollars par mois).

b) Fournitures diverses

i) Papeterie et fourniture de bureau 400 000

107. Le montant prévu doit permettre de couvrir pendant quatre mois le coût des articles de papeterie et fournitures de bureau, des travaux d'imprimerie effectués localement, des fournitures pour la reproduction des documents et le traitement des données, qui est estimé à 100 000 dollars par mois en moyenne.

ii) Fournitures médicales 788 000

108. Des ressources sont prévues pour l'achat de médicaments, de vaccins, de comprimés antipaludiques, de pansements et de bandages pour le personnel militaire, et de fournitures médicales et dentaires, à raison de 197 000 dollars par mois.

iii) Fournitures sanitaires et de nettoyage 480 000

109. Le montant prévu permettra d'acheter des produits de nettoyage et d'autres fournitures sanitaires pour la Mission. Ces dépenses sont estimées à 120 000 dollars par mois.

iv) Fournitures pour les services de sécurité -

110. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

v) Fournitures électriques -

111. Le montant nécessaire à ce titre est inclus à la rubrique 8 a) (pièces de rechange et fournitures).

/...

vi) Abonnements 13 600

112. Un montant de 3 400 dollars par mois est demandé pour couvrir le coût des abonnements à des journaux, périodiques, indicateurs de compagnies aériennes, manuels techniques et documents juridiques et l'achat de livres de bibliothèque.

vii) Bâches pare-éclats pour véhicules -

113. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

viii) Accessoires d'uniforme, drapeaux et décalcomanies 1 018 600

114. Le montant prévu couvrira les besoins courants en casques bleus, pattes d'épaule, insignes, jeux de médailles, drapeaux et décalcomanies correspondant à 20 590 membres des contingents, à raison de 40 dollars par personne (823 600 dollars) et l'achat de gilets pare-balles et de casques pour 150 personnes, à raison de 400 dollars par personne (60 000 dollars). Il permettra aussi d'acheter des uniformes pour le personnel de service et les chauffeurs locaux et des combinaisons de mécanicien (135 000 dollars).

ix) Fournitures pour la défense des périmètres 1 578 200

115. Le montant prévu correspond au coût du matériel nécessaire : sacs de sable, fil de fer barbelé et fil à boudin, piquets de fer pour la construction de clôtures, paillasse en maille d'acier pour la construction d'aires d'atterrissage, gabions, barrières et autres matériels de défense.

x) Cartes d'état-major -

116. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

xi) Fournitures anti-émeutes 40 000

117. Un montant de 10 000 dollars par mois est prévu pour l'achat de fournitures anti-émeutes.

xii) Intendance et magasins 1 200 000

118. Le montant indiqué représente le coût des fournitures et services non compris ailleurs dans le budget (gaz butane de cuisine, bouteilles de gaz, recharges d'oxygène et d'acétylène, recharges pour extincteurs et autres fournitures consommables), à raison de 300 000 dollars par mois.

11. Fournitures et services liés aux élections -

119. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

12. Programmes d'information 587 000

120. Les ressources nécessaires sont indiquées en détail à l'annexe XX et concernent le matériel radio et vidéo, l'imprimerie et les arts graphiques, ainsi que les services contractuels de journalistes indépendants.

/...

121. Dès le début de l'ONUSOM en mai 1992, les activités d'information ont été négligées. Or, la Somalie est un pays où les adversaires arrêtaient le combat pour suivre à la radio ou à la télévision un match du championnat mondial de football. Tout au long de la période de transition très délicate devant aboutir à une paix permanente, l'opinion publique somalienne a été livrée à elle-même alors qu'il aurait fallu la préparer par un message spécifique et cohérent de portée nationale.

122. Le Département de l'information d'ONUSOM II a été réorganisé. Il comprendra maintenant trois sections : la radio et la vidéo, la presse et les arts graphiques.

Radio et vidéo

123. Depuis la destruction de la station de radio de Mogadishu, ONUSOM II a diffusé des émissions, destinées uniquement à Mogadishu, au moyen d'un très petit émetteur de 2,2 kilowatts. Ces émissions, qui comprennent des informations, des chansons, de la musique et des programmes éducatifs, durent 10 heures par jour, 8 heures en somali et 2 heures en arabe. Le nouvel émetteur AM a amélioré la qualité et la portée des émissions qui couvrent le pays tout entier. Cette section du Département produit également des programmes vidéo afin de compléter la diffusion constante d'informations sur les activités d'ONUSOM II.

Presse

124. "Maanta", qui était auparavant une simple feuille en somali et en anglais, ressemble maintenant davantage à un journal agrandi au format A4 imprimé sur du papier léger. Les articles ont augmenté d'environ 25 % et des photographies ont été ajoutées. La popularité de Maanta auprès du public somali est montée en flèche une fois que l'on a recruté du personnel plus expérimenté et plus actif.

125. Maanta est maintenant diffusé dans les marchés et dans les rues. Il est tiré à 40 000 exemplaires et devrait sous peu devenir un quotidien national de huit pages.

126. Un deuxième magazine d'information, la Weekly Review a maintenant un tirage mondial de 5 000 exemplaires. Il est prévu que la section chargée de la presse publiera en somali et en anglais des brochures et des imprimés d'information sur les activités d'ONUSOM II dans le pays.

Arts graphiques

127. Au fur et à mesure des progrès du processus de réconciliation, des articles tels que affiches, épinglettes, T-shirts et autocollants seront produits pour les réunions et les conférences.

13. Programmes de formation

128. Des ressources sont prévues pour former du personnel de sécurité qui sera chargé de protéger le personnel civil en cas d'urgence. Des fonds appropriés

/...

seront disponibles à ce titre dans le cadre des équipements antiémeute figurant dans la section 10 b).

14. Programmes de déminage 4 973 500

129. ONUSOM II fournit une aide en finançant des projets présentés par des équipes de déminage locales pour un coût mensuel de 1 100 000 dollars (4 400 000 dollars). Cette méthode s'est révélée plus rentable que de louer les services d'entreprises étrangères. L'expérience a montré que l'emploi de démineurs locaux facilite l'accès aux zones minées en raison de la proximité sociale des démineurs et des habitants. En outre, ONUSOM II ne prend pas à sa charge les frais généraux élevés tels que le coût de l'assurance. Chaque projet dure en moyenne un mois et il est prévu de déployer 12 équipes de deux personnes par mois.

130. Une école de déminage a été créée à Mogadishu et sera dirigée au départ par des étrangers. Afin d'assurer la continuité des opérations à l'expiration du mandat d'ONUSOM II, du personnel administratif et enseignant local sera recruté et formé par des spécialistes étrangers.

131. Il est prévu de fournir à chaque équipe deux détecteurs de mines par mois, deux casques munis de visières de sécurité, une trousse de premier secours et deux gilets pare-éclats. Deux trousse d'outils, comprenant notamment des sondes et des truelles, seront nécessaires pour chaque équipe, ainsi qu'une caméra vidéo pour enregistrer l'emplacement des mines. Sont également prévus des goniomètres satellite-sol afin de déterminer l'emplacement exact des mines. Le montant prévu comprend 448 500 dollars pour le matériel de déminage.

132. Le montant prévu doit également permettre d'acheter environ 100 000 piles de type D et de qualité supérieure pour un coût de 125 000 dollars. Il faudra remplacer les piles fréquemment.

15. Aide au désarmement et à la démobilisation 9 483 000

133. La démarche adoptée à l'égard du désarmement a consisté à rechercher la réconciliation nationale durant l'ensemble du processus politique afin de rapprocher les parties et d'encourager la réactivation des comités somalis chargés de la paix et du règlement des différends. Dans les régions relativement stables du pays où un accord est envisageable, ONUSOM II a collaboré avec les milices à des programmes de désarmement et de démobilisation volontaires.

134. On a commencé par la région de Bay et des projets sont envisagés pour les régions de Bakool, de Mudug et du nord-est. Ils se caractérisent par le fait que les Somalis se chargent eux-mêmes de les planifier et de les organiser par l'entremise des conseils de district et de région, tandis qu'ONUSOM II coordonne les contributions des donateurs et fournit certains fonds. Les activités sont de nature à permettre un financement au titre du programme de projets à petite échelle d'ONUSOM II.

135. Des plans détaillés de désarmement ont été mis au point au début de 1993 en consultation avec les factions. Ces plans ont été axés sur le choix

/...

d'emplacements pour le regroupement des armes lourdes et de sites provisoires pour la remise des armes légères par les miliciens. La démobilisation des miliciens et leur réinsertion dans la société constituent un processus à plus long terme qui demandera plusieurs années et des ressources considérables.

136. Il est essentiel que les Somalis participent étroitement à la planification et à l'exécution du plan de démobilisation nationale et la démarche adoptée à cet égard consistera à encourager dès que possible la constitution d'une commission nationale de démobilisation qui relèvera du Comité somali du cessez-le-feu et du désarmement. La stratégie en matière de démobilisation devrait essentiellement consister à fournir aux anciens miliciens la possibilité de s'intégrer dans la société somalie, ce qui devrait les encourager à participer au programme et à rendre leurs armes. La remise des armes ne serait pas monnayée.

137. Les milices sont classées en plusieurs groupes : les irréductibles, les temporaires, les ashamos, les auxiliaires et les morianes. Le premier groupe est constitué par un petit nombre de soldats dévoués, engagés à temps complet et recevant une solde, qui assurent la sécurité des dirigeants des factions. Leur nombre peut aller jusqu'à plusieurs centaines par faction. Au début de 1994, leur effectif total s'élevait à moins de 10 000 hommes dans l'ensemble de la Somalie.

138. Le groupe des temporaires comprend des miliciens dont la solde est irrégulière mais qui sont dévoués, politiquement motivés et prêts à participer rapidement aux combats. Ils peuvent être assimilés à des troupes de réserve, tandis que les ashamos sont des milices appartenant à divers clans dont l'engagement politique est faible. Ils ne reçoivent généralement pas de solde et seraient prêts à démobiliser si la possibilité leur en était offerte.

139. Les auxiliaires sont des miliciens temporaires qui ne reçoivent probablement pas de solde régulière. Ils sont étroitement liés à des clans mais leur tutelle politique n'est pas rigoureuse. Les morianes sont des jeunes gens à gages qui n'ont guère d'appartenance politique ou clanique.

140. Nombre de ces groupes sont capables de commettre à des degrés divers des actes de banditisme et d'autres actes criminels pour en retirer un gain. En raison de l'absence de structure militaire, il serait particulièrement difficile de démobiliser certains de ces groupes, mais nombre d'entre eux seraient intéressés par des possibilités d'emploi et de formation offrant un avenir plus stable.

141. La plupart des membres de ces groupes sont des jeunes gens de 18 à 25 ans qui n'ont guère eu de possibilités de formation ou de travail, et nombre d'entre eux sont d'anciens nomades. Leur démobilisation dépendrait non seulement de leurs antécédents et de leur éducation, mais aussi de la région où ils se trouvent. Les besoins en matière de formation et d'emploi ne seraient pas les mêmes pour les régions du nord, sèches et essentiellement pastorales, et les régions agricoles et fertiles du sud. Il serait particulièrement difficile de mettre au point des programmes destinés aux villes et aux zones urbaines, en particulier à Mogadishu où 95 % de la population n'a pas d'emploi régulier. Les

/...

programmes de reconstruction entrepris au cours des années à venir pourraient offrir de grandes possibilités de formation et d'emploi.

142. On ne dispose pas de chiffres sûrs concernant le nombre de miliciens à la fin de la guerre civile. Selon les estimations les plus fiables, il se peut qu'il y ait eu au total quelque 135 000 miliciens, y compris les auxiliaires, dans l'ensemble de la Somalie. On trouvera ci-après une ventilation par région :

<u>Zone</u>	<u>Nombre de miliciens</u>	<u>Région</u>
Nord-ouest	25 000	Awdal, Nord-ouest, Togdheer, Sanaag, Sool
Nord-est	14 000	Bari, Nugall, Mudug
Chebéli central (cours moyen)	12 000	Galgaduud, Hiraan
Ouest	15 000	Bakool, Bay, Gedo
Chebéli sud (cours inférieur)	45 000	Djouba inférieur, Djouba moyen
Mogadishu	24 000	Benadir
Total	<u>135 000</u>	

143. Certains miliciens ont peut-être repris leur ancienne vie, mais étant donné la dévastation du pays et l'effondrement de l'économie, leur nombre est sans doute très faible. Aux fins de la planification, il est supposé que 135 000 anciens miliciens participeraient au programme.

144. Aux fins de la démobilisation, les miliciens peuvent être divisés en trois groupes. Le premier groupe comprendrait ceux qui ont besoin d'une aide matérielle afin de pouvoir reprendre leur ancienne vie de nomade. Cette assistance pourrait consister en un "équipement de démobilisé" comprenant entre autres des vivres, des vêtements et des outils. Le deuxième groupe serait constitué par des jeunes gens sans qualifications qui recevraient une formation pour pouvoir participer à la reconstruction de la Somalie. Le troisième groupe comprendrait ceux qui auraient un travail mais qui sont au chômage. Des possibilités leur seraient ouvertes grâce à des programmes d'emplois indépendants.

145. L'ensemble du programme comprendra une formation professionnelle à plus long terme destinée aux travailleurs qualifiés et semi-qualifiés, ainsi que des bourses pour l'enseignement secondaire et universitaire. Des programmes de création d'emplois à l'intention des miliciens seront mis en place au niveau des conseils de district. Il est envisagé de créer des banques de développement ou des coopératives de crédit pour financer ces programmes.

146. Il est évident que le succès du plan de démobilisation est étroitement lié au relèvement économique de la Somalie et la stratégie en matière de démobilisation doit être coordonnée avec les organismes et les autorités responsables du développement économique du pays. Les programmes de formation

/...

devront anticiper les besoins du pays au fur et à mesure que ses structures et ses institutions sont remises en état.

147. Six programmes sont envisagés pour commencer le processus de démobilisation. Un montant de 9 483 000 dollars est prévu pour les frais de démarrage du plan, qui doit être exécuté en cinq ans. Ces programmes sont les suivants :

Programme de réinstallation

148. Ce programme permettra d'aider 30 000 miliciens à reprendre leur ancienne vie de nomades et d'agriculteurs. Une partie de l'assistance consistera en un "équipement de démobilisé" comprenant des vivres, des ustensiles, des vêtements et des outils. Le coût du programme est estimé à 10 dollars par milicien et par mois, pendant deux mois (600 000 dollars).

Formation professionnelle de base

149. Ce programme vise à fournir à 50 000 miliciens anciens nomades sans qualification une formation professionnelle devant leur permettre de participer à la reconstruction de la Somalie. Ces miliciens habitent maintenant dans les villes et ne retourneront pas dans leur village. Ils apprendront à devenir maçons et charpentiers et seront chargés de reconstruire les édifices publics, en particulier les bâtiments gouvernementaux; leur travail sera rémunéré en denrées alimentaires. Le coût de ce programme est estimé à 750 000 dollars par mois pendant deux mois (1 500 000 dollars).

Formation professionnelle destinée aux travailleurs qualifiés et semi-qualifiés

150. Ce groupe comprend 5 000 miliciens ayant des qualifications, ainsi que d'autres miliciens du groupe précédent, qui recevront une formation technique pour pouvoir devenir des travailleurs semi-qualifiés. Ils apprendront à être menuisiers, électriciens, mécaniciens, réparateurs de véhicules, etc. Le coût de ce programme est estimé à 300 000 dollars par mois pendant deux mois (600 000 dollars).

Enseignement secondaire et supérieur

151. La scolarité s'est interrompue en Somalie à la suite de la guerre civile; certains miliciens qui avaient suivi des études avant la guerre auront la possibilité de les reprendre à titre sélectif. Le programme se déroulera au niveau de l'enseignement secondaire (intermédiaire) et à celui de l'enseignement supérieur. D'une durée de trois ans, il devrait absorber 1 000 miliciens. Les ressources prévues devraient permettre de couvrir les dépenses concernant la remise en état de quatre grandes écoles en Somalie, le traitement des enseignants, le logement des étudiants et l'achat de matériel de base. Le coût de ce programme est estimé durant la période du mandat actuel à 250 000 dollars par école, pour quatre écoles (1 million de dollars).

/...

Programme de création d'emplois

152. Ce programme doit entrer dans le cadre d'un plan de développement global de la Somalie afin de créer des possibilités d'emplois durables à l'intention de 30 000 miliciens. Il s'agira de remettre en état des entreprises agricoles dans les districts du pays. Le programme comportera le développement de certaines infrastructures. Son coût dans 17 districts est estimé à 160 000 dollars par district (2 720 000 dollars).

Création de banques de développement

153. La nécessité de lancer un tel programme vient du fait que le système de banque et de crédit s'est effondré dans le pays. Il s'agit d'appuyer de petites entreprises de façon que des emplois puissent être créés spontanément à l'intention des miliciens. Il est prévu que certains miliciens constitueront des coopératives grâce auxquelles des crédits bancaires seront accordés à des activités dans le domaine du transport et à d'autres activités à petite échelle et à coût réduit. L'effet multiplicateur d'initiatives de ce genre est énorme. Ces activités pourraient absorber 18 000 miliciens. Le coût du programme est estimé à 177 000 dollars par district dans 17 districts (3 009 000 dollars).

154. Des fonds sont également prévus pour organiser cinq ateliers d'information (50 000 dollars), ainsi que pour acheter des articles de papeterie, stylos, crayons et autres fournitures, à raison de 1 000 dollars par mois pendant quatre mois (4 000 dollars).

16. Fret aérien et de surface

i) Transport du matériel appartenant aux contingents 5 100 000

155. Le montant prévu correspond à la mise en place des véhicules, du matériel et des fournitures appartenant aux contingents (4 250 000 dollars) et au rapatriement du matériel des contingents (850 000 dollars).

ii) Affrètement de navires pour le ravitaillement —

156. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

iii) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées 3 702 000

157. Le montant prévu correspond aux frais d'expédition, de manutention et de transit à destination et en provenance de la zone de la mission, à raison de 925 500 dollars par mois.

17. Système intégré de gestion : 169 300

158. Le montant prévu correspond à la part proportionnelle (quatre mois en 1994) du financement du Système intégré de gestion.

18. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix 3 156 200

/...

159. Conformément à la méthode qui a été proposée pour imputer le coût des postes autorisés sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, ce montant correspond à 8,5 % des dépenses totales de personnel civil inscrites à la rubrique 2 b) ci-dessus.

19. Contributions du personnel 4 358 800

160. Les dépenses de personnel apparaissent en chiffres nets à la rubrique 2 b). Le montant indiqué à la présente rubrique représente la différence entre les émoluments bruts et nets, c'est-à-dire les retenues auxquelles sont soumis les traitements des fonctionnaires de l'ONU conformément au Statut du personnel de l'Organisation.

20. Recettes provenant des contributions du personnel (4 358 800)

161. Le montant correspondant aux contributions du personnel, qui apparaît à la rubrique 19, a été crédité à la présente rubrique en tant que recettes provenant des contributions du personnel et sera porté au crédit du Fonds de péréquation des impôts que l'Assemblée générale a institué par sa résolution 973 A (X) du 15 décembre 1955. Les États Membres sont crédités d'une partie des avoirs du Fonds, au prorata de leur quote-part dans le budget d'ONUSOM II.

ANNEXE V

Prévisions de dépenses pour la période allant du 1er octobre 1994
au 31 mars 1995 : renseignements complémentaires

I. PARAMÈTRES BUDGÉTAIRES

1. Sauf indication contraire, les prévisions de dépenses pour la période de six mois commençant le 1er octobre 1994 sont fondées sur les éléments indiqués dans l'annexe II.

Personnel militaire

2. Les dépenses prévues se rapportent à 22 000 militaires, tous grades confondus, dont 17 657 membres d'unités d'infanterie et 4 343 membres d'unités de soutien logistique.

II. RESSOURCES NÉCESSAIRES

(En dollars des États-Unis)

1. Personnel militaire

a) <u>Observateurs militaires</u>	—
b) <u>Contingents</u>	
i) <u>Remboursement aux gouvernements aux coûts standard</u>	135 394 600

3. Le montant prévu est destiné à rembourser aux gouvernements 132 000 mois-homme de soldes et d'indemnités (130 416 000 dollars), plus un supplément pour un nombre restreint de spécialistes, soit 10 % des unités d'infanterie (3 082 900 dollars) et 25 % des unités de soutien (1 895 700 dollars). Un montant de 9 240 000 dollars est également prévu pour l'amortissement de tous les articles personnels d'habillement, du paquetage et de l'équipement pour 132 000 mois-homme aux taux standard.

ii) <u>Détente et loisirs</u>	2 128 500
---	-----------

4. Le montant prévu doit permettre de verser à tous les membres des contingents 10,50 dollars par jour pendant un maximum de sept jours de congé de détente par période de six mois de service (1 732 500 dollars). Compte tenu de l'expérience acquise, on a également prévu pour d'autres activités de détente ou activités sportives 3 dollars par homme et par mois pour 132 000 mois-homme (396 000 dollars).

iii) <u>Rations</u>	30 910 880
-------------------------------	------------

5. Le montant prévu pour approvisionner en denrées alimentaires et en eau en bouteille tout le personnel militaire de la Force est conforme aux barèmes approuvés pour les rations. Il a été calculé sur la base de 7 dollars par

/...

personne pour 4 004 000 jours-ration (28 028 000 dollars). Un montant est également prévu pour 4 004 000 jours-homme d'eau potable, au taux de 1 dollar par jour (4 004 000 dollars). Le coût total a été réduit de 3,5 % (1 121 120 dollars) pour tenir compte des périodes d'absence en congé de détente.

iv) Indemnité journalière 5 125 100

6. Un montant est prévu pour le versement à tout le personnel militaire d'une indemnité journalière de 1,28 dollar par jour au titre des faux frais. Le montant prévu correspond à 4 004 000 jours-homme.

v) Indemnité de subsistance (missions) 30 000

7. Le montant prévu a été calculé sur la base du versement de 10 indemnités par mois pour 300 jours-homme au total, au taux journalier moyen de 100 dollars (30 000 dollars).

vi) Déploiement, relève et rapatriement 11 880 000

8. Un montant est prévu au titre des frais de voyage pour la relève de 22 000 hommes, le coût par personne étant estimé à 540 dollars.

b) Autres dépenses afférentes aux contingents

i) Matériel appartenant aux contingents 4 100 000

9. Le montant prévu est destiné à dédommager les gouvernements fournissant des contingents de l'utilisation des véhicules appartenant aux contingents et du matériel fourni à ces derniers à la demande de l'Organisation des Nations Unies (45 580 000 dollars), ainsi que de la location de matériel pour un coût de 32 850 dollars par mois pendant six mois (1 971 000 dollars).

ii) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité 4 400 000

10. Le montant prévu est destiné à rembourser aux gouvernements les sommes qu'ils pourraient être amenés à verser, pour les membres de leurs contingents, en cas de décès, de blessure, d'invalidité ou de maladie imputable au service auprès d'ONUSOM II, le versement moyen étant estimé à 40 000 dollars. Les dépenses prévues ont été calculées sur la base de 1 % de l'effectif moyen de 22 000 hommes pour la période considérée.

2. Personnel civil

a) Police civile -

11. Aucun montant n'est demandé à cette rubrique.

b) Personnel international et personnel local

i) Traitements du personnel international 20 422 300

/...

12. Le tableau d'effectifs prévu est le même que celui proposé pour la période prenant fin le 30 septembre 1994. Le montant demandé correspond à un total de 861 fonctionnaires internationaux. On trouvera à l'annexe XI la ventilation des dépenses salariales par catégorie de personnel.

ii) Traitements du personnel local 13 800 000

13. Le montant prévu, qui correspond à la rémunération de 3 000 agents recrutés sur place, a été calculé sur la base des barèmes locaux applicables dans la zone de la mission.

iii) Dépenses communes de personnel 12 630 600

14. Les dépenses communes de personnel, indiquées en détail à l'annexe XI, ont été calculées d'après les barèmes standard.

iv) Indemnité de subsistance (missions) 13 302 700

15. L'indemnité de subsistance (missions) du personnel international est calculée comme indiqué à l'annexe XI.

v) Frais de voyage à destination et en provenance
de la zone de la mission 602 000

16. Le montant indiqué correspond aux frais de voyage de quelque 86 fonctionnaires supplémentaires, à raison de 7 000 dollars par voyage aller retour.

vi) Autres voyages autorisés 90 000

17. Le montant indiqué représente le coût de 12 autres voyages à effectuer entre New York et la zone de la mission pour des réunions de coordination et des consultations, à raison de 7 000 dollars par voyage en moyenne, y compris l'indemnité de subsistance en voyage (84 000 dollars). Est également comprise l'indemnité de subsistance en voyage des membres du personnel qui assisteront à des conférences organisées en dehors de la Somalie ou qui se rendront à Nairobi, Djibouti et d'autres localités de pays voisins dans l'exercice de leurs fonctions, soit 60 jours de voyage au total à raison de 100 dollars par jour (6 000 dollars).

c) Agents contractuels internationaux 2 520 000

18. Le montant demandé doit permettre d'utiliser les services de 100 agents contractuels à raison de 4 200 dollars par personne et par mois pendant six mois.

d) Volontaires des Nations Unies 5 670 000

19. Le montant indiqué concerne les services de 225 Volontaires des Nations Unies au maximum, à raison de 4 200 dollars par personne et par mois pendant six mois.

/...

e) Personnel fourni par des gouvernements -

20. Aucun montant n'est prévu à cette rubrique.

f) Coûts afférents à des conférences 200 000

21. ONUSOM II continuera de contribuer à parrainer les réunions entre clans aux fins de consultations et d'appui à l'application des accords conclus à la Conférence de réconciliation nationale. Quatre réunions sont prévues, à raison de 50 000 dollars chacune (200 000 dollars).

3. Locaux/hébergement

i) Location de locaux 1 069 800

22. Le montant indiqué correspond à la location de 107 locaux déjà occupés. Il a été calculé déduction faite de huit unités destinées au logement des troupes, sur la base des taux indiqués au paragraphe 39 de l'annexe IV du présent additif.

ii) Aménagement et rénovation des locaux 500 000

23. Des travaux de rénovation sont prévus dans 10 lieux d'affectation, pour un coût de 50 000 dollars par site.

iii) Fournitures d'entretien 540 000

24. Un montant de 90 000 dollars par mois (540 000 dollars) est prévu au titre des fournitures d'entretien.

iv) Services d'entretien 667 200

25. Le crédit prévu doit permettre d'assurer l'entretien et la maintenance des bureaux et des logements à raison de 111 200 dollars par mois (667 200 dollars).

v) Éclairage, chauffage, énergie et eau 3 684 000

26. Le montant mensuel total des frais prévus à ce titre pour la production d'eau, l'assainissement, l'évacuation des déchets solides et le fonctionnement des groupes électrogènes est de 614 000 dollars.

vi) Construction de locaux/bâtiments préfabriqués 1 000 000

27. Le montant prévu doit permettre de couvrir les frais de construction de 10 locaux dans les zones, à raison de 100 000 dollars par site.

4. Remise en état des infrastructures 4 356 000

28. Le programme de remise en état des infrastructures sera poursuivi. Le coût du programme est évalué à 726 000 dollars par mois.

/...

5. Transports

a) Achat de véhicules —

29. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

b) Location de véhicules 1 392 300

30. Il est prévu de louer 102 véhicules au taux de 75 dollars par véhicule et par jour.

c) Matériel d'atelier —

31. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

d) Pièces de rechange, réparations et entretien 5 355 600

32. Les réparations et l'entretien des véhicules de l'ONU à Mogadishu ont été confiés à un entrepreneur local qui perçoit 62 500 dollars par mois pour ce service (375 000 dollars).

33. Le montant prévu comprend également le coût des pièces de rechange qui seront nécessaires pour 2 050 véhicules militaires (4 920 000 dollars) et 100 véhicules autres (60 000 dollars).

e) Carburant et lubrifiants 1 474 700

34. Le montant prévu correspond au coût de 1 143 324 gallons d'essence pour 2 094 véhicules militaires à raison de 1,25 dollar le gallon (1 429 155 dollars) et de 36 400 gallons pour 100 véhicules autres au même prix (45 500 dollars).

f) Assurance 24 000

35. Le montant prévu représente la prime d'assurance au tiers souscrite par la mission.

6. Opérations aériennes

a) Hélicoptères

i) Location/affrètement 28 049 800

36. On estime à 28 049 800 dollars le coût de la location de 43 hélicoptères pendant six mois (détails à l'annexe XIV).

ii) Carburant et lubrifiants 3 618 000

37. On estime que les 43 hélicoptères consommeront au total 2 894 400 gallons de carburant et que celui-ci coûtera 1,25 dollar le gallon (voir annexe XIV).

/...

- iii) Peinture/préparation/déploiement -
38. Aucun montant n'est prévu à ce titre car la flotte d'hélicoptères ne sera pas modifiée.
- iv) Assurance 862 500
39. Les frais d'assurance associés à l'utilisation des hélicoptères sont indiqués en détail à l'annexe XIV.
- v) Pièces de rechange 1 500 000
40. Le montant demandé (1 500 000 dollars) servira à l'achat de pièces de rechange pour huit hélicoptères militaires de type Cobra et cinq hélicoptères de type Scout Kiowa.
- b) Avions
- i) Location/affrètement 9 546 300
41. On estime à 9 546 300 dollars les frais de location de 13 avions pendant six mois (voir annexe XVI).
- ii) Carburant et lubrifiants 2 824 300
42. L'estimation repose sur l'hypothèse que les avions indiqués à l'annexe XVI consommeront 2 259 450 gallons de carburant, à 1,25 dollar le gallon.
- iii) Peinture/préparation/déploiement -
43. Comme la flotte ne sera pas modifiée, aucun montant n'est demandé à ce titre.
- iv) Assurance responsabilité 146 600
44. Les frais d'assurance prévus pour les avions sont indiqués en détail à l'annexe XVI.
- c) Indemnité de subsistance des équipages 72 600
45. Un montant a été prévu pour six mois à raison de 12 100 dollars par mois.
- d) Autres dépenses
- i) Services et matériel de contrôle de la circulation aérienne -
46. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

/...

ii) Droits d'atterrissage et manutention au sol . 2 040 000

47. Un montant de 100 000 dollars par mois (600 000 dollars) est prévu pour les droits d'atterrissage, le stationnement, le remorquage et autres services fournis dans des aéroports situés en dehors de la Somalie, et un second montant de 240 000 dollars par mois (1 440 000 dollars) pour les services au sol tels que la manutention des bagages.

7. Opérations navales -

48. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

8. Transmissions

a) Éléments complémentaires

i) Matériel de transmissions 100 000

49. Le montant prévu correspond au coût de deux terminaux INMARSAT "A" (60 000 dollars), d'un terminal INMARSAT "M" (25 000 dollars) et d'autres équipements satellite (15 000 dollars).

ii) Pièces de rechange et fournitures 210 000

50. Le montant indiqué correspond au coût des pièces de rechange et des fournitures (35 000 dollars par mois).

iii) Matériel d'atelier et d'essai -

51. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

iv) Communications commerciales 1 157 200

/...

52. Le montant prévu permettra de financer les dépenses ci-après :

<u>Description</u>	<u>Nombre de mois de location</u>	<u>Coût mensuel de la location</u> (dollars)	<u>Coût estimatif</u> (dollars)
Location d'un répéteur pour le système VSAT	6	41 666	250 000
Location d'un répéteur pour les communications externes par satellite	6	7 100	42 600
Frais d'utilisation d'INMARSAT	6	74 000	444 000
Autres communications commerciales (téléphone, télex, frais postaux, appels internationaux, etc.)	6	70 100	420 600
			<u>1 157 200</u>

b) Système de communication en réseau -

53. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

9. Matériel divers

i) Mobilier de bureau --

54. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

ii) Matériel de bureau -

55. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

/...

iii) Matériel informatique 317 900

56. On prévoit d'acheter le matériel suivant :

	<u>Nombre d'unités</u>	<u>Coût unitaire</u> (Dollars)	<u>Coût total</u> (Dollars)
Accessoires	—	—	50 000
Outils	—	—	10 000
Alimentation non interruptible APC (600 VA)	50	400	20 000
Ordinateurs Compaq série Pro Servers (grande capacité)	2	20 000	40 000
Ordinateurs de bureau	50	1 380	69 000
Imprimantes LaserJet (5 mégaoctets)	4	4 000	16 000
Imprimantes LaserJet IV	20	1 500	30 000
Écran SVGA 14 pouces (220v/50 Hz)	50	325	16 250
Logiciel			32 500
Total partiel			283 800
Fret (12 %)			34 100
TOTAL			317 900

iv) Groupes électrogènes —

57. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

v) Matériel d'observation —

58. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

vi) Réservoirs d'essence et débitmètres —

59. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

vii) Matériel médical et dentaire —

60. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

viii) Équipement des logements 200 000

61. Le montant prévu correspond au coût de 200 climatiseurs (18 000 BTU).

ix) Matériel divers —

62. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

/...

- x) Matériel pour la défense des périmètres . . . -
63. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.
- xi) Matériel de purification de l'eau -
64. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.
- xii) Matériel de réfrigération -
65. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.
- xiii) Tentes -
66. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.
- xiv) Pièces de rechange, réparations et entretien . 1 995 900
67. Le montant prévu représente le coût des pièces de rechange pour les climatiseurs et les réfrigérateurs et des outils, des gaz (fréon et gaz utilisés dans les chalumeaux) et des filtres nécessaires à l'entretien du matériel (200 000 dollars). Un crédit de 1 023 900 dollars est également demandé au titre des pièces de rechange pour les groupes électrogènes. On estime à 250 000 dollars le coût des pièces de rechange pour le matériel de bureau, dont les photocopieuses. Enfin, on prévoit également un montant de 18 000 dollars pour acheter les pièces de rechange dont auront besoin les ateliers d'entretien du matériel électrique et un montant de 84 000 dollars par mois (504 000 dollars) pour l'entretien général du mobilier et du matériel.
10. Fournitures et services
- a) Services divers
- i) Vérification des comptes 25 000
68. Le montant demandé représente les coûts de la vérification des comptes de la Mission correspondant à la période considérée.
- ii) Services contractuels 30 000 000
69. Les services contractuels seront fournis par un entrepreneur local à un coût estimé à 5 millions de dollars par mois.
- iii) Services informatiques -
70. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.
- iv) Services de sécurité -
71. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

/...

v) Services et traitements médicaux 225 000

72. Un montant de 37 500 dollars par mois est demandé pour couvrir le coût des traitements médicaux qui devront être fournis dans les hôpitaux en dehors de la zone de la mission lorsque le traitement ne pourra être assuré dans les installations médicales militaires de celle-ci.

vi) Demandes d'indemnités et règlements -

73. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

vii) Dépenses de représentation 15 000

74. Un montant de 2 500 dollars par mois est prévu pendant six mois pour couvrir le coût de réceptions organisées en l'honneur de notables locaux dans le contexte de visites d'amitié effectuées dans l'intérêt de la Mission.

viii) Autres services divers 60 000

75. Cette rubrique regroupe les frais d'affranchissement du courrier personnel des membres des contingents militaires ainsi que d'autres services, frais bancaires, honoraires d'avocats et demandes d'indemnités et de règlements divers pour le personnel militaire et le personnel civil (10 000 dollars par mois).

b) Fournitures diverses

i) Papeterie et fourniture de bureau 420 000

76. Le montant prévu doit permettre de couvrir pendant six mois le coût des articles de papeterie et fournitures de bureau, des travaux d'imprimerie effectués localement, des fournitures pour la reproduction des documents et le traitement des données, des rubans d'imprimante et autres articles, qui est estimé à 70 000 dollars par mois.

ii) Fournitures médicales 1 182 000

77. Des ressources sont prévues pour l'achat de médicaments, de vaccins, de comprimés antipaludiques, de pansements et de bandages pour le personnel militaire, à raison de 197 000 dollars par mois.

iii) Fournitures sanitaires et de nettoyage 720 000

78. Le montant prévu permettra d'acheter des produits de nettoyage et d'autres fournitures sanitaires pour la Mission. Ces dépenses sont estimées à 120 000 dollars par mois.

iv) Fournitures pour les services de sécurité -

79. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

/...

- v) Fournitures électriques -
80. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.
- vi) Abonnements 20 400
81. Un montant de 3 400 dollars par mois est demandé pour couvrir le coût des abonnements à des journaux, périodiques, indicateurs de compagnies aériennes, manuels techniques et documents juridiques et l'achat de livres de bibliothèque.
- vii) Bâches pare-éclats pour véhicules -
82. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.
- viii) Accessoires d'uniforme, drapeaux et décalcomanies 990 700
83. Le montant prévu est destiné à couvrir pendant six mois le coût de fourniment aux couleurs de l'ONU, notamment bérets bleus, insignes, brassards, casquettes et foulards pour les 22 000 nouveaux arrivants qui assureront la relève pendant cette période. Il servira aussi à l'achat de drapeaux, de décalcomanies et de jeux de médaille. Enfin, il faudra équiper 150 personnes de gilets pare-balles et de casques et remplacer les uniformes du personnel de service et des chauffeurs locaux et les combinaisons des mécaniciens.
- ix) Fournitures pour la défense des périmètres 1 173 200
84. Le montant prévu correspond au coût du matériel nécessaire : sacs de sable, fil de fer barbelé et fil à boudin, piquets de fer, gabions, barrières et autres matériels de défense.
- x) Cartes d'état-major -
85. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.
- xi) Fournitures anti-émeutes 40 000
86. Un montant de 40 000 dollars est demandé à ce titre.
- xii) Intendance et magasins 900 000
87. Le montant indiqué représente le coût des fournitures et services non compris ailleurs dans le budget (gaz butane de cuisine, bouteilles de gaz, recharges d'oxygène et d'acétylène, recharges pour extincteurs et autres fournitures consommables), à raison de 150 000 dollars par mois pendant six mois.
11. Fournitures et services liés aux élections -
88. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.
12. Programmes d'information 568 200

/...

89. Le montant prévu doit permettre d'assurer la publication d'articles et de photographies dans le quotidien Maanta et dans la Weekly Review par des journalistes indépendants (90 000 dollars), ainsi que la location de moyens de transport pour diffuser ces journaux (100 000 dollars). Il doit permettre d'acheter du matériel et des fournitures d'imprimerie tels que crayons correcteurs, produits chimiques, encre à divers usages, grandes enveloppes pour la distribution des journaux et pièces détachées pour les presses.

13. Programme de formation de la police -

90. Aucun montant n'est prévu sous cette rubrique.

14. Programmes de déminage 4 671 800

91. Le montant prévu doit permettre d'acheter du matériel tel que détecteurs de mines, casques munis de visières de sécurité, gilets pare-éclats, trousses d'outils, y compris des sondes et des truelles, goniomètres satellite-sol et autres équipements nécessaires. Il doit également permettre d'assurer la formation du personnel ainsi que l'entretien de l'école de déminage qui a été créée.

15. Aide au désarmement et à la démobilisation 4 880 000

92. Le montant prévu doit permettre de poursuivre les programmes suivants :

Programme de réinstallation

93. Ce programme permettra d'aider 30 000 miliciens à reprendre leur ancienne vie de nomades et d'agriculteurs et est estimé à six dollars par milicien et par mois, pendant six mois (1 080 000 dollars).

Formation professionnelle de base

94. Ce programme vise à fournir à 50 000 miliciens anciens nomades sans qualifications une formation devant leur permettre de participer à la reconstruction de la Somalie. Ces miliciens habitent maintenant dans les villes et ne retourneront pas dans leur village. Le coût du programme est estimé à 200 000 dollars par mois pendant six mois (1 200 000 dollars).

Formation professionnelle destinée aux travailleurs qualifiés et semi-qualifiés

95. Ce groupe comprend 5 000 miliciens ayant des qualifications, ainsi que d'autres miliciens du groupe précédent, qui recevront une formation technique complémentaire pour pouvoir devenir des travailleurs semi-qualifiés. Le coût de ce programme est estimé à 100 000 dollars par mois pendant six mois (600 000 dollars).

Enseignement secondaire et supérieur

96. Ce programme, d'une durée prévue de trois ans, devrait absorber 1 000 miliciens. Les fonds doivent permettre d'entretenir quatre écoles à raison de 50 000 dollars par mois (300 000 dollars).

/...

Programme de création d'emplois

97. Le coût de ce programme dans 17 districts est estimé à 100 000 dollars par district (1 700 000 dollars).

Création de banques de développement .

98. Aucun autre montant n'est prévu pour ce programme.

16. Fret aérien et de surface

i) Transport du matériel appartenant aux contingents 525 000

99. Il sera nécessaire de transporter jusqu'aux ports ou jusqu'à Mogadishu le matériel et les fournitures de 10 bataillons situés à l'extérieur de Mogadishu aux fins du rapatriement durant le retrait de la Mission de Somalie.

ii) Affrètement de navires pour le ravitaillement . . 540 000

100. Le montant indiqué correspond à l'affrètement de navires à raison de 90 000 dollars par mois.

iii) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées 5 553 000

101. Le montant correspond aux frais d'expédition, de manutention et de transit du matériel et des fournitures de 30 bataillons. Il est estimé à 925 500 dollars par mois.

17. Système intégré de gestion 254 000

102. Le montant indiqué correspond à la part proportionnelle (six mois en 1994) du financement du Système intégré de gestion.

18. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix . 5 172 000

103. Conformément à la méthode qui a été proposée pour imputer le coût des postes autorisés sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, le montant correspond à 8,5 % du total des traitements, des dépenses communes de personnel et des frais de voyage des membres du personnel civil dans la zone de la mission.

19. Contributions du personnel 8 336 700

104. Les dépenses de personnel apparaissent en chiffres nets à la rubrique 2 b) ci-dessus. Le montant indiqué ici correspond à la différence entre les émoluments bruts et nets, c'est-à-dire les retenues auxquelles sont soumis les traitements des fonctionnaires de l'ONU conformément au Statut du personnel de l'Organisation.

20. Recettes provenant des contributions du personnel . . . (8 336 700)

/...

105. Le montant correspondant aux contributions du personnel, qui apparaît à la rubrique 19, a été crédité à la présente rubrique en tant que recettes provenant des contributions du personnel et sera porté au crédit du Fonds de péréquation des impôts que l'Assemblée générale a institué par sa résolution 973 A (X) du 15 décembre 1955. Les États Membres sont crédités d'une partie des avoirs du Fonds, au prorata de leur quote-part dans le budget d'ONUSOM II.

ANNEXE VI

Répartition du personnel militaire et civil par lieu d'affectation
au 31 mai 1994

	Quartier général d'ONUSOM II	Baidoa	Belet Weyne	Bossaso	Dusa-mareb	Hargeisa	Kismayo	Nairobi	Autres lieux	Total
Unités d'infanterie										
Bangladesh	—	940	—	—	—	—	—	—	—	940
Botswana	—	433	—	—	—	—	—	—	—	433
Egypte	1 633	—	—	—	—	—	—	—	—	1 633
Inde	—	2 400	—	—	—	—	800	—	—	3 200
Malaisie	955	—	—	—	—	—	—	—	—	955
Népal	313	—	—	—	—	—	—	—	—	313
Nigéria	—	—	702	—	—	—	—	—	—	702
Pakistan	4 700	—	—	—	—	—	—	—	—	4 700
Zimbabwe	—	800	193	—	—	—	—	—	—	993
Total partiel	7 601	4 573	895	—	—	—	800	—	—	13 869
Unités d'appui logistique										
Australie	69	—	—	—	—	—	—	—	—	69
Inde	—	1 573	—	—	—	—	—	—	—	1 573
Irlande	82	—	—	—	—	—	—	—	—	82
Nouvelle-Zélande	43	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Pakistan	2 188	—	—	—	—	—	—	—	—	2 188
Roumanie	231	—	—	—	—	—	—	—	—	231
Total partiel	2 613	1 573	—	—	—	—	—	—	—	4 186
Quartier général										
Canada	6	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Section des services généraux	63	—	—	—	—	—	—	—	—	63
Commandant de la Force/ Compagnie de sécurité	15	—	—	—	—	—	—	—	—	15
Quartier général de la Force	234	—	—	—	—	—	—	—	—	234
Inde	150	—	—	—	—	—	—	—	—	150
Italie	13	—	—	—	—	—	—	—	—	13
République de Corée	6	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Pakistan	250	—	—	—	—	—	—	—	—	250
Prévôté	109	—	—	—	—	—	—	—	—	109
Total partiel	846	—	—	—	—	—	—	—	—	846
Total	11 060	6 146	895	—	—	—	800	—	—	18 901

/...

ANNEXE VII

Répartition du gros matériel par lieu d'affectation au 31 mai 1994

	Quartier général d'ONUSOM II	Baidoa	Belet Weyne	Bossasso	Dusa-mareb	Hargeisa	Kismayo	Nairobi	Autres lieux	Total
1. Matériel de transmission										
Matériel VHF										
Répéteurs	16	2	—	1	—	1	1	1	1	23
Stations fixes	17	2	8	2	—	4	2	2	—	37
Stations mobiles	100	10	5	5	—	3	—	—	—	125
Unités portatives	495	178	259	130	—	160	98	30	90	1 440
Système par réseaux	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Matériel HF										
Emetteur-récepteur fixe	—	—	—	—	—	—	—	1	10	11
Emetteur-récepteur mobile	—	—	1	2	—	2	—	—	—	5
Emetteur-récepteur portatif, PRC-1099	2	—	1	3	—	1	3	—	39	49
ICOM mobile	3	—	—	2	—	—	—	—	9	14
ICOM fixe	—	—	—	—	—	—	—	—	18	18
ICOM fixe	1	3	1	2	—	—	—	—	9	16
Total	635	195	275	147	—	171	106	34	176	1 739
2. Groupes électrogènes (Kilovolt-ampère)										
910	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
590	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
575	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
500	12	—	—	—	—	—	—	—	—	12
350	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
320	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
250	12	—	—	—	—	—	—	—	—	12
200	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
187	6	—	—	—	—	—	—	—	—	6
150	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2
135	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
125	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
100	20	3	—	1	—	1	—	—	—	25
88	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
85	12	—	—	—	—	—	—	—	—	12
60	3	2	—	—	—	—	—	—	—	5
50	6	—	—	—	—	1	1	—	—	8
40	2	—	—	—	—	2	1	—	—	5
29,2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
27	43	5	—	—	—	—	—	—	—	52
25	25	—	4	—	—	—	—	—	—	30
22	1	2	—	1	—	1	3	—	—	3

	Quartier général d'ONUSOM II	Baidoa	Belet Weyne	Bossaso	Dusa-mareb	Hargeisa	Kismayo	Nairobi	Autres lieux	Total
20	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
16,4	68	10	6	2	—	4	4	—	—	94
15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	32	10	—	—	—	—	—	—	—	42
13,8	101	3	—	—	—	—	—	—	—	104
13,5	15	—	—	—	—	—	—	—	—	15
12,5	8	—	—	—	—	—	—	—	—	8
9	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
8,5	6	—	—	—	—	—	—	—	—	6
8	6	—	—	—	—	—	—	—	—	6
7,5	8	1	—	—	—	—	—	—	—	9
7	35	—	—	—	—	—	—	—	—	35
5	34	6	—	1	—	1	5	—	—	47
3,5	2	1	—	—	—	—	—	—	—	3
Total	488	45	10	5	—	10	14	—	—	572
3. Matériel de bureau										
Calculatrices	42	—	1	—	—	—	—	—	—	43
Machines à écrire	155	5	2	2	—	3	4	—	—	171
Télécopieurs	145	3	—	3	—	1	—	—	—	152
Déchiquteurs	97	12	3	—	—	4	4	—	—	120
Photocopieuses (extra-grandes)	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Photocopieuses (grandes)	111	2	1	2	—	—	—	—	4	120
Photocopieuses (moyennes)	120	6	1	1	—	5	3	—	7	143
Photocopieuses (petites)	123	7	2	2	—	1	1	2	9	147
Total	797	35	10	10	—	14	12	2	20	900
4. Travaux de construction et unités préfabriquées										
Travaux de construction dans les zones	—	4	2	—	—	—	1	—	—	7
Logements (unités)	466	168	—	—	—	—	6	—	—	640
Conteneurs	72	—	—	—	—	—	—	—	—	72
Ablutions (unités)	21	11	—	—	—	—	1	—	—	33
Cuisines/mess (unités)	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Bureaux	310	—	—	—	—	—	—	—	—	310
Réfrigération (unités)	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Conteneurs d'entreposage	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Ateliers	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Total	879	183	2	—	—	—	8	—	—	1 072

/...

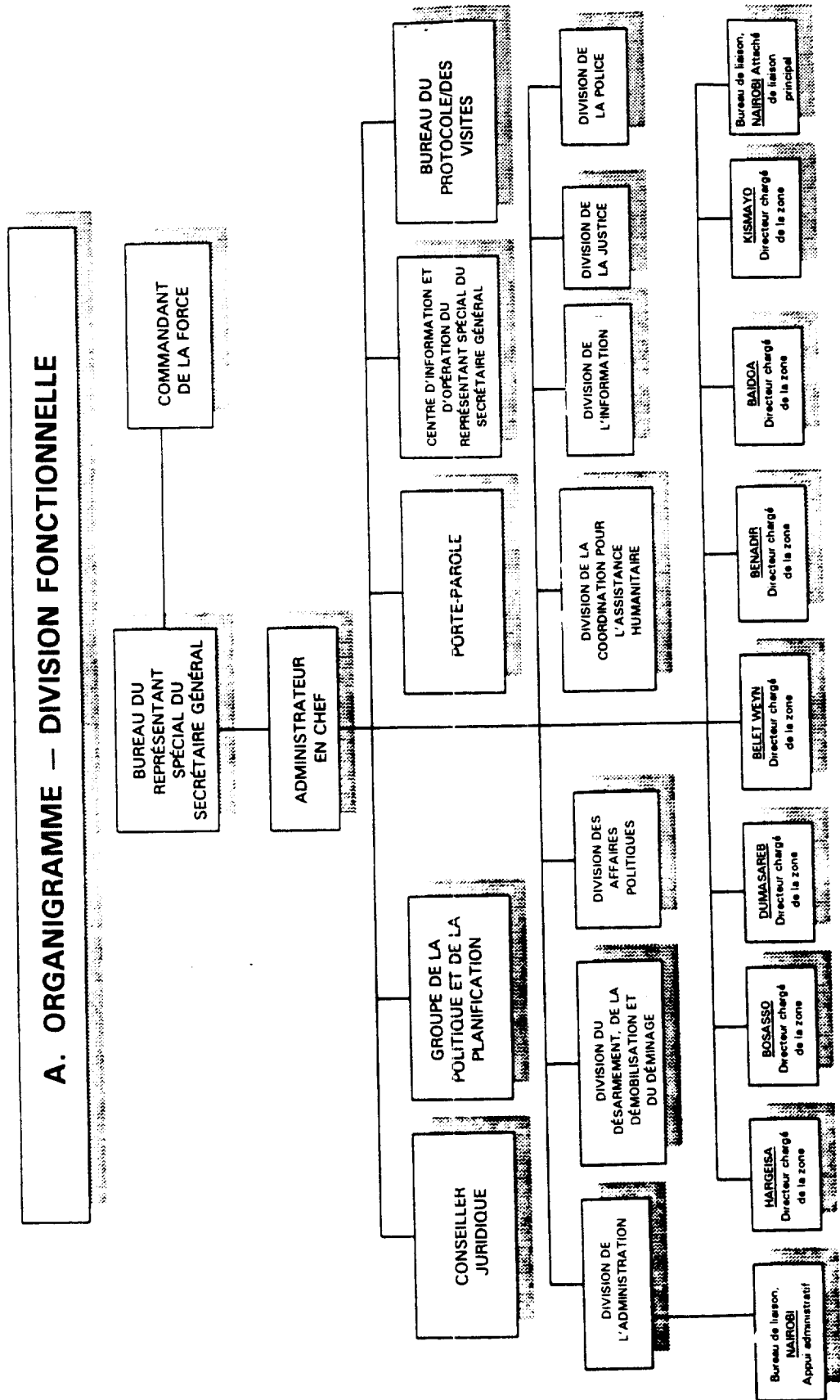
	Quartier général d'ONUSOM II		Baidoa	Belet Weyne	Bossasso	Dusa-mareb	Hargeisa	Kismayo	Nairobi	Autres lieux	Total
5. Matériel de stockage du carburant et débitmètres											
Unités de stockage du mazout (20 000 gallons)	134	7	1	—	—	—	—	—	—	—	142
Unités de stockage du mazout (50 000 gallons)	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Citermes gonflables pour le stockage du mazout (10 000 gallons)	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3
Unités de stockage de l'essence (10 000 gallons)	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Unités de stockage de l'essence (20 000 gallons)	12	3	—	—	—	—	—	—	—	—	15
Unités de stockage de l'essence (50 000 gallons)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Citerne pour le stockage de l'eau (50 000 gallons)	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Total	156	14	2	—	—	—	—	4	—	—	176

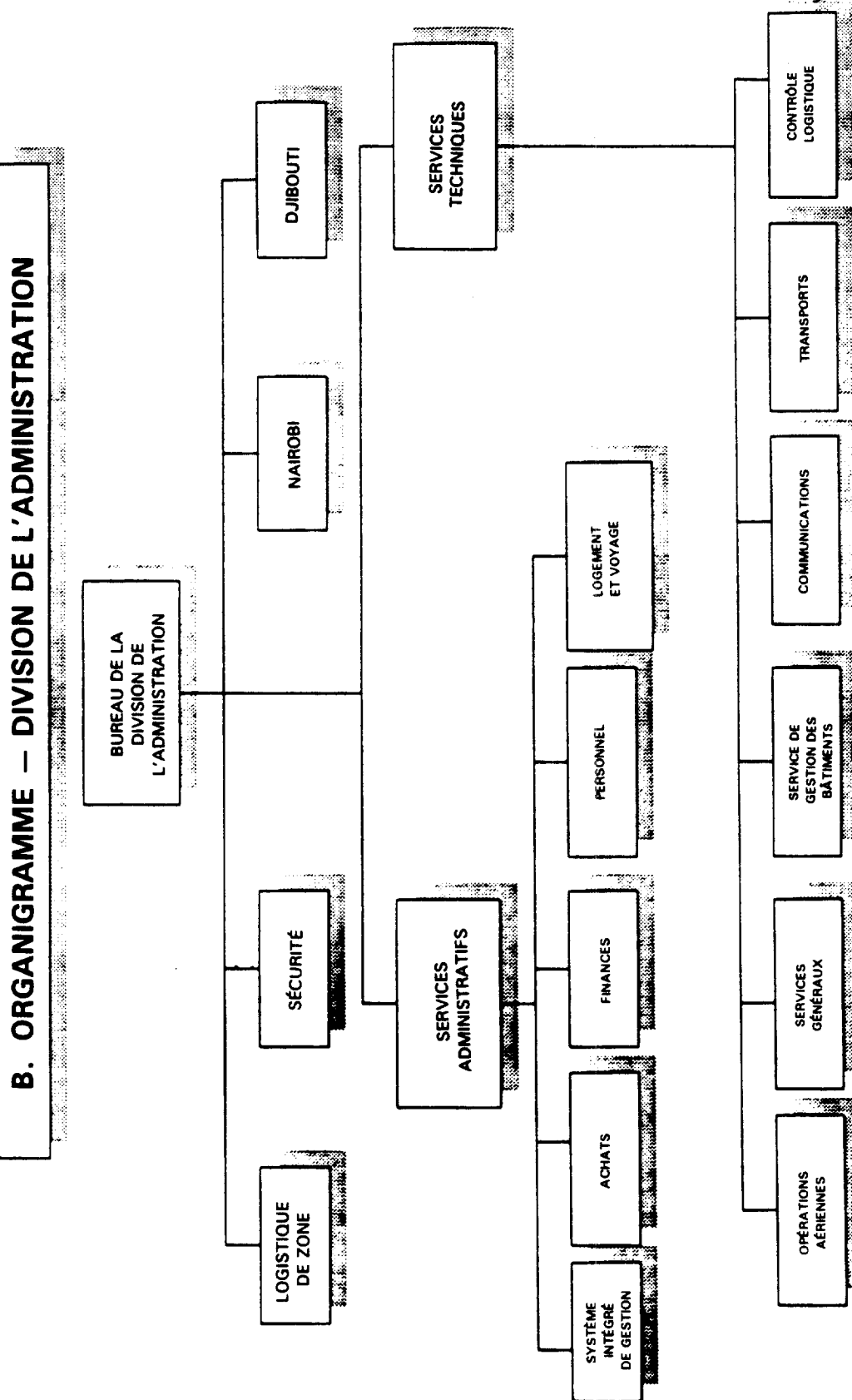
ANNEXE VIII

Tableau d'effectifs actuel autorisé pour la période se terminant le 31 mai 1994

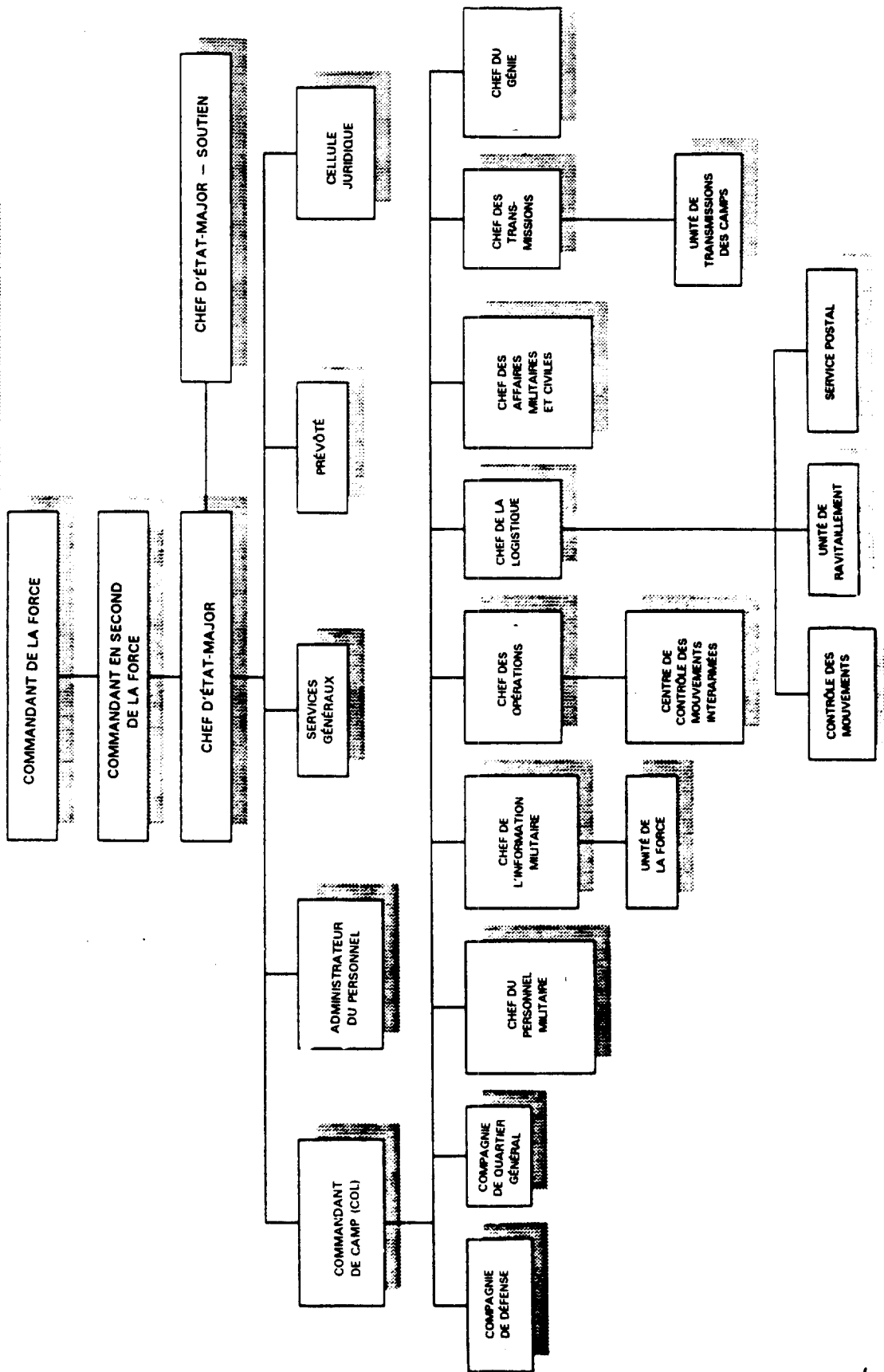
	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	Service mobile et services généraux	Service de sécurité	Total, personnel international	Personnel local	Total général	Volontaires des Nations Unies	Instructeurs de la police	Personnel militaire
Bureaux fonctionnels									
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général	24	37	25	86	205	291	—	—	2
Bureau du commandant de la Force	2	9	—	11	190	201	—	—	4
Division des affaires politiques	18	10	—	28	20	48	8	—	—
Division de la coordination de l'assistance humanitaire	17	8	—	25	25	50	—	—	—
Division de l'information	12	6	—	18	30	48	12	—	—
Division de la justice	15	9	—	24	30	54	15	24	—
Force de police, maintien de l'ordre	7	4	—	11	10	21	—	—	—
Bureaux de zone et de sous-zone	132	174	24	330	300	630	120	30	12
Total partiel	227	257	49	533	810	1 343	155	54	18
Division de l'Administration									
Directeur de l'administration	13	20	—	33	50	83	7	—	—
Services administratifs	22	81	—	103	50	153	12	—	—
Services techniques	28	164	—	192	890	1 082	51	—	—
Total partiel	63	265	—	328	990	1 318	70	—	—
Total	290	522	49	861	1 800	2 661	225	54	18

ANNEXE IX
ORGANIGRAMME





C. ORGANIGRAMME — PERSONNEL MILITAIRE



ANNEXE X

Dépenses de personnel civil et dépenses connexes pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Nombre de personnes	Mois/ personne	Coûts standard annuels			Coûts estimatifs totaux			Indemnités de subsistance (missions)	Prime de risque	
			Traitements	Dépenses communes de personnel	Contributions du personnel	Traitements	Dépenses communes de personnel	Contributions du personnel			
Fonctionnaires internationaux											
Secrétaire général adjoint (mission)	1	4	87,0	48,7	52,3	29,0	16,2	17,4	10,4	2,4	
Sous-Secrétaire général (New York)	1	4	113,2	47,9	47,0	37,7	16,0	15,7	10,4	2,4	
Sous-Secrétaire général (mission)	1	4	80,3	47,9	47,0	26,8	16,0	15,7	10,4	2,4	
D-2 (New York)	3	12	100,7	40,6	40,1	100,7	40,6	40,1	31,1	7,2	
D-2 (mission)	3	12	67,0	39,4	44,7	67,0	39,4	44,7	31,1	7,2	
D-1 (New York)	7	27	94,4	37,5	36,5	212,4	84,4	82,1	70,0	16,2	
D-1 (mission)	12	37	67,0	37,5	36,5	206,6	115,6	112,5	95,9	22,2	
P-5 (New York)	10	36	86,2	34,2	32,0	258,6	102,6	96,0	93,3	21,6	
P-5 (mission)	22	74	61,2	34,2	32,0	377,4	210,9	197,3	191,8	44,4	
P-4 (New York)	48	162	74,7	29,7	25,9	1 008,5	401,0	349,7	420,0	97,2	
P-4 (mission)	68	217	53,0	29,7	25,9	958,4	537,1	468,4	562,6	130,2	
P-3 (New York)	32	103	61,9	24,6	19,3	531,3	211,2	165,7	267,0	61,8	
P-3 (mission)	68	242	44,0	24,6	21,2	887,3	496,1	427,5	627,4	145,2	
Agents du Service mobile	202	688	50,7	51,5	20,1	2 906,8	2 952,7	1 152,4	1 783,6	412,8	
Agents des services généraux (1re classe)	35	111	48,6	19,3	20,6	449,6	178,5	190,6	287,8	66,6	
Agents des services généraux (Autres classes)	107	409	35,5	14,1	13,2	1 210,0	480,6	449,9	1 060,3	245,4	
Agents des services généraux (hors Siège)	106	408	23,6	9,0	8,8	802,4	306,0	299,2	1 057,7	244,8	
Service de sécurité	49	191	50,7	15,1	14,7	606,4	240,2	234,0	495,2	114,6	
Total partiel	775	2 741				10 699,7	6 445,1	4 358,8	7 106,0	1 644,6	
Personnel recruté localement											
	3 000	11 550	9,2*			8 855,0			—		
Total (fonctionnaires internationaux et personnel recruté localement)	3 775					19 554,7	6 445,1	4 358,8	7 106,0	1 644,6	

* G-5, échelon V du barème des traitements (Rev. 31, Amend. 1, de février 1993).

ANNEXE XI

Dépenses de personnel civil et dépenses connexes pour la période allant du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Nombre de personnes	Mois/ personne	Coûts standard annuels			Coûts estimatifs totaux			Indemnités de subsistance (missions)	Prime de risque
			Traitements	Dépenses communes de personnel	Contributions du personnel	Traitements	Dépenses communes de personnel	Contributions du personnel		
Fonctionnaires internationaux										
Secrétaire général adjoint (mission)	1	6	87,0	48,7	52,3	43,5	24,4	26,2	15,5	3,6
Sous-Secrétaire général (New York)	1	6	113,2	47,9	47,0	56,6	24,0	23,5	15,5	3,6
Sous-Secrétaire général (mission)	1	6	80,3	47,9	47,0	40,2	24,0	23,5	15,5	3,6
D-2 (New York)	3	18	100,7	40,6	40,1	151,1	60,9	60,2	46,4	10,8
D-2 (mission)	3	18	67,0	39,4	44,7	100,5	59,1	67,1	46,4	10,8
D-1 (New York)	8	42	94,4	37,5	36,5	330,4	131,3	127,8	108,3	25,2
D-1 (mission)	12	72	67,0	37,5	36,5	402,0	225,0	219,0	185,6	43,2
P-5 (New York)	17	60	86,2	34,2	32,0	431,0	171,0	160,0	154,7	36,0
P-5 (mission)	22	169	61,2	34,2	32,0	861,9	481,7	450,7	435,7	101,4
P-4 (New York)	53	318	74,7	29,7	25,9	1 979,6	787,1	686,4	819,8	190,8
P-4 (mission)	68	408	53,0	29,7	25,9	1 802,0	1 009,0	880,6	1 051,8	244,8
P-3 (New York)	33	192	61,9	24,6	19,3	990,4	393,6	308,8	495,0	115,2
P-3 (mission)	66	414	44,0	24,6	21,2	1 518,0	948,7	731,4	1 067,3	248,4
Agents du Service mobile	233	1 443	50,7	51,5	20,1	6 096,7	6 192,9	2 417,0	3 720,1	865,8
Agents des services généraux (1re classe)	53	302	48,6	19,3	20,6	1 223,1	485,7	518,4	778,6	181,2
Agents des services généraux (Autres classes)	118	696	35,5	14,1	13,2	2 059,0	817,8	765,6	1 794,3	417,6
Agents des services généraux (hors Siège)	118	696	23,6	9,0	8,8	1 368,8	522,0	510,4	1 794,3	417,6
Service de sécurité	49	294	38,1	15,1	14,7	933,5	370,0	360,2	757,9	176,4
Total partiel	861	5 160				20 422,3	12 630,6	8 336,7	13 302,7	3 096,0
Personnel recruté localement										
	3 000	18 000	9,2			13 800,0				
Total (fonctionnaires internationaux et personnel recruté localement)	3 861					34 222,3	12 630,6	8 336,7	13 302,7	3 096,0

ANNEXE XII

Récapitulation des besoins concernant la location des locaux pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994

	ONUSOM II	Baidoa	Belet Weyne	Bossaso	Dusamareb	Hargeisa	Kismayo	Nairobi	Djibouti	Total
Bureaux	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Bureau de liaison	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Entrepôt	4	1	—	—	—	—	—	—	—	5
Points de contrôle	4	2	—	—	—	—	—	—	—	6
Logement des contingents	25	6	3	—	—	—	1	—	—	35
Logement du personnel civil	48	—	—	—	—	—	—	2	—	50
Bureaux de zone et logement	—	3	3	3	—	3	1	—	—	13
Total	85	12	6	3	—	3	2	3	1	115

ANNEXE XIII

Récapitulation des besoins en hélicoptères pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994

Type d'hélicoptère	Nombre d'unités	Nombre total d'hélicoptères/mois	Coût de location mensuel total, par hélicoptère ^a	Coût de location estimatif de base ^a	Consommation estimative ^b de carburant	Dépenses estimatives de carburant ^a	Assurance ^a	Coût total ^a
Hélicoptère de manoeuvre moyen pour vol de nuit B-212	27	108	120 000	12 960 000	777 600	972 000	225 000	14 157 000
Cobra (militaire)	8	32	123 730	3 959 360	576 000	720 000	350 000	5 029 360
Scout Kiowa (militaire)	5	15	2 025	30 375	270 000	337 500	—	367 875
Militaire	3	9	145 000	1 305 000	162 000	202 500	—	1 507 500
Total	43	164	390 755	18 254 735	1 785 600	2 232 000	575 000	21 061 735

^a Dollars des États-Unis.

^b Gallons.

ANNEXE XIV

Récapitulation des besoins en hélicoptères pour la période allant du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995

Type d'hélicoptère	Nombre d'unités	Nombre total d'hélicoptères/mois	Coût de location mensuel total, par hélicoptère ^a	Coût de location estimatif de base ^a	Consommation estimative de carburant ^b	Dépenses estimatives de carburant ^a	Assurance ^a	Coût total ^a
Hélicoptère de manoeuvre moyen pour vol de nuit B-212	27	162	120 000	19 440 000	1 166 400	1 458 000	337 500	21 235 500
Cobra (militaire)	8	48	123 730	5 939 040	864 000	1 080 000	525 000	7 544 040
Scout Kiowa (militaire)	5	130	2 025	60 750	540 000	675 000	—	735 750
Militaire	3	18	145 000	2 610 000	324 000	405 000	—	3 015 000
Total	43	358	390 755	28 049 790	2 894 400	3 618 000	862 500	32 530 290

^a Dollars des États-Unis.

^b Gallons.

ANNEXE XV

Récapitulation des besoins en avions pour la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994

Type d'appareil	Nombre d'unités	Nombre total d'appareils/mois	Coût de location mensuel total, par appareil ^a	Coût de location estimatif de base ^a	Consommation estimative de carburant ^b	Dépenses estimatives de carburant ^a	Dépenses de peinture et de déploiement ^a	Assurance ^a	Coût total ^a
TU-134	1	4	76 050	304 200	255 000	318 750	—	4 400	627 350
Avion cargo lourd L-100	2	8	285 000	2 280 000	426 600	533 250	—	33 333	2 846 583
Avion-citerne L-100	1	4	285 000	1 140 000	213 300	266 625	—	16 667	1 423 292
Avion-cargo léger/moyen tonnage AN-26	4	16	56 250	900 000	390 000	487 500	—	13 333	1 400 833
Avion-cargo lourd/gros tonnage IL-76	1	4	135 000	540 000	63 000	78 750	—	6 667	625 417
Avion léger de transport de passagers B-200	2	8	60 000	480 000	53 400	66 750	—	6 667	553 417
Learjet	2	8	90 000	720 000	105 000	131 250	—	16 667	867 917
Total	13	52		6 364 200	1 506 300	1 882 875	—	97 734	8 344 809

^a Dollars des États-Unis.

^b Gallons.

ANNEXE XVI

Récapitulation des besoins en avions pour la période allant du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995

Type d'appareil	Nombre d'unités	Nombre d'appareils/mois	Coût de location mensuel total, par appareil ^a	Coût de location estimatif de base ^a	Consommation estimative de carburant ^b	Dépenses estimatives de carburant ^a	Dépenses de peinture et de déploiement ^a	Assurance ^a	Coût total ^a
TU-134	1	6	76 050	456 300	382 500	478 125	—	6 600	941 025
Avion cargo lourd L-100	2	12	285 000	3 420 000	639 900	799 875	—	50 000	4 269 875
Avion-citerne L-100	1	6	285 000	1 710 000	319 950	399 938	—	25 000	2 134 938
Avion-cargo léger/moyen tonnage AN-26	4	24	56 250	1 350 000	585 000	731 250	—	20 000	2 101 250
Avion-cargo lourd/gros tonnage IL-76	1	6	135 000	810 000	94 500	118 125	—	10 000	938 125
Avion léger de transport de passagers B-200	2	12	60 000	720 000	80 100	100 125	—	10 000	830 125
Learjet	2	12	90 000	1 080 000	157 500	196 875	—	25 000	1 301 875
Total	13	78		9 546 300	2 259 450	2 824 313	—	146 600	12 517 213

^a Dollars des États-Unis.

^b Gallons.

ANNEXE XVII

Récapitulation des besoins en matériel de transmissions pour
la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994

<u>Article</u>	<u>Nombre d'unités</u>	<u>Coût unitaire (dollars)</u>	<u>Coût total (dollars)</u>
<u>Matériel VHF</u>			
Walkie-talkie (autocommutateur) portatif pour le service radiotéléphonique mobile (800 MHz)	100	800	80 000
Radios portatives GP-300	300	450	135 000
Répéteurs (en cryptophonie)	5	1 000	5 000
Système de commutation à 12 voies sur 800 MHz	1	200 000	200 000
<u>Matériel HF</u>			
Répéteur fixe	10	6 000	60 000
Répéteur mobile	10	3 000	30 000
<u>Matériel satellite</u>			
Station INMARSAT type A	1	30 000	30 000
Station INMARSAT type M	1	15 000	15 000
Station de contrôle du système mondial de localisation	4	15 000	60 000
<u>Matériel téléphonique</u>			
Liaisons téléphoniques de campagne	2	8 000	16 000
Système de commutation Panasonic à 32 lignes	4	1 000	4 000
Liaisons numériques hyperfréquences	3	20 000	60 000
Total partiel			695 000
Fret (12 %)			83 400
TOTAL			778 400

/...

ANNEXE XVIII

Récapitulation des besoins en matériel informatique pour
la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994

<u>Article</u>	<u>Nombre d'unités</u>	<u>Coût unitaire (dollars)</u>	<u>Coût total (dollars)</u>
<u>Fournitures et documentation</u>			
Diverses cartouches couleur	200	20	4 000
Disquettes HD 3,5	200	5	1 000
Couvertures de clavier en plastique	150	5	750
Onduleurs (6 prises)	100	50	5 000
Alimentation en électricité ininterrompue	30	10 000	30 000
<u>Matériel</u>			
Kit d'extension pour ordinateur de bureau	100	500	50 000
Serveurs de système Compaq	6	45 000	225 000
Modem interne, 14400 baud	40	850	34 000
Télécopieur à modem interne	2	1 200	2 400
Imprimantes couleur DeskJet 550C	20	2 500	50 000
Imprimantes DeskJet	20	1 500	30 000
Imprimantes matricielles couleur	6	900	5 400
Scanneur (couleur)	4	3 500	14 000
Chaînes de sécurité pour ordinateur	150	50	7 500
<u>Accessoires de réseau</u>			
Éléments de connexion en réseau pour 50 personnes	2	85 000	170 000
Matériel d'atelier	10	1 500	15 000
Matériel d'essai	6	5 000	30 000
Moniteurs SVGA 14", claviers et souris 220V/50Hz	50	400	20 000
<u>Logiciel</u>			
Logiciel mono-utilisateur	20	1 500	30 000
Logiciel multi-utilisateur	4	10 000	40 000
Total partiel			764 050
Fret (12 %)			91 650
TOTAL			855 700

/...

ANNEXE XIX

Parc de véhicules — Répartition par bureau, au 31 mai 1994

	Berlines	Jeeps à 4 roues motrices	Autocars légers	Camions de transport légers	Camions de transport moyens	Bulldozer de déminage	Chariot élévateur	Camion-citerne	Total
<u>Élément civil</u>									
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général	3	39	13	—	—	—	—	—	55
Bureau du Directeur de l'administration	1	21	15	13	5	—	—	—	55
<u>Élément militaire</u>									
Bureau du Commandant de la Force	—	51	24	2	—	1	—	—	78
<u>Contingents</u>									
Allemand	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Australien	—	4	—	—	—	—	—	—	4
Belge (Kismayo)	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Contrôle des mouvements QG	—	5	1	—	—	—	—	—	6
Contrôle des mouvements — Mombasa	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Contrôle des mouvements — Nairobi	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Égyptien	—	1	1	—	—	—	—	—	2
Français	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Indien	—	—	—	52	2	—	—	—	54
Italien	—	1	1	—	—	—	—	—	2
Néo-zélandais (ravitaillement)	—	5	—	4	—	—	1	—	10
Népalais	—	2	1	6	—	—	—	—	9
Nigérien	—	—	2	—	—	—	—	—	2
Norvégien	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Pakistanaï	—	—	—	—	—	2	—	3	5
Pakistanaï — Hélicoptères d'attaque	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Roumain — Hôpital	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turc	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Zimbabwéen	—	1	—	3	—	—	—	—	4
Autres éléments militaires	—	9	6	1	—	—	—	—	16

	Berlines	Jeeps à 4 roues motrices	Autocars légers	Camions de transport légers	Camions de transport moyens	Bulldozer de déminage	Chariot élévateur	Camion-citerne	Total
<u>Contractants</u>									
Birstow (hélicoptères)	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Brown & Roots Service Corporation	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Canada (hélicoptères)	—	4	6	—	—	—	—	—	10
Capitaine du port (Kismayo)	—	2	—	—	1	—	—	—	3
Capitaine du port (port de mer)	—	5	2	1	—	—	—	1	9
Centre de régulation des opérations	—	1	1	—	—	—	—	—	2
Classica	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Morris (services de restauration)	—	4	2	1	1	—	—	—	8
NITCO	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport international	—	—	—	1	—	—	—	—	1
VIT — Air (Baledogle)	—	—	2	—	—	—	—	—	2
<u>Autres groupes</u>									
Djibouti	—	1	2	—	—	—	—	—	3
Nairobi	1	—	10	—	—	—	—	—	11
Pilotes affectés au haut commandement de l'ONUSOM	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Haut commandement, quartier général de l'ONUSOM	1	1	—	—	—	—	—	—	2
Police somalie (Baïdoa)	—	—	—	4	—	—	—	—	4
Total	6	164	95	88	10	3	1	4	371

ANNEXE XX

Récapitulation des besoins du programme d'information pour
la période allant du 1er juin au 30 septembre 1994

	<u>Nombre d'unités</u>	<u>Coût unitaire (dollars)</u>	<u>Coût total (dollars)</u>
Table de mixage audio avec régulateur	2	7 000	14 000
Magnétophone à bandes	5	5 000	25 000
Lecteur de cassettes	8	900	7 200
Chariot d'appareils audio	3	600	1 800
Insonorisation	2	—	3 000
Microphones à pied	4	300	1 200
Casque d'écoute	12	300	3 600
Batterie/chargeur de batterie	—	—	2 400
Matériel cinématographique (caméras, batteries, projecteurs, etc.)	—	—	10 000
Matériel de montage (enregistreur, lecteur, etc.)	—	—	10 000
Matériel de sonorisation (transformateur, enregistreur, etc.)	—	—	10 800
<u>Impression et graphiques</u>			
Imprimante script couleur	1	4 000	4 000
Imprimante risographique RC 5800	2	16 000	32 000
Coupe-papier électrique	1	6 000	6 000
Fournitures pour l'impression (4 mois)	—	28 000	112 000
Fournitures papier (4 mois)	—	32 400	129 600
Pièces de rechange pour imprimante offset et copieur	—	—	4 500
Logiciel scanneur en format A4	—	—	3 000
Scanneur	2	1 000	2 000
Boîte d'outils pour technicien	2	1 000	2 000
Enveloppes	—	3 000	12 000
<u>Services contractuels</u> (4 mois)	—	15 000	60 000
<u>Transports</u> (4 mois)		17 000	68 000
Total partiel			524 100
Fret (12 %)			62 900
TOTAL			587 000

/...

ANNEXE XXI

Ressources disponibles et dépenses de fonctionnement pour la
période allant du 1er mai 1992 au 30 septembre 1994

(En dollars des États-Unis)

	<u>Chiffres bruts</u>	<u>Chiffres nets</u>
1. <u>Ressources</u>		
A. <u>Crédits ouverts</u>		
1er mai 1992 au 30 avril 1993 (résolution 47/41 de l'Assemblée générale)	109 652 000	107 912 800
1er mai au 31 octobre 1993 (résolution 47/41 B de l'Assemblée générale)	300 000 000	300 000 000
1er mai au 31 octobre 1993 (résolution 47/41 C de l'Assemblée générale)	256 201 100	251 119 100
1er novembre au 31 mai 1994 (résolution 48/239 de l'Assemblée générale)	639 399 300	634 214 900
Total partiel	1 305 252 400	1 293 246 800
B. <u>Dépenses autorisées</u>		
1er juin au 30 septembre 1994 (résolution 48/239 de l'Assemblée générale)	309 770 000	305 329 600
Total, rubrique 1	1 615 022 400	1 598 576 400
2. <u>Dépenses de fonctionnement nettes</u>		
1er mai 1992 au 30 avril 1993	43 450 900	42 931 700
1er mai au 31 octobre 1993 (chiffres révisés)	497 675 800	496 180 700
1er novembre 1993 au 31 mai 1994 (coût standard)	639 399 300	634 214 900
1er juin au 30 septembre 1994 (coût standard)	307 690 900	303 332 100
Total, rubrique 2	1 488 216 900	1 476 659 400
Total, 1 moins 2	126 805 500	121 917 000
3. <u>Sommes apportées au crédit des États Membres</u>		
1er mai 1992 au 30 avril 1993	66 201 100	64 981 100
1er mai au 31 octobre 1993	56 027 000	53 018 000
Total, rubrique 3	122 228 100	117 999 100
4. <u>Solde inutilisé</u>	4 577 400	3 917 900
5. <u>Intérêts et revenus divers</u>		
Intérêts		3 684 780
Revenus divers		118 670
Total, rubrique 5		3 803 450
6. <u>Montant des contributions à percevoir au 30 juin 1994</u>		610 652 972
7. <u>Déficit de fonctionnement prévu</u>		(602 931 622)

/...

